



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>















**HISTOIRE GÉNÉRALE**  
**ET RAISONNÉE**  
**DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE**  
**TOME I.**





**HISTOIRE GÉNÉRALE**  
**ET RAISONNÉE**  
**DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE,**  
**ou**  
**DE LA POLITIQUE DE LA FRANCE,**  
**Depuis la fondation de la Monarchie , jusqu'à la fin**  
**du règne de Louis XVI;**  
**AVEC DES TABLES CHRONOLOGIQUES**  
**DE TOUS LES TRAITÉS CONCLUS PAR LA FRANCE.**  
**PAR M. DE FLASSAN.**  
**SECONDE ÉDITION, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE.**  
**TOME PREMIER.**

---

**A PARIS,**

**Chez TREUTTEL et WÜRTZ, Libraires, rue de Lille,**  
**ancien hôtel de Lauragais, n° 17 ;**  
**Et à STRASBOURG, même maison de Commerce.**

**DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.**

**1811.**

**H.**

302683

УВАЖАЮЩИЙ ОБЩИННИК

---

## AVANT-PROPOS.

---

L'EMPEREUR, n'étant encore que premier Consul, témoigna à une députation de la classe d'histoire de l'Institut, le désir d'un ouvrage qui contînt la filiation des actes diplomatiques de la France. Je travaillais dès-lors à un ouvrage de ce genre, et l'intention manifestée par l'empereur, fortifiant mon zèle, m'a fait presser avec une nouvelle ardeur, l'exécution de cette entreprise à laquelle j'ai cru devoir donner un développement conforme à ses vues.

Du reste, quoique j'aie travaillé en chef dans le département politique, composé plusieurs écrits (1), voyagé dans diverses contrées, et observé plusieurs cours ; quoique

---

(1) 1°. *La Question du Divorce, discutée sous le rapport de l'histoire, de la politique, etc.* ; 2°. *de la Pacification de l'Europe en 1800* ; 3°. *de la Colonisation de Saint-Domingue, etc.*





descendu dans la tombe, au milieu, pour ainsi dire, de nos entretiens.

J'ai eu des explications sur divers points de critique diplomatique, avec feu M. Pfef-fel, ancien jurisconsulte des affaires étran-gères, et publiciste érudit.

Il est plusieurs autres personnes illustrées par de hautes fonctions diplomatiques, aux-quelles j'ai eu recours pour parvenir à la vérité des faits, et surtout à celle des por-traits, la partie la plus délicate de l'histoire.

Mais en désignant quelques-unes des per-sonnes de qui j'ai recueilli des notions, je ne me permets pas de les rendre garans de mon ouvrage; j'ai seulement voulu indiquer avec quel désintéressement d'esprit j'ai pro-cédé; et si mon travail n'est pas arrivé, ainsi que je le sens, à une perfection très difficile dans les travaux diplomatiques, à cause de la hauteur du sujet, et de la diversité des aspects; ces personnes aussi éclairées que sages, ont du moins contribué à le rendre meilleur, et ont soutenu ma marche dans une entreprise épineuse, à laquelle j'ai con-sacré plusieurs années du midi de ma vie,



## AVANT-PROPOS.

v

espèce de science exacte : elle doit renfermer une suite de faits portés jusqu'à la conviction par la force des preuves, ou du moins démontrés probables par analogie.

La vérité en politique est moins aisée à connaître que la vérité dans la guerre ou dans les révolutions, parce que celles-ci ont des témoins nombreux, au lieu que les opérations du cabinet, enveloppées de nuages, sont le secret de quelques personnages qui souvent ont travaillé dans un sanctuaire fermé au vulgaire.

C'est la critique si ignorée des anciens, qui conduit à la vérité ; c'est elle qui apprend à vérifier les dates, à comparer les faits, et à séparer ce qui est certain de ce qui l'est moins ; c'est la critique principalement qui amènera la démonstration morale, ou du moins, une persuasion suffisamment motivée. De la critique.

Une autre qualité première de l'histoire, quiquie d'une nuance inférieure à la vérité et à la critique, c'est l'*intérêt*. Il résultera de l'importance du sujet, de ses rapports avec les fastes de la nation, ainsi que de ce qui De l'intérêt.



Or, on aura beau amener sur la scène, le négociateur lui-même, et le saisir dans un de ces grands momens où la fortune de l'empire tient à sa signature; que sont, comme peinture et description, ces crises de cabinet auprès du choc de deux armées se renvoyant la mort, ou le déroulement d'une révolution qui met la patrie en danger? Auprès de ces spectacles funèbres et chargés d'incidens tragiques, la diplomatie plus calme n'offre guère que des mouvemens tempérés, des tableaux d'une teinte adoucie, et, pour ainsi dire, *des effets de clair de lune*. Dans ses actes les plus imposans, elle se bornera à arrêter par des combinaisons les desseins ambitieux, à préparer la ruine d'une puissance altière, ou à tracer des ligues et des intrigues sans succès. Néanmoins les esprits méditatifs, les têtes réfléchies qui aiment à remonter à la source des résolutions d'état, et à lever le voile qui enveloppe les pensées royales, trouveront dans l'exposition des moyens préparatoires, plus de charme et d'instruction que dans le récit monotone de combats meurtriers, où se déploie moins le génie que la force physi-









cupé à faire briller son talent. Cette éloquence de tribune, excusable pourtant dans l'histoire des républiques grecque et romaine, ne peut se transporter dans l'histoire des monarchies, et surtout dans celle de la politique (1), sans donner lieu au soupçon d'inexactitude. Dire bien, c'est beaucoup; mais DIRE VRAI, vaut mieux encore.

Les discours et la harangue ne seront pas toutefois exclus de l'histoire politique; et dans les conseils des princes, il en a été prononcé sans doute de très nobles et même de très énergiques sur les intérêts de l'état. La

---

(1) *Nota.* On sent que l'histoire d'une politique méthodique inconnue aux anciens, et qui tombe quelquefois dans le système et l'abstrait, ne peut guère être du goût des admirateurs exclusifs de Thucydide, de Tite-Live, de Quint-Curce, de Salluste, etc. qu'ils aiment à retrouver sans cesse comme *historiens et orateurs*, ou parlant toujours par la bouche de leurs personnages, quelque dangereux que soit pour la sincérité, le mélange de ces deux professions. Ces mêmes amateurs de l'antiquité préféreront sans doute une *bataille prolongée*, un *discours fleuri* et des portraits d'*imagination fortement coloriés*, à une *négociation bien conduite*; ce qui ne prouve pas pourtant que les récits militaires, les harangues du sénat, et les agitations du peuple, constituent uniquement l'histoire.





en quelque sorte à l'histoire, l'historien, et de ne plus laisser à distinguer si celui-ci est annaliste impartial, ou n'est qu'un séducteur artificieux, cherchant par des combinaisons adroites à faire prévaloir ses systèmes et ses conclusions.

L'histoire politique est moins susceptible qu'aucune autre branche de l'histoire, d'être mise en tableau, soit parce que la réserve qui lui convient, tend à resserrer sans cesse les élans du génie ou de l'imagination, soit parce que les opérations de l'esprit ne prêtent point au genre descriptif, comme celles de la guerre ou de la belle nature.

L'histoire politique est posée, didactique, graduée. Elle exclut les pensées ardentes, ce qu'on appelle le *pittoresque*, et les rapprochemens arbitraires qu'on s'efforce de justifier par de l'esprit, parce qu'on ne peut les étayer de la raison et de preuves écrites.

Réunir les faits et les réflexions dans un ou plusieurs cadres, est tout au plus praticable dans un sujet limité ou dans une période prise à volonté; telle que serait celle d'une guerre particulière et d'une révolu-



La narration se rapproche beaucoup de <sup>De la nar</sup> l'art de la composition ; mais elle comprend <sup>tion.</sup> plus spécialement la marche des faits et leur enchaînement. L'histoire veut un ton de narration entièrement conforme au sujet , et celui-ci peut être très varié. Ainsi , dans certains cas , l'histoire sera rapide , animée , brûlante même ; et telle est celle qui convient au récit des combats , des proscriptions ou des fureurs d'un tyran ; mais on se gardera bien de porter la même verve dans l'exposé des opérations de la politique. C'est un autre langage , une autre rhétorique. Si l'écrivain se permet l'éloquence , que ce soit celle de la raison , de la vérité ; jamais celle de l'art ou de la passion couvrant de phrases et de mots pompeux , une énergie déplacée.

Il convient encore d'observer que dans l'histoire militaire , ou celle des dissensions civiles , il s'agit de faits que l'on peut fondre de diverses manières , sans altérer leur substance ; mais quand il s'agit d'une négociation , et de toute autre opération diplomatique ; c'est la pensée et l'intention qu'il faut s'attacher à saisir ; or , les nuances de la pensée

















Il est du moins constant qu'elle la précéda même en politique ; car des états vastes et florissans comme ceux des Egyptiens, des Assyriens, des Mèdes et des Perses, ne purent s'élever et se maintenir pendant tant de siècles, sans l'emploi de la plupart des ressorts mis aujourd'hui en œuvre, quoiqu'accompagnés de formes différentes. On est redevable au génie des Grecs et à leur esprit de combinaison, de plusieurs institutions utiles, et en particulier, du tribunal des Amphyctions, association célèbre comme type de toutes celles qui ont eu pour but de prévenir les différends et de protéger les membres d'une confédération. La durée de ce tribunal, qui fut de 1152 ans, est son plus bel éloge. Le caractère de la politique grecque varia, ainsi qu'il arrive toujours, suivant les mœurs des peuples, la législation de l'état et le génie des chefs. Elle fut le plus souvent ambitieuse et souple à Athènes, âpre et inflexible à Sparte. Ces deux républiques tour à tour dominantes par des moyens divers, et à la fin victimes de leur rivalité, plièrent sous l'ascendant de Philippe de Macédoine, qui acquit dans la Grèce une influence despotique, à la faveur de ses armes et de ses artifices appuyés de la corruption.

Alexandre, profitant de cet état de choses si favorable à son goût belliqueux, se porta contre



maines. Ils furent adroits, prévoyans, habiles à diviser, habiles à réunir, ne ratifiant que les traités favorables, et désavouant ceux conclus par leurs généraux, quand ils blessaient leur orgueil ou leurs intérêts, en sorte qu'ils méritaient, non moins que Carthage, le reproche d'infidélité dont ils l'avaient flétrie, et la foi romaine ne valait pas mieux que la *foi punique* (1). Enflés de leur puissance, ils proposèrent souvent à l'ennemi sa ruine ou sa honte. Rarement ils composaient avec le vaincu, quand ils pouvaient disposer de sa dépouille.

La politique romaine sous la république, eût pour but une extension progressive de pouvoir et de territoire par toutes sortes de moyens, et surtout d'après le principe de *convenance*, qu'aucun gouvernement policé ne porta plus loin. Tandis que le peuple voyait dans la guerre le partage des terres du vaincu, des colonisations, et les généraux, des richesses à la faveur desquelles ils briguaient dans les comices les premières charges, le sénat y voyait un moyen de détourner le choc constant des factions ; factions

---

(1) On sait que ce fut à la faveur d'une distinction Léonine, qu'à la fin de la troisième guerre punique ils détruisirent Carthage désarmée ; vengeance contraire au droit des gens et à l'honneur, qui défendent d'écraser l'ennemi qui ne peut plus se défendre.









Les plans des cabinets d'alors, souvent mal calculés furent mal exécutés, parce que les relations étrangères étaient rares, les forces des voisins peu connues, les finances négligées, et les combinaisons faiblement concertées. De plus, cette concentration du pouvoir, principe de l'énergie des grands états modernes, n'existait point alors. Il était très-difficile de réunir des grandes masses et d'en disposer long-temps.

Une puissance sans armes sembla dominer toutes les autres par sa persévérance dans un même dessein; ce fut la cour de Rome, qui devenue riche par les bienfaits des premiers rois Carlovingiens, et dirigée par des pontifes adroits choisis parmi les membres les plus éclairés du clergé de l'Europe, tenta d'arriver à la domination suprême, en soumettant les rois à ses décisions, en donnant ou en enlevant à son gré les couronnes. C'est l'art profond que le Vatican mit dans la poursuite de ce présomptueux dessein, qui rendit sa politique si célèbre.

Dans le moyen âge se développèrent les formes diplomatiques. Des hérauts inviolables dénonçaient les guerres; des députés, des commissaires également inviolables négociaient les trêves et les traités, en général, peu compliqués. Mais la paix signée ou jurée, les négociateurs déposaient leur caractère et retournaient près de leurs maîtres. Le pape seul entretenait



divers un mouvement extraordinaire à tous les esprits. Les opinions et les intérêts changèrent dès lors sur une foule d'objets, et les cours elles-mêmes ressentirent le contre-coup des découvertes. Les lumières devenues plus générales, même dans les conseils des princes, firent entrevoir des points de vue jusqu'alors ignorés; des relations plus fréquentes, plus utiles s'ouvrirent; des chocs plus violens, parce qu'ils étaient mieux calculés, se préparèrent, et chaque état sentit qu'il devait donner un essor plus vif à ses forces intellectuelles et physiques. De là l'influence permanente de la politique par l'envoi des ambassadeurs fixes et l'entretien habituel des troupes réglées. Les états, jusqu'alors concentrés le plus souvent en eux-mêmes, sortirent presque tous de leur circonférence, pour s'étudier, s'observer, s'envahir, et les combinaisons politiques d'abord timides embrassèrent bientôt toute l'Europe. Ce fut surtout sous les règnes de Charles-Quint et de François 1<sup>er</sup>, que les relations étrangères achevèrent de s'étendre et de s'enlacer. Ces deux ardens rivaux, qui eussent voulu faire partager à l'univers leur jalousie, envoyèrent des émissaires dans toutes les cours, dans tous les gouvernemens, et François 1<sup>er</sup>, en particulier, prolongeant le levier diplomatique plus qu'aucun de ses prédécesseurs, fit alliance avec la Porte,







Dans l'état présent des nations, leur sort dépend beaucoup de la politique, puisqu'elle forme la moitié de la puissance, et que tantôt elle paralyse les armes, tantôt elle y supplée ou en double l'action; il s'ensuit que la science diplomatique doit être mise au premier rang des connaissances utiles. Cette science embrasse :

De l'importance de la science diplomatique.

1°. Le droit des gens, lequel règle les rapports des nations, soit en paix, soit en guerre. L'on sait combien ce droit offre quelquefois de difficultés dans son application, notamment à l'égard de la navigation neutre, et de l'usage de la mer, devenue un champ de bataille, où la controverse et les argumens se mêlent sans cesse aux coups de canon. Immortel sera le souverain qui parviendra à réunir toutes les nations sous un droit des gens généralement accepté et pratiqué !

2°. La science diplomatique embrasse encore plusieurs maximes politiques déduites de la *raison d'état*, qu'il faut savoir concilier avec le droit des gens; conciliation, l'écueil de beaucoup de ministres.

3°. La connaissance des privilèges et des devoirs des agens politiques.

4°. La conduite des négociations, ou la marche à suivre dans la discussion des intérêts entre les états.



































circonstances, l'historien détachera les minuties du fait principal et décisif. D'ailleurs, quand on veut écrire avec une certaine hauteur de pensées, il faut élaguer tout ce qui ne mérite point place dans la mémoire des hommes. Néanmoins, cette concentration des discussions politiques qui accompagnent les négociations sérieuses, ne doit pas être poussée trop loin dans un ouvrage, qui, tel que celui-ci, est moins destiné à amuser l'oisiveté par des récits piquans ou des tableaux gracieux, qu'à retracer les démarches secrètes, les combinaisons, les insinuations, les expédiens proposés ou rejetés, et toutes les opérations de l'esprit politique; opérations qui peuvent influer beaucoup sur le succès des entreprises. De plus, l'étude des expédiens politiques dans les dépêches des ambassadeurs, peut plus que tout autre moyen acquis, donner une bonne méthode de négocier.

Les déclarations, manifestes, contre-manifestes et notes officielles sont disséminés dans mille écrits divers, et particulièrement dans les histoires contemporaines.

*Les instructions* contiennent un ensemble de desseins, de vues et de motifs raisonnés, en sorte qu'il n'est point de pièces plus propres à faire connaître l'esprit et la tendance du cabinet. Il a été publié beaucoup d'instructions depuis François 1<sup>er</sup> jusqu'à ce jour.













Les auteurs précédens , en parlant des choses , se sont tus sur les personnes , quoique celles-ci puissent répandre beaucoup d'intérêt sur un ouvrage diplomatique. Partout l'homme cherche l'homme , et quel fut le principal moteur de ce qu'il lit. Ce n'est donc pas assez de donner les principaux articles d'un traité de paix , en y joignant même l'esquisse des événemens qui l'ont précédé , il faut , autant qu'il est possible , en faire connaître le négociateur , indiquer les ressorts mis en jeu , de part et d'autre , les principaux débats des conférences , les obstacles vaincus , et fixer dans des considérations impartiales les effets du traité ou de l'opération du cabinet dont on rend compte. L'histoire de la diplomatie ne se borne pas aux traités de paix ; elle embrasse encore les traités d'alliance , de subside , de garantie , de protection , les traités secrets , les traités de commerce , de navigation , etc. Elle embrasse les médiations , les arbitrages , les alliances des familles royales qui ont eu des effets sérieux , les entrevues de souverains , les ambassades illustres , les contestations sur le cérémonial , les événemens arrivés aux agens diplomatiques , et les réglemens et déclarations qui constituent le droit public d'une nation dans ses rapports avec les autres ; tout cela est du ressort de l'ouvrage que je présente , lequel est tracé sur des données beaucoup plus larges que ceux

que j'ai nommés. De plus, j'ai accompagné les opérations et accidens d'une certaine importance, de jugemens motivés qui, sans faire violence à l'opinion du lecteur, peuvent néanmoins le mettre à portée de prononcer lui-même.

D'après tous les ouvrages imprimés et manuscrits dont j'ai en communication, j'ose avancer que tous les grands faits politiques jusqu'à la fin du règne de Louis XVI, se trouveront à peu près réunis dans cet ouvrage, à quelques lacunes près dont un grand ensemble ne saurait souffrir. Indépendamment de la divulgation à laquelle les gouvernemens sont souvent entraînés, tous les faits ont percé par suite de cette publicité forcée qui accompagne tous les événemens saillans et propres à plusieurs cours. De plus, les doubles correspondances qui peuvent se trouver dans les familles des ambassadeurs sont encore à leur mort un autre sujet de divulgation. Enfin, les agens diplomatiques ne font pas toujours un mystère de ce qui compose l'honneur de leur vie, en sorte que si l'on dit vulgairement qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, on peut ajouter, avec la même vérité, *qu'il n'y a rien de secret sous le soleil.*

J'observerai toutefois, par rapport aux confidences des contemporains, qu'avant de les déposer dans l'histoire, il faut s'assurer si elles

sont sincères; car la sincérité n'est pas toujours l'apanage de celui qui a coopéré à une affaire. Il est difficile qu'en tout point, il soit dégagé d'intérêt ou d'amour-propre. Il faut donc comparer ce qu'il dit avec ce qu'on sait, et n'y ajouter foi que quand toutes les notions se concilient. La proximité, et même la participation directe, ne sont pas toujours un gage qu'on a tout vu et qu'on a bien vu. Celui qui assiste à un combat, au milieu de la chaleur de l'action et des mouvemens croisés, ne peut plus souvent juger de ce qui se fait à ses côtés. Les entretiens avec les personnes qui ont agi en chef seront donc très profitables, mais en ne leur donnant qu'un assentiment raisonné, et en ayant le courage de juger ce qu'elles avancent.

• *L'Histoire de la Diplomatie française* sera divisée en sept grandes PÉRIODES.

Division  
l'ouvrage.

La première partira de la fondation de la monarchie, et se terminera à la paix de Bretigny, en 1360. Je ne recueillerai de cette longue révolution d'années, que les événemens imposans par leur caractère et leurs effets prolongés, et il n'en est qu'un petit nombre de ce genre. Si on voulait analyser tous les faits politiques de la première et de la seconde race, on multiplierait sans fruit les volumes, parce que les actes diplomatiques, jusqu'au milieu du quatorzième siècle, non-seulement se lient peu aux





leurs principes furent aussi différens que leurs moyens.

La cinquième période s'étendra jusqu'à la paix d'Utrecht, en 1713; paix mémorable qui consolida de nouveau le système européen, ébranlé par l'extinction de la branche d'Autriche espagnole.

Dans la sixième période, qui va jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle, se trouvent les ministères des cardinaux Dubois et Fleuri, de MM. de Morville, Chauvelin, Amelot, d'Argenson, Puy-sieux.

Dans la septième période, qui se termine à la chute du trône, le 10 août 1792, se rencontrent quelquefois des momens brillans; néanmoins cette période a été terminée par la plus déplorable catastrophe; effet de la variabilité dans les conseils, et de la mollesse dans les résolutions.

Une dernière période, partant du 10 août 1792, et venant jusqu'à ce jour, renfermera dans sa courte durée plus d'événemens qu'aucune période précédente. Elle sera l'objet d'un ouvrage particulier, déjà composé, lequel doit recevoir son complément de l'exécution des vastes desseins de Napoléon I<sup>er</sup>. La pensée des grands hommes ne doit pas être divisée; n'en donner qu'une partie, c'est s'exposer à la méconnaître.

J'analyserai, 1<sup>o</sup>. tous les traités qui, quoique



vrir un panthéon digne d'eux ! Si la guerre a ses héros, la diplomatie a les siens, et souvent la fermeté d'esprit, qui leur est nécessaire, est supérieure à la valeur emportée des combats.

Dans les portraits, je chercherai plus l'exactitude que le coloris, et je repousserai ces fausses antithèses, et ces vains ornemens, combinaisons de l'esprit, presque toujours contraires à la vérité. Plus les portraits ont de la singularité et de la précision, moins en général ils sont vrais. Le caractère se compose de bien plus de traits que la figure. Vouloir peindre d'un mot, est une légèreté ou une infidélité. Rien n'est si difficile à saisir que le moral; surtout dans les personnes publiques. L'homme doué d'un œil perçant, a souvent de la peine à définir l'ami dont il a sondé le cœur; il trouve des doubles faces qu'il ne peut concilier, et des écrivains obscurs, qui ne connurent jamais que les hommes de leur état, se permettent de tracer les portraits de personnes placées, pour ainsi dire, dans un autre hémisphère. Les traits des ministres et des négociateurs sont surtout très difficiles à saisir, parce qu'étant perpétuellement en représentation étudiée, on a de la peine à distinguer la véritable physionomie de celle du rôle. De là, des jugemens contradictoires sur l'esprit et les intentions des ministres les plus exposés aux regards. Comme la dissimulation



reproduits et se répéteront encore ; car les points du cercle politique , ainsi que les actions de la vie civile , sont souvent identiques , et beaucoup de nouveautés dont les esprits médiocres sont épris , ne sont neuves que pour eux. Ces événemens et plusieurs faits curieux animeront parfois , un tableau dont il n'est pas toujours aisé d'exclure la sécheresse. J'aurai soin d'observer les règles de la perspective , laquelle dessine en raccourci les objets éloignés , pour les développer en raison de la proximité de l'œil du spectateur et de l'intérêt qu'ils présentent.

Pour organiser la masse des faits et lui imprimer la vie , il m'a fallu , pour ainsi dire , évoquer cent générations. Ce n'est que par beaucoup de recherches que j'ai pu ressouder plusieurs anneaux rongés par la rouille des âges , et encore ne m'a-t-il pas toujours été facile d'y arriver , et de réduire en corps d'histoire , une foule de négociations où l'on rencontre souvent des résultats sans antécédens , et des antécédens sans résultats.

Je demande donc que cet ouvrage ne soit pas jugé sur quelques détails , mais sur la masse ; non sur une idée incorrecte , mais sur l'ensemble des vues.

Dans une matière où les passions pourraient trouver tant d'aliment , j'éviterai d'outrager les hommes et les gouvernemens ; c'est un crime



Toutefois , ainsi qu'il a déjà été indiqué , je ne l'ai pas embrassée sans préliminaires , et mon travail , fût-il imparfait , inspirera peut-être à quelqu'autre personne des idées plus heureuses pour le perfectionnement des études diplomatiques trop négligées , et dont on croit atténuer le mérite , en disant *que tout est changé* : et c'est ainsi que l'on confond les principes et les faits , sans songer que les principes ou les notions de raison et de justice sont immuables , et que leur application seule est variable. Si la nouveauté des événemens devait détruire l'intérêt de tout ce qui a précédé , quel motif aurait-on de lire l'histoire ancienne et même celle du moyen âge ? D'ailleurs , les changemens qui ont eu lieu , quelque stables qu'ils paraissent , seront un jour modifiés par d'autres , parce que rien n'est éternel ; ce qui ne doit point empêcher d'étudier le monde physique et moral , ne fût-ce que comme aliment de l'esprit. Cet ouvrage présentera la partie la plus noble et la plus sensée de l'histoire , c'est-à-dire , retracera les conceptions imposantes qui ont mû ou brisé les ressorts de tant d'états , et leur ont enlevé ou donné une assiette. L'observateur verra par quelles gradations les empires se forment et se divisent , brillent ou s'éteignent , et comment ceux-mêmes qui ont cessé d'être , peuvent , dans la variation des âges , se reproduire par de nouvelles recom-





*de Versailles avec celle de Turin, en 1746; — la Narration complète des opérations du cabinet sous le ministère du marquis d'Argenson; — le Précis des conférences et des Négociations qui ont eu lieu à Aix-la-Chapelle en 1748, soit pour les préliminaires de paix, soit pour la paix définitive; — la Mission de M. de Bussy à Hanovre, en 1754; — la Négociation et le traité avec Gènes, au sujet de la Corse, en 1759; — la Négociation pour la neutralité de l'Hanovre, en 1757; — les Négociations pour la capitulation de Closterseven, en 1757; — la Négociation avec la Suède pour une descente en Angleterre, en 1756; — la Contestation avec la cour de Lisbonne, au sujet du rang de l'ambassadeur de France, en 1760; — le Refus de la cour de Versailles, de se mêler de la querelle du Portugal et de la cour de Rome, au sujet des Jésuites, même année; — les Négociations entre le Pape et la France, au sujet de la destruction des Jésuites en 1761; — les Négociations entre les cours de Versailles et de Madrid, depuis 1758 jusqu'à la conclusion du pacte de famille; — la Première négociation de paix entre la France et l'Angleterre, en 1761; — la Rupture de la France avec le Portugal, même année, etc. Ces morceaux, qui sont tous de la plus grande authenticité, enrichiront le domaine de l'histoire. J'ose même attester qu'il y a beaucoup de belles choses dans les additions dont on vient*

## DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

... qui émane de la plume du  
... en particulier; et telles sont  
... pour *le pacte de famille* et avec  
... doit vivement intéresser ceux qui  
... aux vastes conceptions poli-  
... tour présentées avec feu, sagacité,  
... amour de la gloire personnelle et  
... publique.

... règles de l'histoire, et principalement  
... politique ayant été assez récemment  
... d'une manière dangereuse, surtout  
... point de *vue de la vérité*, j'ai cru devoir  
... dans l'AVANT-PROPOS de cette seconde  
... et ce morceau a pour but essentiel de  
... la pureté des principes moraux et  
... littéraires.

---

---

# HISTOIRE GÉNÉRALE

## ET RAISONNÉE

### DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE.

---

#### PREMIÈRE PÉRIODE.

*Depuis l'origine de la monarchie jusqu'à la  
paix de Bretigny , en 1360.*

---

#### LIVRE PREMIER.

De la Celtique. — Des Gaules. — Des Francs. — De Clovis.  
— Médiation de Théodoric , roi des Ostrogoths , entre  
Clovis et Alaric. — Politique de Clovis. — Traité de partage  
entre Gontran , Childéric II et la reine Brunehaut. — De  
Charles Martel. — De Pépin ; sa politique. — De Char-  
lemagne. — Son couronnement comme roi de Lombardie.  
— Son élévation à l'empire. — Ses relations avec plu-  
sieurs princes étrangers. — Capitulation qu'il accorde aux  
Saxons. — Sa politique. — De Louis-le-Débonnaire. —  
Traité de paix entre Lothaire , Charles - le - Chauve et  
Louis-le-Germanique. — Traité de paix entre Charles-le-  
Simple et Rollon , chef des Normands. — Chute de la  
seconde dynastie.

L'ORIGINE des puissantes monarchies est im- De la Cel-  
portante à observer , surtout quand on peut y tique ; des  
trouver des pronostics de grandeur. Je remon- Gaules.













territoire des Gaules : les Visigoths, dont les rois régnaient à Toulouse, possédaient les provinces entre la Loire et les Pyrénées ; les Bourguignons, les pays adjacens aux deux rives du Rhône ; les *Allemands* (Allemani), les deux rives du Rhin ; Romains, le centre des Gaules ; et les Francs, la Gaule septentrionale ; ceux-ci étaient gouvernés par plusieurs petits rois. Clovis, l'un d'eux, conçut, en 486, le projet hardi d'expulser les Romains des Gaules. Ligué pour ce dessein avec les rois francs de Cologne, de Cambrai et du Mans, il marcha contre Siagrius, patrice et général des Romains, et le battit complètement près de Soissons. Siagrius s'étant réfugié chez Alaric, roi des Visigoths, Clovis exigea qu'il lui fût livré, et lui fit trancher la tête en prison ; acte déloyal à l'égard d'un ennemi vaincu. Clovis s'empara successivement du Soissonais, de la Champagne et de la Brie. En 491, il rendit tributaires les Thuringiens, peuple au-delà du Rhin, et vainquit, en 496, les Allemands à Tolbiac. C'est à la suite de cet événement qu'il abjura le paganisme pour embrasser le christianisme, et il s'attacha non-seulement par-là, le corps épiscopal qui était très-influent dans les Gaules, mais il détermina encore les provinces situées entre la mer, la Loire et la Seine à se donner à lui, complétant ainsi sa domination et l'expulsion des Romains.







» contre mon espérance , ne voudra pas écouter  
» la raison , m'aura pour ennemi , et non-seu-  
» lement moi , mais encore tous nos amis com-  
» muns , qui veulent , à quelque prix que ce  
» soit , terminer cette querelle à l'amiable , etc. »

Les démarches de Théodoric dans cette première brouillerie , ne furent point inutiles , et Clovis consentit à un accommodement avec Alaric , soit que les conditions lui en parussent justes , soit qu'il craignît qu'il ne se formât une ligue générale contre lui.

De nouvelles brouilleries s'étant élevées en 506 , entre Clovis et Alaric , le premier fit une alliance offensive avec Gondebaud , roi des Bourguignons , et Alaric fut tué à la bataille de Vouillé , près Poitiers , en 507. De là , Clovis attaquant la monarchie des Visigoths , soumit l'Angoumois , la Saintonge , la Guienne et les pays jusqu'aux Pyrénées ; tandis que Thierry , son fils , s'empara du Limousin , du Querci , de l'Albigeois , du Rouergue et de l'Auvergne.

La guerre entre Clovis et Théodoric , qui avait pris parti pour Alaric , fut vive , mais moins heureuse pour les armes de Clovis , qui reçurent plusieurs affronts. La paix se fit entre les deux monarques , en 509 (1) , et chacun garda ce qu'il avait pris.

---

(1) Procopius , de Bello Gothico , p. 342.









de Paris , et Clotaire 1<sup>er</sup> celui de Soissons. Ces partages qui se répètent assez souvent sous la première race , en morcelant l'état comme un patrimoine de famille , l'affaiblissaient beaucoup.

Thierri envahit le royaume de Thuringe , en 530 , et en fit périr le souverain. Clodomir , Childebert et Clotaire se portèrent dans le royaume de Bourgogne , et Sigismond , qui en était roi , fut précipité dans un puits. Cet acte de barbarie ne tarda pas à être puni par Gode-  
mar , frère de Sigismond , qui recouvra la Bourgogne , et tua Clodomir dans un combat. Childebert , Clotaire et Théodebert s'étant réunis , assiégèrent Autun , alors capitale de la Bourgogne ; Godemar prit la fuite , et le royaume de Bourgogne conquis de nouveau , fut éteint. C'est ainsi que les enfans de Clovis manifestèrent par la destruction de deux royaumes , leur empressement à pratiquer les maximes conquérantes de leur père.

Nous ne nous arrêterons pas à suivre les mutations nombreuses qui eurent lieu dans les possessions des descendans de Clovis , notre projet étant de ne nous arrêter que sur les faits justifiés par des actes certains et dont on a les instrumens. C'est d'après ce motif , que nous passons au traité de partage qui eut lieu entre les rois Childebert , Gontran et la reine Brunehaut.







debert et Gontran, du tiers de la ville de *Ros-sorte*, possédée par le premier, contre le tiers de celle de Senlis que possédait Gontran, etc.

Les articles suivans contiennent quelques dispositions à l'égard des dons faits aux vassaux et aux églises, et ceux qui dans les inter-règnes précédens, auraient été injustement dépouillés de leurs propriétés, devaient y être réintégrés.

L'art. XII est important, comme déterminant la *forme de la garantie*, pour l'exécution du traité de la part des parties contractantes.

Il est ainsi conçu :

« Il a été aussi trouvé bon d'ajouter au présent traité, que si l'une ou l'autre des parties contrevenait frauduleusement aux articles spécifiés, sous quelque prétexte et en quelque temps que ce fût, elle sera déchue de tous les avantages et bénéfices, tant de ceux qui lui ont été promis pour l'avenir, que de ceux qui lui ont été accordés dès à présent, lesquels seront acquis à celui qui aura inviolablement observé tous les articles ci-dessus, et il sera alors entièrement quitte de tous les sermens qu'il aura faits.

» Toutes choses ainsi réglées et arrêtées, les parties jurent par le nom du Dieu tout-puissant, par la Trinité indivisible, par toutes les









de Neustrie , par la défaite de Chilperic II et de son maire du palais , Rainfroi , il réunit sur sa tête une double puissance , dont il usa pour administrer avec énergie. Ce qui le rendit surtout recommandable fut la défaite répétée , près de Poitiers et près de Narbonne , des Sarrasins menaçant d'envahir la France. En 738 il força les Saxons à acquitter le tribut de *cinq cents vaches* ( 1 ) , auquel ils s'étaient engagés envers les fils de Clovis.

Thierry IV , qui avait succédé à Chilperic II , étant mort en 737 , Charles Martel ne permit pas qu'il eût un successeur , et il gouverna seul la France , qu'il partagea à sa mort , arrivée en 741 , entre ses deux fils , Carloman et Pepin-le-Bref , comme si la couronne eût été le patrimoine de sa famille ; donnant au premier l'Austrasie , l'*Alemanie* et la Thuringe , et à Pepin la Neustrie , la Bourgogne et la Provence. Néanmoins Childéric III , qui était du sang royal des Mérovingiens , fut reconnu roi , en 742 , après un interrègne de cinq ans. Pepin et Carloman cédèrent sans doute , pour le moment , aux murmures du peuple et des grands , qui ne voyaient pas avec plaisir l'usurpation de la royauté , par les deux fils de Charles Martel. Mais , le 1<sup>er</sup> mars 752 , Pepin prit le titre de roi et confina dans

---

(1) Gregorius Turon. , lib. 4.







Ce fut par son génie , son grand cœur , et sa rare prudence qui était passée en proverbe , que Pepin parvint au trône , le plus haut degré où la fortune aidée de la politique , puisse atteindre. Son usurpation préparée par la puissance de son père et de son grand-père , fut presque légitimée par l'insignifiance des derniers rois mérovingiens , par sa dextérité à gouverner , et par le respect qu'imprima à sa personne la consécration royale faite par Etienne III , cérémonie qui n'était pas encore usitée pour les rois.

Politique de Pepin.

Ce prince peut être offert comme modèle , à ceux que des circonstances extraordinaires appellent à remplacer un monarque encore vivant ; car c'est alors surtout que doivent se développer tous les ressorts de la prudence , pour concilier ou savoir contenir les partisans de l'ancienne maison royale. Mais ce qui honore le plus Pepin , c'est la générosité de caractère. Tandis que beaucoup de monarques de la première race se souillèrent par des parricides , des meurtres ou des perfidies , Pepin montra une constante magnanimité et bonté , en sorte que son élévation eut lieu sans secousses violentes , et fut comme l'effet d'une succession naturelle , qui de lui passa paisiblement à ses deux fils , Charles et Carloman.

Charles I<sup>er</sup> , vulgairement appelé Charlemagne ou Charles - le - Grand , élevé au bruit

768.  
De Charlemagne.



























le danger du partage des états , quand il ne reste pas une main puissante pour arrêter les prétentions jalouses qui en sont la suite ordinaire. Le partage accepté d'abord avec transport , n'est bientôt attribué qu'à l'impuissance de gouverner , et à la fin ne satisfait personne.

Louis-le-Débonnaire vérifia que les successeurs des chefs de dynasties, ont moins d'énergie qu'eux , parce qu'ils croient pouvoir s'endormir sur des trônes consolidés ; fausse sécurité qui prépare des disgraces.

~~S~~'empire français eût eu sous Louis-le-Débonnaire des voisins habiles et remuans , il eût pu éprouver des revers ; mais à l'ombre de la gloire de Charlemagne , gloire semée de terreur, il se soutenait au-dehors , et les nations étrangères respectèrent par habitude un état de décadence qui les laissait respirer à la suite de tant d'actes de puissance.

Lothaire 1<sup>er</sup> ayant été revêtu en 840, de la dignité impériale , prétendit , en vertu du droit d'aînesse , exercer une sorte de suzeraineté sur ses deux cadets , Charles - le - Chauve , roi de France , et Louis , roi de Germanie. Ceux-ci armèrent contre lui , et il se livra le 25 juin 841, à Fontenai, près d'Auxerre , une sanglante bataille , dans laquelle Lothaire fut vaincu (1).

842.  
Traité de  
paix entre Lo-  
thaire , Char-  
les-le-Chauve  
et Louis-le-  
Germanique.

---

(1) Nithard. de dissentionibus filiorum Ludov. pii., lib. 3.



cun des trois monarques , souverain et indépendant dans ses états. Par le partage définitif qui intervint alors, Lothaire eut avec le titre d'empereur, Rome et l'Italie, à laquelle était attachée la couronne impériale, et tout ce qui se trouvait enclavé entre le Rhin, l'Escaut, la Meuse, la Saône et les terres voisines des deux rives du Rhône.

Louis, roi de Germanie, eut tout le pays dépendant de l'empire français au-delà du Rhin; et même en deçà du Rhin, on lui céda des portions des diocèses de Mayence, de Worms et de Spire. Ces diocèses faisaient alors partie d'une province particulière, appelée France du Rhin (*Francia Rhenana*), laquelle s'étendait aussi sur la rive droite du Rhin. Charles-le-Chauve eut la partie de la monarchie française; depuis l'Escaut, la Meuse, la Saône, le Rhône, jusqu'aux Pyrénées; et par-delà; la partie de l'Espagne qui va jusqu'à l'Ebre. Telle fut l'origine des nouveaux royaumes de France et d'Allemagne, et celle d'un nouveau droit public germanique et français.

Lothaire 1<sup>er</sup> étant mort en 855, avait laissé l'empire et l'Italie à son fils aîné, Louis II, et donné à son second fils, Lothaire, le pays situé entre le Rhin, l'Escaut et la Meuse, lequel appelé jusque-là *Austrasie*, prit le nom de *Lotharingie* ou royaume de Lothaire, dont on forma







attaché au service d'un prince étranger. Charles de Lorraine voulut en vain défendre les droits de sa naissance; fait prisonnier, et renfermé à Orléans, il y mourut en 1005. Le véritable tort de Charles fut d'avoir contre lui les pairs de France, qui crurent que, pour consolider leurs empiètemens sur la couronne, ils devaient élever au trône un d'entr'eux, et leur choix tomba sur Hugues, comte de Paris. Ainsi finit la seconde race.

Fin  
seconde

Il paraît que les nations étrangères restèrent aussi indifférentes à l'expulsion de la dynastie carlovingienne, qu'elles l'avaient été à celle des mérovingiens. Le sang de Charlemagne perdit le sceptre, parce qu'il avait perdu la considération publique, premier garant de la puissance. Trop souvent les successeurs d'un grand monarque négligent de cultiver les moyens qui servirent à son élévation. L'énergie primitive s'éteint, et la mollesse, l'indolence, l'abandon de l'autorité minent insensiblement un trône que l'on croyait indestructible; leçon répétée presque chaque siècle, dans quelque monarchie, mais dont les autres rois ne savent pas profiter, tant sont puissantes les illusions de l'habitude.

---





de Paris, et duc ou gouverneur héréditaire de France et de Neustrie ; dignité qui avait été conférée à Robert-le-Fort, son aïeul, par Charles-le-Chauve, pour des services éclatans rendus dans les guerres contre les Normands. Eudes, grand-oncle de Hugues, et Robert, frère d'Eudes, avaient déjà régné par le choix du peuple et des grands. Ainsi, la considération des aïeux, celle de la richesse et du mérite personnel furent les titres d'élévation de Hugues. Ce prince vécut en paix avec ses voisins, et une grande circonspection signala sa conduite. La monarchie devint plus puissante parce qu'il y réunit son riche patrimoine ; et elle reprit bientôt un éclat dont elle était privée depuis un siècle. Les nouvelles races sont propres à relever les trônes dégradés.

986.  
Elévation de  
Hugues, com-  
te de Paris, à  
la couronne.

Robert, fils du roi Hugues, eut de violens démêlés avec le pape Grégoire v, au sujet de son mariage avec Berthe, petite-nièce de Henri-l'Oiseleur, roi de Germanie, dont Robert était également petit-neveu ; ce qui offrait une parenté au troisième degré. Robert ayant refusé d'obéir à Grégoire, qui lui enjoignait de divorcer avec Berthe, ce pape, dans une assemblée d'évêques tenue en 998, condamna Robert et Berthe à une pénitence de sept années, et en cas de non séparation, les frappait d'excommunication. Robert persistant, l'excommunication fut ful-

997.  
Démêlé du  
roi Robert  
avec Gré-  
goire v.











Henri, duc de Normandie, avec lequel il paraît qu'elle avait eu des liaisons très intimes, et elle lui porta en dot le duché de Guyenne et le comté de Poitou, qu'elle possédait de son chef.

Henri étant devenu roi d'Angleterre en 1154, sous le nom de Henri II, se trouva par-là posséder en France la Normandie, l'Anjou, la Touraine, le Maine, la Marche, la Guyenne, le Poitou, et même la Bretagne par le mariage de Geoffroi, son fils, avec Constance, fille de Conan, comte de Bretagne. Tant de puissance dans un vassal devait amener des contestations avec le suzerain. Il s'en éleva une entre Louis et Henri, au sujet de la ville et du comté de Toulouse, autrefois unis au duché de Guyenne, par l'acquisition qu'en avait faite Guillaume, duc de Guyenne, aïeul d'Eléonore, épouse de Henri. Le comté de Toulouse avait été engagé pour une somme d'argent à Raimond, comte de Saint-Gilles, qui l'avait transmis à son neveu Raimond, comte de Toulouse, lequel avait épousé Constance, sœur de Louis-le-Jeune. Ce monarque crut devoir accorder sa protection à son beau-frère contre Henri II. La guerre qui s'alluma, ne fut point marquée par des faits éclatans, mais seulement par des dévastations de pays. La paix fut conclue entre les deux rois en 1159 (1).

---

(1) Anonimi, gesta Ludovici VII, et Matthæus Paris, in Hist. Angl.





Louis-le-Jeune mourut en 1180. Ce prince fit plusieurs fautes en politique. La principale fut son divorce avec Eléonore de Guyenne ; il eût mieux fait de sacrifier ses ressentimens personnels et ses griefs à la raison d'état qui lui commandait de ne pas laisser Eléonore porter dans une autre maison, et surtout dans celle d'Angleterre, la Guyenne et le Poitou. Henri II, son rival, paraît avoir été plus habile que lui en paix et en guerre.

De la politique de Louis-le-Jeune.

Louis VII eut pour principal ministre, Suger, abbé de Saint-Denis. Ce religieux né dans l'obscurité, et voué de bonne heure au cloître, avait eu l'avantage, n'étant encore que prieur de Bonneval, de se faire connaître de Louis-le-Gros. Ce prince l'employa dans plusieurs négociations auprès des papes ; et il revenait d'Italie, lorsqu'il fut élu abbé de Saint-Denis. Suger ayant tenu les rênes du gouvernement pendant le voyage de Louis VII dans la Palestine, se conduisit avec prudence, éloignant toutes les guerres avec l'étranger, et maintenant la paix intérieure, si souvent troublée par les grands vassaux. Si l'on réfléchit sur les fautes diverses que fit Louis-le-Jeune pendant son règne, il faudrait convenir que Suger n'eut pas, particulièrement depuis le retour de ce prince de la Palestine, une grande influence dans l'administration, et qu'il ne fut pas consulté au sujet de son

Du ministre Suger.



tait de rendre Gisors et les autres places qu'il avait gardées jusqu'alors, comme dot de la princesse Alix, à la main de laquelle il renonçait. Il s'obligeait de plus à payer pendant cinq ans, à Philippe, deux mille marcs d'argent, etc.

Les deux rois mirent le siège devant Ptolémaïs de Palestine, qu'ils prirent. Philippe atteint d'une grave maladie, revint en France vers la fin de décembre 1191.

Richard, à son retour de la Palestine, passant par les terres du duc d'Autriche, avait été arrêté et livré par celui-ci à l'empereur Henri VI, non moins ennemi de ce roi. Pendant la détention de Richard, Philippe-Auguste qui le redoutait, songea à le dépouiller de la couronne. Dans cette vue, il fit, en janvier 1195, une convention avec Jean, frère de Richard, par laquelle il promettait de lui donner en mariage Alix de France, et de l'aider à se faire reconnaître roi d'Angleterre, à condition qu'il lui restituerait le Vexin normand et Gisors, et que Verneuil, Evreux et Tours seraient réunis à la couronne de France.

Jean, qui dans l'espoir du trône, trahissait ainsi son roi, son frère et son pays, se hâta de repasser en Angleterre, répandant le bruit que Richard était mort; mais les seigneurs anglais refusèrent de le reconnaître. Richard ne tarda pas à recouvrer sa liberté : dans sa juste colère



» avoir de place fortifiée au-delà de Gamache et  
» de la forêt de Vernon, et le roi d'Angleterre,  
» au-delà de la forêt d'Andeli.

» Que celui-ci donnerait pour le mariage de  
» Louis, fils de Philippe, avec sa nièce Blanche  
» de Castille, Issoudun et Gracey, et les autres  
» fiefs qu'il possédait en Berri, avec réversion  
» à la couronne d'Angleterre, en cas qu'il ne  
» naquît point d'enfant de ce mariage, etc. »

Plusieurs seigneurs de part et d'autre, se rendirent garans de l'observation du traité. Les cautions du roi d'Angleterre furent Baudouin, comte d'Aumale, Guillaume le Maréchal, Hugues de Gournai, Guillaume Duhommet, connétable de Normandie, Robert de Harcourt, Jean de Préaux, Guillaume de Ken, Roger de Toui, et Garnier de Glapion. Les cautions de Philippe furent Robert, comte de Dreux, Geoffroi, comte de Perche, Guillaume de Garlande et autres. Chacun d'eux jura, que si son souverain violait le traité, il se déclarerait contre lui en faveur de son ennemi.

Ainsi, les vassaux et les sujets même cautionnaient leurs souverains, et cette garantie nouvelle et si redoutable dans ses conséquences, dut plus d'une fois prévenir la rupture des traités.

Philippe-Auguste avait répudié en 1193, Ingeburge, fille de Waldemard 1<sup>er</sup>, roi de Dane-



princes , ne peuvent être prévus. Tel fut l'enlèvement par Jean-sans-Terre , d'Isabelle , fille du comte d'Angoulême , et promise à Hugues-le-Brun , comte de la Marche , dont le mariage devait être célébré à la face de l'église , aussitôt qu'Isabelle serait nubile (1).

Le comte de la Marche outré de cette injure , de concert avec plusieurs seigneurs , attaqua le roi d'Angleterre , et réclama la protection de Philippe , son suzerain. Celui-ci cita en 1202 , Jean-sans-Terre , devant la cour des pairs ; et , sur son refus de comparaître , il le fit priver par un premier jugement , des comtés d'Anjou et de Poitou.

Par un second jugement des pairs , motivé sur la présomption que Jean-sans-Terre avait fait périr son neveu Artur , duc de Bretagne et allié de Philippe , le monarque anglais fut dépouillé du duché de Guyenne et de toutes les terres qu'il possédait en France. En vertu de ces jugemens , Philippe commença en 1203 , à s'emparer de la Normandie , de l'Anjou , de la Touraine et du Poitou , et donna successivement l'investiture de la Bretagne , à Gui , vicomte de Thouars , et à Pierre Mauclerc , fils de Robert , comte de Dreux.

Le pape Innocent III ayant en 1212 , déclaré

---

(1) Roger de Hoveden.





à cause de l'infraction aux lois de l'état, et pour avoir livré le royaume au pontife romain. Louis accepta la couronne. Alors le pape lança l'excommunication sur ce prince et sur son père. Louis, sans s'en affecter beaucoup, passa la mer, fut proclamé roi à Londres, par le peuple et les grands, soumit les provinces méridionales d'Angleterre, et reçut l'hommage du roi d'Ecosse. Mais Jean-sans-Terre étant mort le 19 octobre 1216, la haine qu'on avait contre sa personne s'éteignit, et la nation oubliant ses fautes, reporta sur le trône son fils Henri, âgé de neuf ans.

L'armée de Louis fut vaincue près de Lincoln par celle du régent, tandis que la flotte française était battue par celle d'Angleterre. Louis assiégé dans Londres, fit un traité de paix le 20 septembre 1217, dans lequel il était dit :

- 1°. « Que le prince Louis et ceux de son parti » s'en rapporteraient au jugement du saint-siège, et repasseraient au plutôt en France ;
- 2°. « Que le prince Louis ferait tout son possible auprès de son père, pour faire réintégrer le roi d'Angleterre en tous ses droits au-delà de la mer, et que lui-même, quand il serait un jour sur le trône, lui ferait justice point. »

1217.  
Traité de  
paix entre le  
prince Louis  
et le roi d'An-  
gleterre.

Il fut le résultat d'une expédition qui avait mis un prince français sur le trône d'Angleterre,





























Raimond VII, comte de Toulouse, avait été contraint par le traité de 1229, de céder au pape le comté ou *comtat* Venaissin, et la cour de Rome en avait pris possession ; mais ce pays lui avait été repris en 1234 par Jeanne, fille de Raimond VII, et épouse d'Alphonse, comte de Poitou et de Toulouse. Jeanne même en avait disposé depuis par son testament du 23 juin 1270, en faveur de Charles d'Anjou, comte de Provence et roi de Sicile. Mais Alphonse et Jeanne étant morts sans postérité, Philippe-le-Hardi, leur héritier, cédant aux instances de Grégoire X, lui rendit le comtat Venaissin, au mois de novembre 1273, et ce ne fut de la part de Philippe qu'un acte de justice.

1275.  
Remise au  
pape du com-  
tat Venaissin.

La mort d'Alphonse et de Jeanne valut à la France, l'acquisition des comtés de Poitou et de Toulouse, et leur réunion définitive à la couronne. Le comté de Toulouse renfermait presque tout le pays connu sous le nom de Languedoc, l'une des plus riches et des plus grandes provinces de France.

Charles d'Anjou, roi de Naples et de Sicile, avait été expulsé de l'île de Sicile par les habitants, qui, poussés à bout par les outrages et les exactions des Français, en avaient massacré huit mille à Palerme, le troisième jour après Pâques de l'année 1282. Les Siciliens ayant élu pour roi Pierre III, roi d'Arragon, le pape Mar-

1285.  
Donation de  
l'Arragon au  
fils de Phi-  
lippe-le-Hardi.





sollicitait depuis long-temps l'entière exécution du traité de 1259, entre son prédécesseur Henri III et le roi Louis IX. Philippe-le-Bel lui accorda ses demandes, et il en résulta entre ces deux monarques, un traité du mois d'août 1286.

1303.  
Traité d'ac-  
commodement  
entre  
Philippe-le-  
Bel et E-  
douard I.

En vertu de ce traité, Philippe abandonnait à Edouard ;

1°. Tout ce que son aïeul Louis IX possédait dans les villes et diocèses de Limoges, de Cahors et de Périgueux.

2°. Philippe céda encore à Edouard tout le temporel, et toute la mouvance de la partie de la Saintonge, située au-delà de la Charente, avec tous les fiefs qu'y possédait autrefois le comte de Poitou, etc.

Edouard prêta immédiatement hommage à Philippe pour les pays qu'il possédait en France.

Les anciens différends entre les deux couronnes semblaient ainsi terminés, lorsqu'un accident imprévu ralluma la guerre.

Brouillerie  
entre la France  
et l'Angle-  
terre.

Deux matelots, l'un anglais et l'autre normand, eurent à Bayonne une rixe, dans laquelle celui-ci fut tué, s'étant percé en tombant, du poignard dont il cherchait à frapper son adversaire. Les matelots normands voulant venger la mort de leur camarade, il s'engagea entre les deux équipages un combat animé.

Philippe-le-Bel, au lieu de chercher à étouffer ce différend particulier, autorisa les navires



traité du 23 octobre 1294, de donner un subsidé de cent mille marcs.

Philippe, de son côté, fit un pareil traité de subsidé et d'alliance avec le duc d'Autriche; celui-ci disant qu'il ne trouvait pas honteux de se mettre aux gages de la France, puisque le chef de l'empire se rendait stipendiaire de l'Angleterre. Philippe-le-Bel contracta encore alliance avec Baillol, roi d'Ecosse.

A cette guerre de Philippe avec Edouard, se joignit bientôt celle avec les Flamands; parce que Philippe ayant attiré insidieusement à Corbeil le comte de Flandre, l'avait fait arrêter, sous prétexte qu'il avait promis sa fille au prince de Galles, sans son agrément; ce qui était contraire aux devoirs de la vassalité.

Les différends existant entre la France et l'Angleterre, et particulièrement tout ce qui était relatif à la liberté du comte de Flandre et à celle du roi d'Ecosse tombé entre les mains d'Edouard, furent remis à l'arbitrage du pape Boniface VIII. Ce pontife autorisé par un compromis de Philippe et d'Edouard, rendit le 27 juin 1298, une sentence arbitrale, contenant les articles de la paix entre ces deux princes; mais il paraît qu'on ne voulut point, principalement de la part de Philippe, accepter ce jugement; et ce ne fut que le 19 juin de l'année suivante, que les commissaires des deux



fut conclu à Paris le 20 mai 1303, entre les deux monarques.

Les articles essentiels étaient : que le roi de France restituerait à celui d'Angleterre tout ce qui lui avait appartenu dans la Guyenne, laquelle devait être possédée par lui, sous le titre de *duché d'Aquitaine*, pour en faire hommage au roi *purement et simplement et sans condition*.

Il était de plus convenu que les deux rois se rendraient en personne à Amiens, à la fête de Notre-Dame de septembre prochain, pour jurer l'observation du traité, et que le roi d'Angleterre viendrait faire hommage, comme duc d'Aquitaine et pair de France; et qu'en cas d'empêchement pour cause légitime et notoire, son fils, le prince Edouard, viendrait s'acquitter de l'hommage au nom de son père; ce qui ne dégagerait pas celui-ci de l'obligation de l'hommage, aussitôt que l'empêchement cesserait, etc.

Le même jour que celui de la signature du traité de paix, fut conclu un traité d'alliance défensive entre les deux rois. Celui de France excepta du traité l'empereur d'Allemagne, Albert d'Autriche, et Jean, comte de Hainault; et le roi d'Angleterre excepta de son côté, Jean, duc de Brabant. L'exception eut lieu de la part des deux rois à l'égard du pape.

Traité d'alliance défensive entre Philippe et Edouard.

Le commerce devait être libre et assuré entre les deux états, en payant tous les droits établis.

Aucun des deux souverains ne devait souffrir dans ses domaines les ennemis de l'autre, ni donner asile aux bannis, plus de quarante jours, etc.

Tels furent les deux traités conclus le 20 mai 1303, et sur lesquels les historiens français modernes n'ont pas porté un œil assez attentif (1).

Il est à remarquer que dans ce traité de paix, il ne fut question, ni du comte de Flandre, allié d'Edouard, ni du roi d'Ecosse, allié de Philippe. Il paraît que les deux monarques, pressés également du désir de la paix, se firent le sacrifice de leurs alliés; sacrifice injuste et impolitique.

1305. Traité de  
paix entre  
Philippe le-  
Bel et les Fla-  
mands.

La guerre continua donc entre Philippe-le-Bel et Robert de Béthune, comte de Flandre. Les Flamands se battaient avec une telle résolu-

---

(1) L'historien Daniel donne l'analyse de la sentence arbitrale de Boniface VIII, du 27 juin 1298, laquelle ne fut pas exécutée, et se tait sur les autres actes diplomatiques, et même sur le traité de Montreuil de 1299, et sur ceux de 1303.

Velli se borne à donner l'extrait du traité de Montreuil, et donne à peine une idée de celui de Paris, qui est le plus important, et qui fut seul définitif, puisqu'il termina la guerre entre la France et l'Angleterre.

tion, que ce prince, après le gain de la bataille de Mons, qui lui avait coûté fort cher, consentit à signer la paix le 5 juin 1305. Les Flamands s'obligèrent :

1°. A payer au roi une rente perpétuelle de vingt mille livres ;

2°. A lui payer une somme de quatre cent mille livres en quatre ans ;

3°. A lui fournir six cents hommes d'armes qu'il emploierait partout où il lui plairait.

4°. Philippe obtint le droit de punir, par des *voyages forcés*, trois mille personnes de Bruges, comme coupables des désordres passés ; dont mille, outre-mer, et deux mille, en deçà de la mer.

5°. Les Flamands s'obligeaient à abattre et à raser les murs et forteresses de Gand, Bruges, Ipres, Lille et Douai, sans pouvoir jamais les relever.

6°. Le comte de Flandre devait remettre au roi jusqu'à l'entier accomplissement de ces conditions, les villes et châtellenies de Lille, de Douai, de Béthune, et les châteaux de Cassel et de Courtrai, etc.

Philippe-le-Bel traita sévèrement les Flamands, dont tout le crime était d'avoir soutenu avec énergie une guerre entreprise pour venger l'honneur de leur souverain, que Philippe-le-Bel avait fait arrêter injustement, et qui mourut même dans le cours de sa détention.





prince qui en lèverait, et les ecclésiastiques qui lui obéiraient.

Philippe, par représailles, prohiba tout envoi d'argent à Rome.

Le pape lança alors une nouvelle bulle, par laquelle il déclarait que les rois n'ont aucun pouvoir sur la personne des gens d'église, appelant cette prétention *insensée*.

Cependant le pontife craignant que sa brouillerie avec Philippe n'eût des suites fâcheuses, songea à s'en rapprocher, en donnant en juillet 1297, une interprétation favorable à la bulle *Clericis Laicos*.

Philippe croyant à un retour sincère du pape, accepta sa médiation entre lui et l'Angleterre; et Boniface prononça le 27 juin 1298, une sentence arbitrale pour le rétablissement de la paix à des conditions énoncées du ton le plus absolu. Philippe-le-Bel rejeta cette sentence, et se borna à faire une trêve avec l'Angleterre.

Boniface lui envoya alors Bernard, évêque de Pamiers, en qualité de légat, pour lui faire des remontrances; mais ce prélat ayant manqué de respect au roi, fut arrêté et mis en jugement. Le pape outré, rendit en 1301 une première bulle, qui enjoignait au roi de relâcher l'évêque de Pamiers, et suspendait tous les privilèges accordés au roi et à ses successeurs.

Il publia peu après, une seconde bulle encore



» siège vacant , nous appartient par le droit de  
» notre couronne ;

» Que le revenu des églises qui vaquent en ré-  
» gale est à nous ; que les provisions que nous  
» avons données , sont valides , et pour le passé  
» et pour l'avenir , etc. »

Philippe-le-Bel , par des lettres-patentes , en date du 8 novembre 1302 , rejeta l'intervention de Boniface dans les négociations de paix.

Ce pontife aigri , lança l'excommunication contre Philippe , déliant ses sujets du serment de fidélité. La bulle d'excommunication devait être affichée le 8 de septembre 1303 à Anagni , ville de la campagne de Rome , où le pape se trouvait ; mais Philippe l'avait prévenu. Ne considérant plus ce pontife que comme un prince temporel , son ennemi , il avait envoyé secrètement en Italie , Guillaume de Nogaret , lequel s'étant concerté avec Sciarra Colonna , seigneur romain , persécuté par le pape , investit , le 7 de septembre , la ville d'Anagni , et fit le pape prisonnier.

Ce ne fut qu'au bout de trois jours de détention , accompagnée des plus mauvais traitemens , que les habitans d'Anagni indignés , expulsèrent Nogaret , et tuèrent plusieurs des soldats qui gardaient le pape.

Boniface partit incontinent pour Rome , où il prétendait assembler un concile , et y dénon-

cer Philippe-le-Bel. Mais le chagrin dont il était dévoré, lui occasionna une fièvre ardente, dont il mourut le 11 octobre 1303, la neuvième année de son pontificat, après avoir poussé plus loin, qu'aucun de ses prédécesseurs, le système de la monarchie universelle, par la supériorité prétendue de la puissance spirituelle sur la temporelle; système aussi absurde qu'audacieux, et qui a lieu d'étonner de la part d'un pontife plus qu'octogénaire, et qui avait du génie et des connaissances; mais l'ambition accompagne jusqu'au tombeau le vieillard qui en a fait l'idole de sa vie.

- Benoît xi, successeur de Boniface, s'attacha par une bulle du 13 mai 1304, à rétablir la bonne intelligence entre Rome et la France, et révoqua tout ce qu'avait fait Boniface, à l'exception de l'excommunication lancée contre Nogaret.

1312.  
Négociations  
pour l'abolition des tem-  
pliers.

L'abolition de l'ordre des templiers fut l'objet de beaucoup de négociations entre Philippe-le-Bel et le pape Clément v, et sous ce rapport elle mérite ici une place, d'autant plus que la justice tardive des siècles paraît se déclarer en faveur de ces illustres proscrits.

L'ordre des templiers, fondé en 1118, pour la protection des pèlerins allant visiter le Saint-Sépulcre, possédait de grands biens en Europe, et particulièrement en France. Ses richesses et

son rang qui le plaçaient près du trône, excitèrent contre lui la jalousie et la calomnie qui la suit de près. L'ordre fut représenté en 1305, à Clément v, comme livré à des débauches grossières et à des pratiques anti-religieuses. Ce pontife appela en France le grand-maître, Jacques de Molay, qui se trouvait alors dans l'île de Chypre, pour se justifier. Molay arrive avec un grand nombre de chevaliers, et se présente au pape, qui, après un premier examen, diffère de prendre un parti. Bien plus, par une bulle adressée à Philippe-le-Bel, en date du 29 août 1306, et donnée près de Poitiers (1), il lui dit :  
« qu'il a de la peine à croire les crimes imputés  
» aux templiers; que le grand-maître de l'ordre  
» le suppliait de prendre des informations, et  
» qu'il se soumettait à toutes les peines qu'on  
» jugerait à propos de lui infliger dans le cas  
» où les crimes dont on le chargeait, seraient  
» prouvés. »

Nonobstant cette opinion du pape, Philippe-le-Bel fait arrêter le 13 octobre 1309 le grand-maître du temple et cent trente-neuf chevaliers qu'il se trouvaient à Paris. Presque tous les autres chevaliers répandus dans la France furent également arrêtés, ou n'échappèrent aux fers qu'en se cachant. Philippe-le-Bel pour excuser un coup

---

(1) Trésor des chartes, Mélang., t. VI.



« que dans les chapitres généraux de l'ordre, on leur faisait adorer une espèce d'idole, qui était une tête noire à longue barbe.

Dans un interrogatoire, subi par cent quarante chevaliers (1), devant Guillaume de Paris, de l'ordre des frères prêcheurs, et inquisiteur de la foi, député pour cet objet par le pape, et en présence de plusieurs témoins, ces chevaliers confirmèrent une partie de ces faits : tous néanmoins ne s'accordaient pas dans leurs aveux. On prétend que la plupart de ces chevaliers avaient été disposés d'avance à ces aveux, par la crainte des tortures ou l'espoir de la mise en liberté, qu'on refusait à ceux qui persistaient dans leurs dénégations.

Les chevaliers se plaignirent dans un mémoire :  
« Que les formes avaient été violées, qu'on les  
» avait arrêtés sans procédure préalable ; qu'un  
» grand nombre d'entr'eux étaient morts dans  
» les tortures ; que plusieurs avaient été con-  
» traints de porter contre eux mêmes un faux  
» témoignage arraché par les douleurs ; que  
» pour obtenir des aveux mensongers, on leur  
» présentait des lettres du roi, qui annonçaient  
» que l'ordre entier était condamné sans retour,  
» et qu'il promettait la vie, la liberté et la fortune aux chevaliers qui déposeraient contre

---

(1) Trésor des chartes, Mélang., t. VI.





maître ne parlât en faveur de son innocence et de celle de l'ordre. Beaucoup d'autres templiers furent condamnés par les conciles provinciaux de Sens et de Senlis, comme *relaps*, ou comme retombés dans l'hérésie par la rétractation des aveux. Ainsi, ils furent punis d'après un motif qui devait bien plutôt les faire absoudre. Le concile de Sens était présidé par l'archevêque de cette ville, frère du ministre Enguerrand de Marigni.

L'ordre avait été aboli par une bulle de Clément v, du mois d'avril 1312.

Par une autre bulle, du 2 mai 1312, le mobilier des templiers fut donné au roi, et leurs immeubles à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem.

Philippe-le-Bel, en approuvant le transport des biens des templiers à l'ordre de Saint-Jean, fit réserve des droits qu'il avait sur ces biens, ainsi que de ceux de quelques prélats et barons de son royaume.

Le parlement de Paris adjugea au roi, pour frais de la procédure contre les templiers, deux cent mille livres; somme considérable en ces temps. De plus, il est constant que le roi, entraîné par cette cupidité qui le caractérisait, garda long-temps dans ses mains les biens des templiers, dont il percevait les revenus, et qu'il ne les remit aux chevaliers de Saint-Jean,











de ses flottes d'attaquer les vaisseaux français, dont plus de cent furent incontinent arrêtés.

Le pape voulant terminer cette brouillerie, engagea Charles-le-Bel à congédier la reine Isabelle, et celle-ci retourna en Angleterre; mais ce fut à la tête d'un corps de troupes françaises, à l'aide desquelles elle fit, le 25 janvier 1327, déposer le roi son époux, et couronner le prince de Galles son fils, sous le nom d'Edouard III; celui-ci conclut la paix avec la France, le 31 mars 1327.

Le traité portait : « Que de part et d'autre, » on se restituera toutes les places conquises » dans la Guyenne ;

1327.  
Traité de  
paix entre  
Charles-le-Bel  
et Edouard III.

» Qu'on ne rechercherait point ceux qui » avaient pris parti pour l'un des deux rois, à » l'exception de ceux qui seraient désignés, et » que le roi d'Angleterre payerait à la France » cinquante mille marcs d'argent pour les frais » de la guerre, etc. »

On ne peut dissimuler que Charles-le-Bel eût mieux fait de résister aux intrigues de sa sœur, et surtout de ne pas la renvoyer avec des forces capables de détrôner son mari; attentat contre la dignité royale, que la France ne devait pas favoriser, peu après la signature de la paix.

Charles-le-Bel mourut sans postérité, le 1<sup>er</sup> février 1328, et fut le dernier prince de la première branche des capétiens. Son règne ne









le comté de Ponthieu, étaient des fiefs mouvans de la couronne de France. Il ajouta qu'avant qu'il fît hommage pour la Guyenne, il fallait qu'on lui restituât, ou qu'on promît de lui restituer plusieurs terres et places en Guyenne, que le feu roi de France avait saisies sur son père par défaut d'hommage, et que l'on retenait, quoique l'hommage eût été rendu depuis.

Peu s'en fallut que ces difficultés ne produisissent une rupture.

Après bien des négociations, il fut signé à Vincennes, le 1<sup>er</sup> mai 1330, un traité portant :  
« qu'Edouard payerait à Philippe les cinquante  
» mille marcs stipulés par le dernier traité fait  
» avec Charles-le-Bel, et soixante mille livres  
» parisis, somme à laquelle s'il s'était engagé  
» pour le transport de la Guyenne ;

» Que les deux rois renouvelleraient les protestations qui y avaient été insérées touchant  
» diverses prétentions qu'on avait de part et  
» d'autre, et que le roi d'Angleterre serait reçu  
» à poursuivre devant la cour des pairs. »

Il fut réglé de plus, qu'Edouard rendrait l'hommage *en termes généraux*, et dirait seulement qu'il le rendrait de la même manière que ses prédécesseurs y avaient satisfait, tant pour le duché de Guyenne que pour le comté de Ponthieu.

On lui donna délai pour consulter les ar-



l'étendue du royaume, une déclaration datée du 7 mars 1336, par laquelle il déclarait Robert d'Artois, ennemi de l'état, criminel de lèse-majesté, et défendait *à tous ses vassaux liges et féaux, de quelque état qu'ils fussent, demeurans en dedans ou au-dehors du royaume*, sous peine de confiscation de corps et de biens, de lui donner secours, de le souffrir dans leurs terres; leur enjoignant, s'il y était, de le retenir prisonnier, et de le lui envoyer, ou de le garder jusqu'à ce qu'il l'envoyât prendre pour en faire justice.

Ces mots, *vassaux demeurans au-dehors du royaume*, ne pouvaient regarder que le roi d'Angleterre. C'était le menacer ouvertement de la saisie de la Guyenne et du Ponthieu. En effet, Philippe envoya commission à Pierre de Marmande, sénéchal du Périgord et du Querci, pour séquestrer le duché de Guyenne, et il adressa une pareille commission au bailli d'Amiens, à l'égard du comté de Ponthieu. Le motif exprimé dans les commissions était, que le roi d'Angleterre donnait refuge dans ses états à Robert d'Artois, ennemi mortel du roi, banni du royaume, criminel de lèse-majesté, et qu'il l'y retenait contre la foi et loyauté qu'il lui avait jurées en vertu de son hommage lige et comme pair de France.

Chacun des deux rois étant décidé à la guerre,



de Boulogne fit conclure peu après une trêve entre les deux rois, laquelle fut renouvelée le 18 novembre 1348, et le 13 juin 1350.

Le seul événement qui dans cette guerre balançait les disgraces de la France, fut la réunion du Dauphiné à la couronne, laquelle eut lieu ainsi qu'il suit :

1344.

Traité pour la réunion du Dauphiné à la France.

Humbert, dauphin viennois, ou souverain du Dauphiné, se voyant sans enfans, résolut de transmettre ses états à un prince français. Philippe nomma pour traiter de sa part, le chancelier de Flotte, Pierre de Cugnières, avocat du roi, l'évêque de Clermont, et Bérenger de Montaut, archidiacre de Lodève. Le dauphin Humbert, de son côté, nomma des commissaires, à la tête desquels étaient Amblard de Beaumont, son principal ministre et favori, Humbert, sire de Villars, Humbert de Choulay, Giguës de Morges et Jacques Brunier, chancelier du Dauphiné. Les commissaires respectifs tinrent à Avignon, leurs conférences en présence du pape.

Par un premier traité, qui est du 23 avril 1343 (1), Humbert cédait le Dauphiné à Philippe, second fils du roi, à condition qu'il prendrait le nom et les armes des dauphins viennois, « sans que pourtant, dans aucun cas, le Dauphiné pût être incorporé au royaume de

---

(1) Hist. du Dauphiné, par Valbonnais, t. II.





La cession du Dauphiné, si importante pour la France, fut particulièrement l'ouvrage d'Amblard de Beaumont (1), lequel avait été ministre principal de Humbert pendant vingt-deux ans, et qui est distingué dans sa famille par le surnom de *grand*, qu'il mérita par les services nombreux qu'il rendit à son prince et à la France.

Philippe de Valois mourut le 22 août 1350. 1350.  
Politique de  
Philippe de  
Valois.  
On reproche à ce monarque, comme fautes essentielles en politique :

1°. D'avoir insisté avec une hauteur qui humilia Edouard III, pour l'hommage lige de la Guyenne et du Ponthieu;

2°. De n'avoir pas assez ménagé Robert d'Artois;

3°. D'avoir donné asile à David de Brus, ennemi capital du roi d'Angleterre, et de s'être attiré par ces fausses démarches, une guerre désastreuse; mais ces torts étaient peu de chose, et pouvaient être réparés, si Philippe de Valois n'eût pas rencontré dans Edouard, adversaire qui lui était supérieur en talents militaires, en activité et en résolution; qualités avec

---

(1) Amblard de Beaumont était de la famille de Beaumont, féconde en personnages illustres, laquelle a produit, dans le seizième siècle, le baron des Adrets, et dans le dix-huitième, Christophe de Beaumont, archevêque de Paris. (Généal. de la maison de Beaumont, 2 vol. in-fol.)



Une trêve de deux années fut arrêtée entre la France et l'Angleterre.

La guerre s'était rallumée, lorsqu'en 1359, Guillaume de Melun, archevêque de Sens, le comte de Tancarville son frère, le comte de Dammartin, et le maréchal d'Andrehem, qui avaient été faits prisonniers à la bataille de Poitiers, arrivèrent d'Angleterre avec un traité conclu à Londres entre les deux rois, et qu'ils venaient soumettre à la ratification du régent.

Par ce traité, Jean II renonçait à l'hommage que les rois d'Angleterre avaient toujours rendu aux rois de France pour les fiefs dont ils étaient possesseurs. Il restituait à Edouard tout ce que les rois d'Angleterre avaient jamais possédé en France, c'est-à-dire, qu'il lui céda la possession et souveraineté des duchés de Normandie, de Guyenne, des comtés de Poitou, de Touraine, d'Anjou, du Maine, de l'Agenois, du Quercy, de la Saintonge, de l'Angoumois, du Limousin, du Périgord, du diocèse de Tarbes, du comté de Bigorre avec leurs dépendances, et tout ce que le roi Jean y possédait avant la bataille de Poitiers.

Edouard retenait encore Calais avec les comtés de Boulogne et de Guines, et entra en possession du Ponthieu et de la vicomté de Montreuil.



ciation fut entamée sous la médiation de l'abbé de Clugny, envoyé du pape. Edouard persistait à s'en tenir au traité de Londres; mais un orage terrible, accompagné d'une inondation subite, ayant bouleversé le camp anglais, fait périr beaucoup de soldats et de chevaux, et démonté tous les effets de campemens, ce prince offrit de traiter aux dernières conditions proposées par le régent, qui nomma aussitôt des plénipotentiaires, lesquels s'étant rendus au quartier général d'Edouard, à Bretigny, près de Chartres, y conclurent le 8 mai 1360, le traité suivant.

L'article 1<sup>er</sup> portait : « Que le roi d'Angle-  
» terre, outre ce qu'il possédait déjà en Guyenne  
» et en Gascogne, aurait pour lui et ses héri-  
» tiers, perpétuellement et à toujours, les pro-  
» vinces suivantes, pour les posséder de la ma-  
» nière que le roi de France ou ses prédécesseurs  
» les avaient tenues, soit en souveraineté, soit  
» en domaine ; à savoir :

» 1°. Le Poitou, la Saintonge, l'Agenois, le  
» Périgord, le Limousin, le Querci, la Bigorre,  
» le comté de Gaure, l'Angoumois et le Rouer-  
» gue, avec obligation de la part des seigneurs,  
» qui pouvaient se trouver dans ces provinces,  
» tels que les comtes de Foix, d'Armagnac, de  
» Lille, de Périgord, le vicomte de Limoges,  
» et autres dont les terres étaient situées dans



deux rois devant convenir à Calais , du temps et lieu où ces renonciations mutuelles se feraient.

Par l'article XIV , le roi Jean devait payer au roi d'Angleterre , trois millions d'écus d'or dans des temps déterminés.

Par l'art. XV , on statuait qu'au moment où le roi Jean paierait six cent mille écus d'or , et remettrait la Rochelle et le comté de Guines , il serait libre ; et pourrait partir de Calais , en laissant pour otages , vingt-quatre seigneurs et chevaliers bannerets , pris à la bataille de Poitiers , parmi lesquels étaient les comtes d'Anjou et de Poitiers , fils du roi , le duc d'Orléans , frère du roi , le duc de Bourbon , le comte de Harcourt et le sire Louis de Harcourt , le comte de Valentinois , le vicomte de Beaumont , le sire de Couci , le dauphin d'Auvergne , le sire de Montmorenci , etc.

On donnait encore au roi d'Angleterre seize autres otages , du nombre desquels étaient Philippe de France , fils du roi Jean , le comte d'Eu , le comte de Longueville , le comte de Tancarville , le comte de Dammartin , le sire d'Aubigny , etc.

Il était dit ( article XVII ) , que dans le cas où quelqu'un des otages se retirerait sans congé , le roi de France serait tenu de le remplacer.





Par l'article XXXVIII, le roi de France, un mois après son départ de Calais, devait envoyer au roi d'Angleterre des lettres confirmatives du traité, et le roi d'Angleterre en faire autant de son côté, etc.

Ce traité mémorable fut signé pour le roi de France par Jean de Dormans, évêque de Beauvais, Etienne, chanoine de l'église de Paris, Pierre de la Charité, chantre de la même église, Jean de Angèrent, doyen de Chartres, le maréchal de Boucicaut, le sire de Montmorenci, le sire de Vinay, les sieurs de Groulée, de Govillons, d'Omout, de Bucy, chevaliers et conseillers du roi; les maîtres Guillaume de Dormans, Jean Desmarets, et Jean Maillart, bourgeois de Paris, et par les secrétaires Gucheri et Nicolas de Verres.

Ceux qui signèrent le traité pour le roi d'Angleterre, en qualité de *députés et commissaires*, car c'était la qualité des négociateurs à cette époque, furent le duc de Lancastre, le comte de Northampton, le comte de Warwick, le comte de Stafford, le sire de Mauny, le Captal de Buch, Granson, Chandos et autres chevaliers.

Six chevaliers anglais, envoyés par Edouard, vinrent à Paris, le lendemain de la conclusion du traité, pour recevoir le serment du régent, qui, après l'avoir prononcé, envoya six che-







et la seigneurie de Belleville, les princes français retourneraient à Londres en otage, et que cependant les terres et seigneuries remises par eux en nantissement, lui resteraient en propriété, etc. »

Ce traité fut envoyé au roi Jean, qui se trouvait alors à Avignon, et qui en le ratifiant, l'adressa à son fils le dauphin, lequel faisait alors les fonctions de lieutenant-général dans le royaume. Le dauphin, après avoir pris l'avis de son conseil, écrivit à son père qu'il ne convenait point d'accepter un nouveau traité si défavorable; remontrance qui en empêcha l'acceptation. Néanmoins, le duc d'Anjou, plus impatient que les autres princes, sans attendre la ratification du traité était revenu en France. D'après sa non-acceptation, Edouard III le somma de revenir, et le roi Jean l'en pressa lui-même avec instance; mais le duc d'Anjou s'y refusa constamment, et le roi Jean II ayant passé à cette époque en Angleterre, quelques écrivains ont prétendu que c'était pour se constituer prisonnier à la place de son fils. Il est certain que l'otage ayant disparu, celui au nom de qui il avait été livré, devait dans la rigueur du droit le remplacer par un sujet équivalent, ou prendre lui-même sa place. Mais si ce fut ce dernier motif qui prévalut sur le roi Jean, en honorant sa probité, il atteste sa faiblesse; car il ne



Ce prince tomba malade à Londres, et y mourut le 8 avril 1364, âgé de cinquante-cinq ans. Edouard lui fit faire de magnifiques obsèques.

Jean II, au courage dans la guerre et dans l'adversité, joignait de la générosité d'ame et une probité si relevée qu'elle l'a immortalisé, et a illustré, en quelque sorte, les nombreux malheurs de son règne ; malheurs qui provinrent, en partie, de sa bonté. C'est ainsi qu'il conclut avec Charles II, roi de Navarre, des accommodemens non moins honteux que désavantageux, et qu'il reçut la loi d'un prince pervers, qu'il aurait dû punir pour des crimes commis au sein de sa propre cour. C'est ainsi que, par une faute plus grave encore, il inféoda, en 1363, le duché de Bourgogne à Philippe son fils, qui devint la tige de la nouvelle maison de Bourgogne, si fatale à la France, tandis qu'il eût convenu de réunir pour toujours à la couronne, une province que la fortune semblait lui envoyer pour l'indemniser de ses pertes.

Un nouvel indice de la médiocrité des vues de Jean II, est l'engagement solennel qu'il avait pris en 1362, dans les mains du pape Urbain VI, qui lui donna la croix, de partir au mois de mars 1365, pour la Terre-Sainte ; comme si le souvenir de ces déplorables expéditions et l'état

fâcheux de la France , n'eussent pas dû le détourner de ce romanesque dessein. Jean II fut un très honnête homme , mais un prince médiocre.

---



---

## SECONDE PÉRIODE.

*Depuis le règne de Charles v, dit le Sage, jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis en 1559.*

---

### LIVRE PREMIER.

Traité de paix avec le roi de Navarre. — Rupture de la paix de Bretigny. — Trêve avec l'Angleterre. — Politique de Charles v. — Traité d'union de Gênes à la France. — Relations avec l'empereur Tamerlan. — Traité de Troyes. — Politique de Charles vi. — Henri v, roi d'Angleterre, est proclamé roi de France. — Traité d'Arras entre Charles vii et le duc de Bourgogne. — Traité de paix et d'alliance avec les Suisses. — Politique de Charles vii. — Abolition de la pragmatique sanction par Louis xi. — Investiture de Gênes donnée au duc de Milan. — Traités de Conflans et de S.-Maur. — Traité avec le duc de Bretagne. — Traité de Péronne. — Trahison du ministre d'état la Ballue. — Traités divers avec Edouard iv. — Voyage d'Alphonse vi, roi de Portugal, en France. — Refus de Louis xi de ratifier la trêve de cent ans avec l'Angleterre. — Réunion de la Provence à la couronne. — Traité de paix et d'alliance avec l'archiduc Maximilien. — Privilèges accordés à la Hanse teutonique. — Politique de Louis xi.

La France, au commencement de cette période, était dans la situation la plus critique. La puissance anglaise dominant dans un tiers du

















aux lois génoises, et conjointement avec un conseil que les Génois nommeraient, etc.

3°. Que le roi ne pourrait mettre aucune taxe sur l'état de Gênes, ni toucher aux anciens impôts, dont le revenu appartiendrait à la république.

4°. Que tout ce qui concernait le gouvernement de l'état, serait réglé dans le conseil; qu'on remettrait au roi dix forteresses.

5°. Que le roi s'obligeait à faire dans l'espace de quatre mois, tous ses efforts pour rétablir l'état de Gênes dans toutes ses possessions.

6°. Que le roi et les Génois auraient les mêmes amis et ennemis, sauf les obligations contractées par les traités précédens.

7°. Enfin, que le roi ne pourrait disposer de la souveraineté de Gênes, ni la céder à personne. Ces conditions furent acceptées et signées le 25 octobre 1396, par les commissaires que Charles vi envoya à Gênes, lesquels étaient les sires de Sassenage et de Vignacourt, et Arnoul Boucher, trésorier des guerres. Deux commissaires de la république signèrent ce traité. Le doge Adorne prêta serment aux envoyés du roi, le 27 de novembre 1396, et leur remit les marques de sa dignité.

Des rixes sanglantes s'étant élevées entre les partis qui divisaient Gênes, Charles vi y envoya en 1401, le Maingre de Boucicaut, maré-



eux, il écrivit à Charles vi (1), par le canal de Joseph, métropolitain de tout l'Orient, pour lui porter des assurances de son amitié, établir des relations entre les marchands des deux états, et lui faire part de la victoire qu'il avait remportée sur le sultan des Turcs, Bajazet; ajoutant que, quoiqu'il fût de sa religion, comme il avait violé la foi des traités, il n'avait point hésité à tourner ses armes contre lui et à l'anéantir. Il priait Charles vi de rétablir les relations d'amitié qui avaient existé entre les rois leurs prédécesseurs.

La lettre était écrite en persan, et datée de Sébaste, au mois de Moharan, l'an 805 de l'hégire.

Charles vi répondit à Tamerlan, en date du 15 juin 1403: « Qu'il ne répugnait point à la  
» foi, aux lois et à la bienséance, qu'il entre-  
» tint de liaisons avec lui; qu'il lui paraissait,  
» au contraire, utile que les souverains, quoi-  
» que divisés d'opinion religieuse, fussent unis  
» par la bienveillance, quand il pouvait en ré-  
» sulter des avantages réels pour leurs sujets;  
» que l'archevêque Jean l'informerait de tout ce  
» qui pouvait contribuer au bien-être de leurs  
» sujets communs, et lui manifesterait toute la  
» part qu'il avait prise à sa victoire sur Bajazet;

---

(1) Trésor des chartes, supplément, Mélanges, carton 2.



Charles vi et Richard II eurent une entrevue entre Ardres et Guines. La cérémonie du mariage se fit à Calais, où l'archevêque de Cantorbéry donna la bénédiction nuptiale aux deux époux. Cet hymen ne fut pas heureux. Richard fut détrôné en 1399, par Henri de Lancastre, qui prit le nom de Henri iv, et Isabelle fut obligée de revenir en France.

Charles vi craignant l'usurpateur, ne fit pas difficulté de le reconnaître, et Henri iv, en retour, confirma la trêve de vingt-huit ans. Néanmoins, il paraît que cette trêve ne fut pas très solide; puisqu'il en fut conclu de nouvelles entre la France et l'Angleterre en 1403, en 1408, en 1413 et en 1414.

Il y eut particulièrement, depuis 1413, une suite presque non interrompue de négociations entre la France et l'Angleterre. L'artifice, l'adresse et tous les ressorts de la politique furent mis en jeu, principalement de la part de ceux qui gouvernaient la France pour le roi. Charles vi était, par son égarement d'esprit, impuissant pour lutter avec le génie de Henri v, non moins que pour contenir les factions de sa cour.

Des ambassadeurs allaient sans cesse de Londres à Paris, et de Paris à Londres, pour traiter de la paix; mais ce n'était que pour s'amuser réciproquement, parce que le roi d'Angleterre réclamait non-seulement l'exécution entière de



de Rheims, avec cinq autres personnes, pour travailler à la paix; mais ils ne purent parvenir qu'à une trêve, qui devait durer depuis le 9 octobre 1416 jusqu'au 2 février 1417.

Henri fit une nouvelle descente en Normandie, et écrivit à Charles vi pour lui notifier l'intention où il était de rentrer dans ses droits par les armes. Il fut conclu une convention le 7 avril 1419, pour une entrevue entre les deux monarques.

Charles vi ne s'y trouva point, à cause de son alienation d'esprit. Mais la reine, son épouse, la princesse Marguerite, sa fille, et le duc de Bourgogne s'y rendirent. Des conférences pour la paix s'ouvrirent incontinent. Les demandes de Henri contenaient en substance :

- 1°. L'exécution du traité de Bretigny;
- 2°. La cession de la Normandie et de ses dépendances, et la souveraineté absolue de tout ce qui lui serait remis par la paix.

Ces demandes furent rejetées. Mais la mort de Jean, duc de Bourgogne, assassiné à Montreuil-sur-Yonne, le 10 de septembre 1419, changea tout à coup la face des affaires, en faveur de l'Angleterre. Le défunt avait fait assassiner à Paris le duc d'Orléans, frère du roi, au mois de novembre 1407, et avait même avoué ce crime.

Charles vi lui avait pardonné par le traité de

















mage à la couronne , et de la reconnaissance de Charles VII, comme roi de France, par le roi d'Angleterre. Les plénipotentiaires d'Henri VI exigeaient, qu'en vertu du traité de Troyes, le royaume de France lui fût remis, et que Charles VII renonçât à la qualité de roi, consentant, à cette condition, à lui céder quelques provinces. Les Anglais n'étaient pas en mesure d'imposer des lois si dures; car quoiqu'ils fussent encore maîtres de Paris, ils avaient perdu la majeure partie de l'île de France, et ne possédaient plus que quelques places peu importantes dans le Beauvoisis, la Picardie, la Champagne, et n'étaient pas même en jouissance de toutes les places de la Guyenne et de la Normandie. Néanmoins, les plénipotentiaires anglais refusèrent de traiter sur les bases offertes par Charles VII. En vain, le duc de Bourgogne s'efforça-t-il de lier la négociation, les Anglais partirent brusquement d'Arras.

Alors Charles VII et le duc de Bourgogne, qui depuis quelque temps, avaient des relations secrètes, se rapprochèrent par l'entremise du cardinal de Sainte-Croix, légat du pape, et des envoyés du concile de Bâle. Le traité de paix fut conclu le 21 de septembre 1435, dans l'abbaye de Saint-Waast d'Arras.

Par l'article I<sup>er</sup>, le roi désavouait le meurtre du duc Jean de Bourgogne, attestant que cet





telles que Saint-Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, le comté de Ponthieu, etc. à condition toutefois, que le roi ou ses successeurs pourraient rentrer dans la possession des villes situées sur la Somme, en payant au duc de Bourgogne, ou à ses ayant-cause, la somme de 100,000 écus d'or.

La jouissance du comté de Bourgogne était accordée (art. XXI) au duc de Bourgogne et à ses descendants (1).

Le même duc (art. XXIV) était personnellement dispensé de la foi et hommage envers le roi de France, pour ses anciens domaines, et pour les terres qu'il venait d'obtenir; et si le duc était attaqué par les Anglais, le roi s'engageait à l'aider de toute sa puissance, par terre et par mer.

Le roi consentait (art. XXIX) qu'en cas d'infraction du traité, de sa part, ses vassaux ne fussent plus tenus de lui obéir, ni de le servir, et fussent, au contraire, obligés de servir le duc de Bourgogne, le roi les affranchissant de tout serment de fidélité; ce que le duc promit également à l'égard de ses sujets et vassaux, etc.

L'exécution de tous ces articles fut garantie

---

(1) Le comté de Bourgogne est ce qu'on a appelé depuis la Franche-Comté, et ne doit point être confondu avec le duché de Bourgogne.



































1468, un traité confirmatif de ceux d'Arras et de Conflans, promettant de donner en ap<sup>Traité de</sup>age, à son frère, la Champagne et la Brie. Il<sup>paix avec le</sup> consentait que les princes du sang et autres<sup>duc de Bour-</sup> personnes choisies pour le maintien du traité, fussent dégagés envers lui de tout *serment, devoir et service*, dans le cas où il le violerait. En garantie du traité, le roi ajoutait : « Nous avons » soumis nos hoirs et successeurs, et les leurs, » à la juridiction et coërction ecclésiastique, à » savoir : de notre Saint-Père, du saint siège » apostolique, des saints conciles généraux à » venir, . . . . . et par chacun d'eux, être con- » traints par toutes sortes de censures d'églises, » à savoir : d'excommunication, aggravation, » réaggravation, interdit en notre royaume, et » nos terres et seigneuries. . . . . Lequel notre » Saint-Père et ses successeurs, nous avons élu, » élisons et acceptons comme juge, pour con- » naître et décider tous différends qui pour- » raient être à cause du présent traité. »

L'exécution du traité fut jurée sur le bois de la vraie croix, entre les mains du cardinal d'Angers, la Ballue, qui avait conduit les négociations.

Outre les clauses du traité, le duc de Bourgogne exigea que le roi marcherait lui-même avec des troupes, contre les Liégeois qui s'étaient révoltés contre lui, à la sollicitation de































roi, du moment qu'ils en seraient requis, tel nombre de soldats *qu'il leur semblerait honnête*, lesquels seraient à la solde du monarque ;

4°. Dans le cas où les Cantons seraient en guerre avec le duc de Bourgogne, le roi leur ferait compter une somme de vingt mille florins du Rhin, payable par quartier, tant que durerait la guerre ;

5°. Les Cantons promettaient de ne faire ni paix, ni trêve avec le duc de Bourgogne, ni avec tout autre ennemi du roi, sans l'y comprendre, et le roi prenait le même engagement.

Ce traité servit comme de signal aux Cantons. Sûrs de l'appui de la France, ils formèrent plusieurs expéditions contre le duc de Bourgogne ; et après l'avoir battu à Granson et à Morat, en 1476, ils s'unirent au duc de Lorraine, et gagnèrent le 5 janvier 1477, la fameuse bataille de Nancy, où le duc périt victime d'un courage imprudent.

Louis XI, au comble de la joie, d'un événement qui le délivrait de son plus dangereux ennemi, chercha à s'attacher les Cantons par des faveurs particulières, et au mois de septembre 1481, il donna des lettres-patentes, qui sont le fondement des privilèges dont les militaires suisses ont depuis joui en France.

A peine la nouvelle de la mort du duc de



Bourgogne fut parvenue à Louis XI, qu'il fit ses dispositions pour s'emparer de ses états, et le 13 de janvier 1477, il adressa aux villes de Bourgogne une circulaire, pour leur faire part que son intention était de protéger la jeune Marie de Bourgogne, fille du feu duc, et de lui conserver ses états. Sous ce langage bienveillant, Louis XI cachait le dessein de s'emparer de la Bourgogne, et il ne tarda pas à exiger des états le serment de fidélité. Par un traité conclu avec eux, et ratifié le 18 mars 1477, il garantit les privilèges de la province; mais en même temps, il s'emparait des villes sur la Somme, engagées au duc de Bourgogne, ainsi que du comté d'Artois. Portant ses vues avides sur la totalité de la succession du duc Charles, il avait envoyé des émissaires en Flandres, afin d'ébranler la fidélité des habitans, et de les disposer à se donner à lui. Olivier le Daim, un de ses agens secrets (1), se comportant à Gand comme un intrigant qui ignorait les bien-séances, fut sur le point d'être massacré par le peuple, indigné de ses prétentions.

1477.  
Réunion de  
la Bourgogne  
et autres pays  
à la France.

---

(1) Olivier le Daim était fils d'un paysan flamand; il devint valet-de-chambre barbier de Louis XI, qui le prit en amitié, l'ennoblit, et le fit gouverneur du château de Loches. Il fut pendu en 1484, sous le règne de Charles VIII, pour avoir fait assassiner un homme, afin de jouir de sa femme.





ment, et dit, « qu'envoyé par Louis XI à la cour  
» d'Angleterre, à la fin de 1476, il y avait passé  
» deux ans et deux mois consécutifs, ayant eu  
» à combattre, pendant ce temps, les ambas-  
» sateurs de l'empereur, du roi d'Espagne et  
» de l'archiduc Maximilien, qui sollicitaient  
» Edouard de se réunir aux Flamands, et de s'op-  
» poser aux réunions et conquêtes faites par le  
» roi; qu'il avait personnellement couru danger  
» de perdre la vie; que le peuple excité avait voulu  
» piller sa maison; qu'il avait effectivement ou-  
» trepassé ses pouvoirs, en consentant que l'on  
» comprît dans la trêve le duc de Bretagne, et  
» l'archiduc d'Autriche qui en devaient être ex-  
» clus; mais qu'après avoir fait bien des repré-  
» sentations inutiles, sachant d'un côté com-  
» bien le roi désirait de renouveler la trêve avec  
» l'Angleterre, et voyant, d'un autre côté,  
» qu'Edouard vivement sollicité de se joindre à  
» eux, était sur le point de céder et d'entrer  
» dans une ligue qui pouvait être très fatale à la  
» France, il avait mieux aimé s'exposer à être  
» désavoué, que de manquer de conclure une  
» trêve dont la rupture pouvait mettre l'état en  
» danger. »

Le parlement, après avoir entendu la défense de l'évêque d'Elne, ne crut pas devoir prononcer; et Louis XI, sans s'expliquer davantage, se contenta de s'être mis en droit de désavouer

son ambassadeur quand il le jugerait à propos ; mais il continua de payer à Edouard la pension de cinquante mille écus.

Le monarque anglais montra peu d'affection à Louis XI, depuis ce refus de ratifier la trêve, et il lui envoya de nouveaux ambassadeurs pour lui demander que le mariage du dauphin avec sa fille Elisabeth, fût célébré. Sur les divagations de Louis XI, Edouard arma une flotte en faveur de l'archiduc Maximilien, et conclut le 22 juin 1481, une alliance avec le duc de Bretagne. Il avait même résolu de porter ses armes en France, lorsque la mort le surprit le 9 avril 1483, au milieu des dispositions de son passage sur le continent, à la tête d'une forte armée ; événement qui tira Louis XI du mauvais pas où l'avait jeté une suite de paroles violées.

René, dit le Bon, roi titulaire de Naples et de Sicile, et comte de Provence, n'ayant point d'enfans, avait été sur le point de léguer la Provence au duc de Bourgogne ou au duc de Lorraine, de préférence à Louis XI qu'il n'aimait pas ; mais ce monarque avait paré le coup, en mettant dans ses intérêts le conseiller du roi René, qui se détermina à choisir pour héritier de ses états, Charles d'Anjou, comte du Maine, son neveu, lequel à la mort de René, en 1480, prit le nom de Charles IV. Ce prince mourut lui-même à Marseille, le 12 de décembre 1481, après avoir

1481.  
Donation de  
la Provence à  
Louis XI,



« fils Philippe et ses héritiers en ligne directe, de la même manière que les anciens ducs, qui en jouissaient en toute propriété. »

Maximilien ajoutait « que la loi qui veut que les terres données en apanage aux enfans de France, retournent à la couronne, faute d'hoirs mâles, n'avait été faite que du temps de Charles v, frère de Philippe, et postérieurement à la donation ; loi qui ne pouvait avoir d'effet rétroactif, etc. » A ces diverses raisons, le conseil du roi opposait la loi de la réunion des grands fiefs à la couronne, à défaut de postérité mâle, et observait que Charles v était moins l'auteur que le rénovateur de cette loi de l'état, à laquelle il avait voulu donner une nouvelle sanction.

Louis xi et Maximilien ne pouvant s'accorder sur un point de cette importance, une guerre vive s'était allumée entre eux dans le duché de Bourgogne, ainsi que sur les frontières de Flandre.

Une trêve qui eut lieu en 1478, fut rompue l'année suivante par Louis xi, qui s'empara de tout le comté de Bourgogne. Alors Maximilien, à la tête d'une armée de Liégeois, de Flamands, d'Allemands et d'Anglais, ses alliés, se porta sur Térouanne, et c'est près de cette ville que se donna la bataille de Guinegate, où les Français furent battus ; car il est à remarquer que

Louis, souvent heureux par sa politique, ne le fut jamais par les armes.

En 1480, il fut conclu une nouvelle trêve entre ce prince et l'archiduc; mais Marie de Bourgogne étant morte le 27 mars 1482, âgée de vingt-cinq ans, les états de Flandre, qui n'aimaient pas Maximilien, firent proposer au roi le mariage de Marguerite sa fille, avec le dauphin, depuis Charles VIII, et Louis XI accepta cette offre avec empressement. Maximilien fut contraint de nommer des ambassadeurs, qui s'abouchèrent à Arras avec ceux du roi, lesquels étaient Philippe de Crèvecœur, seigneur de Querdes, les sieurs de Lannoi, et Olivier de Quateman, tous deux chambellans du roi, le premier président de la Vacquerie, et Guerin, maître-d'hôtel du roi.

Les principaux articles du traité qui intervint, furent :

1<sup>o</sup>. Qu'il y aurait paix et alliance entre le roi et l'archiduc Maximilien ;

2<sup>o</sup>. Que, pour assurer cette paix, le dauphin Charles épouserait Marguerite, fille de l'archiduc et de Marie de Bourgogne, et que ce mariage s'effectuera aussitôt que Marguerite aurait l'âge requis par les lois; qu'en attendant, elle passerait en France pour y être élevée ;

3<sup>o</sup>. Que cette princesse aurait pour dot les comtés d'Artois et de Bourgogne, le Mâconnais,



l'Auxerrois , et les villes de Salins , de Bar-sur-Seine et de Noyers , etc. ;

4°. Que dans le cas où le dauphin refuserait d'épouser Marguerite, parvenue à l'âge d'être mariée , ou que le roi rompît le mariage ; pour lors le roi, le dauphin et leurs successeurs à la couronne, rendraient à l'instant toutes les provinces et terres dont on vient de parler , lesquelles seraient possédées par le duc Philippe d'Autriche , comme son légitime héritage , avec réserve seulement, pour le roi et ses successeurs, du ressort de la souveraineté et des droits qui en dépendent , etc.

Presque tout le fonds de ce traité roule sur l'hypothèse du mariage entre le dauphin et la princesse , et comme il n'eut pas lieu par le refus du dauphin , qui devint roi , les stipulations nombreuses renfermées dans le traité, ainsi que beaucoup de détails secondaires, sont inutiles à rapporter.

Les états de Flandres exigèrent que non-seulement le roi et le dauphin jureraient l'accomplissement du traité , mais qu'il serait enregistré dans les cours supérieures ; que les principales villes du royaume et l'Université de Paris en garantiraient l'exécution ; enfin, que tous les princes du sang et les ducs et comtes pairs ecclésiastiques , promettaient *par leurs lettres et scellés* , de maintenir le traité en tous ses points.



» Que les privilèges de la Hanse seraient renouvelés et confirmés, etc. ;

» Que ses négocians ne seraient pas plus chargés en France, de droits d'entrée et de sortie que les Français ;

» Qu'ils ne seraient point soumis au droit d'aubaine, et pourraient disposer de leurs biens comme les Français ;

» Que le cas de guerre arrivant entre la Hanse et la France, les sujets de celle-ci auraient un an, pour emporter leurs marchandises, et exiger leurs créances ;

» Qu'ils pourraient trafiquer, sans obstacle, dans les pays ennemis de la France, à condition que les Français jouiraient de la réciprocité, et pourraient trafiquer dans les pays ennemis de la Hanse, etc. ;

» Que le roi nommerait, pour le maintien de la paix et de la bonne harmonie entre les deux états, des *conservateurs*, qui seraient l'amiral et le vice-amiral de France, le bailli de Rouen, les sénéchaux de Guyenne, du Lyonnais et du Ponthieu, les gouverneurs de la Rochelle, de Boulogne et d'Arras, lesquels seraient juges des procès et difficultés qui pourraient s'élever à l'avenir entre les sujets français et les proconsuls, marchands et habitans des villes de la Hanse ;

» Que les causes et appels seraient jugés sans procédure, etc. »



car un prince sans conseil renonce à plus d'un avis utile.

Plusieurs des principales opérations politiques de Louis XI, telles que les traités de Conflans, de Saint-Maur et de Péronne, ne furent pas calculées avec une grande sagacité. Quant aux trêves avec l'Angleterre, elles étaient peu honorables, puisqu'il n'obtint l'inaction d'Edouard, qu'en fomentant chez lui des troubles, ou en lui payant une pension annuelle, qui ressemblait à un tribut. Mais si ce prince fit des fautes, « personne, suivant Comines, n'avait autant de » dextérité à les réparer. » Il est vrai que son expédient favori, en pareil cas, était de manquer net à ses obligations.

Louis XI donna un très grand développement à la diplomatie. Avant lui, les ambassadeurs n'avaient que des missions temporaires et déterminées ; ce prince jugea à propos de les multiplier, et de prolonger leur séjour, surtout auprès des cours de Bourgogne et d'Angleterre. Comme celles-ci avaient pénétré le but de sa conduite, elles lui adressaient à leur tour des ambassadeurs fixes, lesquels convertirent la politique en intrigues et en fourberies. Louis XI en envoyant aux ducs de Guyenne et de Bretagne les sieurs du Bouchage et de Solliers, leur donnait pour instruction : « s'ils vous mentent, mentez-leur encore plus. »



*les rois hors de page*; c'est-à-dire , qu'il rendit l'autorité royale dominante , en écrasant tous les grands vassaux. Le résultat de cette politique de convenance fut , que les rois de France, tranquilles désormais sur l'intérieur, s'occupèrent sans distraction de leurs intérêts avec leurs voisins , et ne tardèrent pas à entreprendre les brillantes et funestes expéditions d'Italie.

---











» combat que pour la justice. Quand même cet  
» heureux changement n'arriverait pas , notre  
» armée n'en sera pas plus faible pour un délai  
» de quelques mois; le peuple contribuera plus  
» volontiers aux frais de l'expédition , et le sol-  
» dat affrontera plus hardiment les dangers de  
» la guerre. »

Ce discours, inspiré par une politique sage et magnanime , fit changer d'avis à une partie du conseil, et le reste fut entraîné par la déclaration du roi d'Angleterre , Henri VII, qui offrait sa médiation avec demande d'une trêve pour négocier la paix , menaçant en cas de refus de conclure une alliance défensive avec le duc de Bretagne. D'après ces considérations, la régente et son conseil se décidèrent à la paix. Elle eut lieu à Sablé, le 20 août 1488. Le roi retenait en ses mains Dinan , Saint-Aubin , Saint-Malo, Fougères, et rendait le surplus des villes prises.

Le duc, de son côté , promettait de faire sortir de son pays tous les étrangers qui avaient pris part à la guerre. Il s'engageait à ne point marier ses filles sans l'aveu du roi , se soumettant , dans le cas contraire , aux censures de l'église ; à payer au roi deux cent mille écus d'or , et à lui céder en propriété absolue les villes de Dinan , de Saint-Malo , de Fougères et de Saint-Aubin.

Le roi s'obligeait, après la mort du duc Fran-



qualité de son épouse , afin de faciliter la paix.

Les principaux articles du traité étaient : « que  
» les deux souverains s'aboucheraient pour con-  
» certer leurs intérêts ;

» Quant à la restitution des duché de Bourgo-  
» gne et comté de Charolais , on devait se régler  
» d'après la paix d'Arras de 1482 ;

» Qu'Anne de Bretagne serait remise en pos-  
» session des états de son père , dès que les An-  
» glais seraient sortis de la Bretagne ;

» Que les différends existans entre le roi de  
» France et Anne de Bretagne, comme ceux entre  
» Charles VIII et Maximilien , seraient réglés *par*  
» *voie de justice et non autrement* »

Les deux princes devaient fournir pour la sû-  
reté du traité , les scellés des princes , seigneurs  
et bonnes villes , et se soumettre aux fulmina-  
tions et censures de l'église.

1491. Traité de  
Paris avec la  
duchesse de  
Bretagne.  
Le duc de Bretagne, François II , étant mort  
le 9 de septembre 1488 , Anne , l'aînée de ses  
filles , qui avait succédé à ses états , avait épousé  
par procureur , au mois de février 1491 , Maxi-  
milien , roi des Romains. Charles VIII voyant  
que la Bretagne allait lui échapper , y entre  
tout à coup à main armée , s'empare des prin-  
cipales places , et assiège dans Rennes la du-  
chesse Anne, prétendant que la Bretagne lui était  
dévolue par des traités antérieurs , dans le cas

























sion de 40,000 ducats, pour retenir prisonnier Zizim, son frère et son compétiteur. Ce pontife corrompu, craignant de perdre cette pension, se montra ennemi déclaré de tous les projets de Charles VIII. Il avait cru d'abord l'intimider par la menace de l'excommunication ; mais le monarque avait dédaigné les foudres du Vatican. Alexandre, réfugié d'abord dans le château Saint-Ange, voyant que le parti le plus sage était de se réconcilier avec le roi, fit avec lui, le 11 janvier 1495, un traité par lequel il lui remettait (1) entre les mains, Zizim, qui devait pourtant être rendu au pape, au retour de son expédition. Le roi s'engageait à payer au pape, la pension annuelle de quarante mille ducats, que le sultan Bajazet lui faisait pour retenir Zizim ; et le pontife remettait au roi différentes places, en particulier le port de Civita-Vecchia ; consentant que toutes les villes de ses états lui fussent ouvertes, tant qu'il conviendrait à sa sûreté et au succès de l'expédition. Enfin le roi évacuait Rome, renonçait à occuper le château Saint-Ange, et promettait de rendre l'obédience filiale au pape.

Charles VIII, en se faisant livrer Zizim, frère de Bajazet, annonce que ses vues étaient de pénétrer, s'il pouvait, dans la Grèce, d'en chasser

---

(1) Hist. de Charles VIII, par Jaligny.











que de plus il paierait quatre-vingt mille écus d'or au roi qui lui remettrait Novarre;

6°. » Que toutes les fois que le roi voudrait se rendre en personne dans le royaume de Naples, le duc serait tenu de l'accompagner personnellement, et de l'aider de ses troupes, etc. »

Ce traité fut négocié de la part du roi, par le maréchal de Gié, Philippe de Comines, Raoul de Lannoi, chambellan du roi, Jean de Gannay, président au parlement de Paris, et Rigaud, d'Oreilles, maître-d'hôtel du roi.

Après ce traité, Charles VIII revint en France par le Dauphiné, et il arriva à Lyon le 7 de novembre 1495.

Le royaume de Naples ne tarda pas à rentrer en entier sous l'autorité de Ferdinand, aidé des Vénitiens. Le duc de Montpensier, qui y commandait, capitula en 1496, avec ses troupes réduites à six mille hommes, et qu'on laissa libres; à condition qu'il livrerait les places qu'elles occupaient encore. Peu après, une maladie contagieuse s'étant mise dans l'armée française, le duc de Montpensier et la majeure partie de ses soldats périrent. Quinze cents seulement revirent leur patrie; et c'est dans cette occasion, si l'on ajoute foi aux historiens, qu'ils apportèrent cette maladie quirompt les sources de la vie. Tel fut le résultat de cette expédition irréfléchie, qui peut être





qu'ils n'eurent aucun soupçon sur ses projets. Malgré cette réserve dans le discours, la politique du cabinet de Charles VIII, à l'exception de ce qui a trait à la réunion de la Bretagne à la France, fut légère et inconsidérée. Ses traités avec Maximilien et Ferdinand d'Arragon, ne présentent qu'imprévoyance et oubli des premiers intérêts.

Dans son expédition d'Italie, on ne voit que la forfanterie d'un jeune homme ébloui par une conquête facile, et qui n'a rien su faire pour prévoir ou dissiper une ligue ennemie. « *Ce monarque était, dit Comines, peu entendu;* » et ce jugement est vrai.

Le principal ministre de Charles VIII fut le cardinal Guillaume Briçonnet, fils de Jean Briçonnet, receveur général des finances, et il fut chargé lui-même de la direction des finances du Languedoc. Louis XI le recommanda en mourant à Charles VIII. Ce monarque le fit surintendant des finances. Peu après, il lui donna la principale autorité dans le gouvernement, se laissant diriger par ses conseils. Il paraît que la capacité de Briçonnet dans la gestion des finances, ne se fit pas sentir dans l'administration politique, puisque ce fut à sa persuasion, au rapport de Paul Jove, de Bembo et Guichardin, que Charles VIII entreprit la conquête du royaume de Naples.

Du ministre  
Briçonnet.



le compromit, et il resta en prison deux ans, accusé d'avoir pris part à la conspiration de ce prince contre Charles VIII. Néanmoins, ce prélat rentra depuis en faveur, et fut même transféré sous Charles VIII, à l'archevêché de Narbonne. Louis XII ne tarda pas à lui conférer l'archevêché de Rouen, de fortes abbayes, et à lui procurer la pourpre romaine. D'Amboise, épris du désir de gouverner, conduisit les affaires du dedans et du dehors, avec un pouvoir presque absolu, par suite de l'entière confiance du roi.

Louis XI avait résolu, dès 1464, de marier Jeanne sa fille, avec Louis XII, lequel n'avait alors que deux ans, et la princesse n'était âgée que de quelques mois. Quelques personnes ont prétendu que Louis XII n'étant que duc d'Orléans, avant d'épouser Jeanne, avait protesté contre son mariage; mais ce prince, dans le cours du procès, ne produisit point de protestation juridique.

1499.  
Traité de  
mariage de  
Louis XII avec  
Anne de Bre-  
tagne.

A peine ce monarque fut-il monté sur le trône, qu'après avoir pris l'avis de son conseil, il pria le pape Alexandre VI, de nommer des commissaires pour examiner la validité de son mariage. Ce pape délégua à cet effet, en 1498, Ferdinand, évêque de Ceuta, et Louis d'Amboise, évêque d'Albi, auxquels il adjoignit depuis, le cardinal de Luxembourg, évêque du Mans.



t de savoir, si cette difformité la rendait inhabile au mariage. La reine prétendait qu'il n'était point hors d'état d'avoir des enfants. Elle ne voulut point se laisser visiter par des médecins, regardant cette épreuve comme contraire à la pudeur, et à l'élévation de son rang.

Le roi interrogé pour la seconde fois, attesta que la reine avait des défauts corporels, qui mettaient un empêchement invincible à la consommation du mariage; ce qu'il confirma par serment, et le fait fut dès-lors regardé comme avéré.

La dispense de Rome, obtenue pour ce mariage, au sujet de la parenté des époux, n'ayant pas été fulminée avec les formalités ordinaires, offrit un nouveau motif de cassation.

La sentence en fut prononcée, le 17 décembre 1498, en présence des commissaires du pape, et d'un grand nombre d'évêques, de docteurs et de jurisconsultes, dans l'église de Saint-Denis d'Amboise. La reine se soumit à ce jugement. Le roi lui donna l'usufruit du Berry et de plusieurs terres (1).

Le résultat de ce divorce fut le mariage de Louis XII avec Anne de Bretagne, veuve de

---

(1) Jeanne de France mourut à Bourges en 1505, après avoir fondé un ordre de religieuses dites de l'*Annonciade*.



avec les terres et forteresses situées au-delà de l'Adda.

2°. Louis XII signa avec le duc de Savoie, le 13 mai de la même année 1499, un traité d'alliance, par lequel le duc accordait passage au roi pour son armée allant dans le Milanais; et le roi lui accordait une pension de deux mille livres, et au bâtard de Savoie, une de dix mille livres.

3°. Enfin, Louis XII s'assura d'Alexandre VI, en mariant à César Borgia, fils de ce pape, Charlotte de Foix, sa parente, et en donnant aux époux la ville de Valence, avec titre de duché.

A la faveur de ces mesures qui enchaînaient les puissances d'Italie capables de contrarier ses desseins, Louis XII fit rapidement la conquête des diverses places du Milanais, et le 6 octobre 1499, il entra à Milan en habit ducal, comme souverain du pays.

Les Génois se voyant menacés par les succès de Louis XII, se donnèrent à lui, en 1499, jugeant plus prudent de suivre le cours des événemens, que d'attendre la loi d'un voisin victorieux. Toutefois le Milanais, à l'exception des châteaux de Milan et de Novarre, fut enlevé aux Français, aux mois de février et de mars 1500, par Louis *le More*, duc de Milan, lequel, à la tête de douze mille Suisses et de huit mille Italiens, rentra dans ses états, favorisé par le





d'alliance avec Ferdinand-le-Catholique, roi d'Arragon, contre Frédéric III, roi de Naples.

Ce traité portait en substance : « Que la Pouille et la Calabre resteraient à Ferdinand, et que la ville de Naples, la Campànie ou Terre de Labour, et l'Abruzze, appartiendraient à Louis XII. »

Celui-ci envoya aussitôt vingt mille hommes de pied et quatre mille chevaux, pour se mettre en possession de la portion des états de Frédéric, qui lui était attribuée par ce partage.

Frédéric s'accommoda avec Louis XII, qui lui assigna en France des revenus pour y vivre royalement jusqu'à sa mort arrivée en 1504.

La mésintelligence, suite ordinaire des partages, ne tarda pas à éclater pour les limites entre les territoires dévolus aux Français et aux Espagnols, et la guerre s'alluma entr'eux, en 1502, d'une manière fâcheuse pour les Espagnols, qui furent expulsés d'une grande partie de la Pouille, de la Calabre et de la Capitanate.

Un traité négocié et signé à Lyon, le 5 avril 1503, entre Louis XII et Ferdinand, par l'archiduc Philippe, comme intermédiaire, n'ayant pas été ratifié par le roi d'Arragon, qui prétendit que l'archiduc avait outrepassé ses pouvoirs, la guerre recommença dans le royaume de Naples, de la part des Espagnols conduits par don Gonsalve de Cordoue, surnommé *le grand capitaine*. Il en résulta plusieurs actions sanglantes.







l'empereur Maximilien et l'archiduc Charles , souverain des Pays-Bas , de l'autre.

Il portait en substance : Que les différends du duc de Gueldres avec les gouverneurs des Pays-Bas , seraient remis à l'arbitrage du roi et de l'empereur , qui nommeraient des personnes équitables pour prononcer , et que les parties seraient obligées de s'en rapporter à leur jugement ;

Que Charles , prince d'Espagne , serait conservé , par rapport à ses états mouvans de la couronne de France , dans les mêmes prérogatives et privilèges dont jouissait le feu roi de Castille , son père ;

Que les anciens différends entre la maison de France et celle d'Autriche , au sujet de la succession de Bourgogne , resteraient suspendus pour tous les articles dont il ne serait pas fait mention dans le présent traité ;

Que l'empereur donnerait une nouvelle investiture du duché de Milan au roi , tant pour lui que pour ses descendans , et , à leur défaut , pour madame Claude de France , sa fille , et pour son époux , etc. ;

Que l'empereur renoncerait aux clauses du traité qui avait été autrefois fait pour le mariage de cette princesse avec Charles , prince d'Espagne , et que le roi lui donnerait , pour l'investiture , cent mille écus d'or , etc.



Vicence, Trévise, le Frioul, avec leurs territoires, le patriarchat d'Aquilée, et les autres places que les Vénitiens avaient prises sur lui dans la dernière guerre ;

Qu'on leur ferait rendre 'au roi de France Brescia, Créma, Bergame, Crémone, la Gíradra, avec toutes les autres dépendances du duché de Milan ;

Et enfin, que Trani, Brindes, Otrante, Gallipoli et tout ce que les Vénitiens occupaient dans le royaume de Naples, serait restitué au roi d'Arragon ;

Que l'empereur, moyennant cent mille écus d'or, donnerait à Louis xii une nouvelle investiture du duché de Milan, laquelle renfermerait les reprises faites sur les Vénitiens, telles que Brescia, Créma, Crémone, Bergame, etc. ;

Que le roi d'Angleterre aurait la faculté d'accéder au présent traité, soit offensivement, soit pour la simple défensive ;

Que dans le cas où quelqu'un des confédérés viendrait à décéder avant que l'entreprise projetée eût eu lieu, ou dans le cours de l'entreprise, son successeur pourrait prendre sa place, et que, s'il s'y refusait, les autres n'en poursuivraient pas moins leur dessein, etc. ;

Que le pape procéderait par voie de censures, et en particulier par celle de l'interdit, contre les Vénitiens, leur doge et leurs magistrats, et





avait cédées par le traité de Blois de 1499, et qui étaient le prix de leurs secours dans la guerre du Milanais ? Ferdinand d'Arragon avait-il droit de réclamer les places du royaume de Naples, engagées aux Vénitiens pour des sommes d'argent qu'il ne leur rendait pas ? Maximilien, battu par les Vénitiens, leur avait cédé plusieurs villes du Frioul, et venait de conclure avec eux une trêve de trois ans.

Les réclamations du pape n'étaient guère plus susceptibles d'être colorées.

L'opposition des intérêts entre les alliés, était une autre circonstance qui viciait la ligue de Cambrai. Ceux de Louis XII, de Ferdinand et de Maximilien se heurtaient sur trop de points, pour pouvoir se concilier long-temps.

Il eût été plus sage à Louis XII, de se tenir uni aux Vénitiens ; afin de s'assurer la possession du Milanais, et ne pas sacrifier un intérêt essentiel à un intérêt aussi secondaire que le recouvrement de quelques places justement cédées. Aussi la ligue de Cambrai, appuyée sur de fausses vues, fut de peu de durée ; et Louis XII en vit éclore contre lui une plus formidable, qu'il fut inhabile à dissiper.

La ligue de Cambrai offre cette singularité que, tandis que la plupart des unions de ce genre ont pour objet d'arrêter l'ambition de la puissance prédominante, ici trois états du pre-





du royaume allèrent plus mal ; ce qui excita ces regrets qui se sont depuis attachés à la mémoire du cardinal d'Amboise. En effet , Louis XII voulut, dès-lors, diriger lui-même ses affaires, et se passer de premier ministre , ou même en faire les fonctions ; donnant audience aux ambassadeurs étrangers, et dictant des instructions aux siens ; mais le génie de ce monarque pliait sous le fardeau.

De Florimond Robertet.

Celui qui eut le plus de part à la confiance de Louis XII, depuis la mort du cardinal d'Amboise, fut Florimond Robertet (1). Il était né à Montbrison en Forez, et fut d'abord conseiller à la chambre du Forez, province qui appartenait à titre d'apanage, à Pierre de Bourbon, sire de Beaujeu, beau-frère de Charles VIII. Ce prince le produisit à la cour, et lui procura la charge de *secrétaire des finances* (2), qui représentait alors celle de secrétaire d'état. Robertet avait suivi en cette qualité le roi Charles VIII, dans son expédition de Naples, et il y fut chargé des plus importantes négociations, soit avec les Napo-

---

(1) Fauvelet Dutoc, Hist. des secrét. d'état.

(2) Florimond Robertet éleva si haut les fonctions des *secrétaires des finances*, qu'on peut le nommer le père des secrétaires d'état qui en ont été les successeurs. Ce ministre eut encore beaucoup d'autorité au commencement du règne de François I<sup>er</sup>, sous lequel il mourut.





en Guyenne, avait fait demander passage en 1511, à Jean d'Albret, roi de Navarre; ce qui lui avait été refusé. Ferdinand fit alors marcher une armée contre le roi de Navarre, qui, alarmé, se hâta de conclure à Blois, le 17 juillet 1512, un traité d'alliance avec Louis XII. Une armée française commandée par le duc de Longueville, se porta même à son secours. Mais les troupes espagnoles, sous les ordres du duc d'Albe, entrèrent dans Pampelune le 23 juillet 1512, et toute la partie de la Navarre, au-delà des Pyrénées, fut conquise et réunie dès-lors à l'Espagne; Ferdinand s'étant prévalu pour la garder, de ce que Jean d'Albret avait été frappé d'anathème par le pape Jules, et déchu de ses états, comme allié de Louis XII.

Les Cantons s'étant rendus auxiliaires du pape Jules, envoyèrent en Italie une armée de vingt mille hommes, qui rétablit dans le duché de Milan, Maximilien Sforce, fils de Louis *le More*, mort en captivité dans le château de Loches (1). Le nouveau duc, par reconnaissance, céda aux Cantons, Lugano, Locarno et Mendrisio, et au pape, Parme et Plaisance, comme faisant partie de l'ancien exarchat de Ravenne. L'armée française, sous le commandement de Louis de la Trémouille, fut battue à Novarre par les Suisses,

1513.

Refus par Louis XII de ratifier la paix avec les Suisses.

---

(1) Mém. de Du Bellay, t. I.





Louis XII, quoique charmé de voir les Suisses s'éloigner de ses états, désavoua le traité de Dijon, déclarant dans un manifeste adressé aux puissances de l'Europe, qu'il n'avait donné aucun pouvoir à la Trémouille, pour traiter avec les Suisses. Il feignit même de témoigner un grand mécontentement à ce seigneur, qui lui écrivit en date du 23 septembre 1513 (1) :

« Sire, plaise à vous, savoir que j'ai vu les lettres qu'il vous a plu m'écrire, par lesquelles je vois que vous trouvez le traité que j'ai conclu avec Messieurs des Ligues merveilleusement étrange ; par ma foi, Sire, aussi est-il ; mais par la mauvaise position qui était par deçà, et pour conserver votre pays, j'ai été contraint de le faire, etc. » La nécessité était l'excuse de la Trémouille.

Ferdinand, roi d'Arragon, parvenu à la vieillesse, aspirait à un repos qu'il n'avait point encore goûté. De plus, il songeait à assurer la conquête de la Navarre, qui lui donnait une bonne frontière du côté de la France. Il dépêcha en conséquence, Jacques de Canehillos, évêque de Catane, lequel s'aboucha à Bayonne, avec Odet de Foix, seigneur de Lautrec, et lui fit des propositions pour être communiquées à Louis XII. Ils ne purent s'accorder, mais s'étant

Trêve avec  
Ferdinand  
d'Arragon.

---

(1) Mémoires de l'Académie des inscriptions, t. XLI.







» pens, la princesse, sa sœur, à Abbeville, et  
» que le roi de France l'épouserait quatre jours  
» après son arrivée ;

» Que Marie aurait en dot quatre cent mille  
» écus, dont deux cent mille seraient comptés  
» pour bagues et bijoux ; et que le cas de res-  
» titution échéant, Louis XII ne serait point  
» obligé de rendre les bagues et bijoux, cen-  
» sés monter à la somme de deux cent mille  
» écus ;

» Qu'à l'égard de l'autre moitié, montant à  
» deux cent mille écus, Henri VIII la payerait par  
» le moyen d'une quittance de pareille somme,  
» en déduction d'un million qui lui était dû ; à  
» quoi le roi de France s'obligeait par un traité  
» à part ;

» Que le douaire de la future reine serait aussi  
» fort que celui qui avait été assigné à Anne  
» de Bretagne ou à aucune autre reine de Fran-  
» ce, etc. »

Il fut souscrit par les ambassadeurs de Louis XII, en date également du 7 août, une obligation d'un million d'écus d'or *au soleil*, payable à époques fixes, laquelle obligation avait pour principal fondement, l'engagement pris par Charles VIII, de payer à Henri VII et à ses successeurs, la somme de sept cent quarante-cinq mille écus.

Louis XII ne survécut que de quatre mois à





conseils, et très brave de sa personne. Ce furent ces belles qualités qui le rendirent cher à ses sujets, et lui firent pardonner les erreurs de son administration au dehors, en sorte qu'il a conservé la réputation d'un excellent roi.



## LIVRE III.

Traité d'alliance de François 1<sup>er</sup> avec les Vénitiens, le roi d'Angleterre, etc. — Concordat avec Léon x. — Traité pour le mariage de madame Renée avec l'archiduc Charles. — Prétention de François 1<sup>er</sup> à la couronne impériale. — Traité de Madrid. — Considérations sur ce traité. — Ligue entre François 1<sup>er</sup>, le pape, les Vénitiens et le duc de Milan. — Traités divers avec Henri VIII. — Arrestation des ambassadeurs de François 1<sup>er</sup> en Espagne. — Défi de Charles-Quint à François 1<sup>er</sup>. — Mort du président de Selve. — Mission de Dubellay-Langey en Angleterre. — Mise à mort de Merveilles, ministre du roi à Milan. — Traité d'alliance avec Henri VIII. — Mission de Dubellay-Langey en Allemagne. — Traité de commerce avec la Porte. — Négociations avec Charles-Quint au sujet du Milanais.

**F**RANÇOIS 1<sup>er</sup>, âgé de vingt-un ans, succéda à Louis XII, dont il avoit épousé la fille Claude.

1515.  
Traité d'al-  
liance avec les  
Vénitiens, le  
roi d'Angle-  
terre, etc.

La première pensée de ce monarque se porta vers le Milanais, dont il résolut la conquête. Dans cette vue, il fit à Paris, le 24 de mars 1515, un traité d'alliance avec Charles d'Autriche, souverain des Pays-Bas; le 5 d'avril, il en fit un pareil avec Henri VIII, roi d'Angleterre, et le 27 de juin, il renouvela l'alliance avec les Vénitiens. Assuré ainsi des puissances qu'il avoit le plus







prissent du service chez une puissance ennemie.

Le roi donnait *libéralement* (art. X) à chacun des treize Cantons, et au pays de Valais, une somme de deux mille francs; et une somme pareille devait être partagée entre l'abbé et abbaye de Saint-Gall, le Toggenbourg, Mulhausen, Gruyères et Corbières.

« Afin, est-il dit, que cette paix et amiable voisinage ne se puisse rompre par l'instigation du mauvais esprit, il est avisé et conclu que celle-ci doit *perpétuellement* durer, et être inviolablement observée en tous ses points et articles, entre les rois et couronne de France, et généralement toutes les ligues. »

Les difficultés et contestations susceptibles de s'élever entre les sujets du roi et les habitants des Cantons devaient être terminées par le jugement de *quatre hommes de bien, amateurs de justice*, dont deux nommés par chaque partie; lesquels quatre arbitres écouterait, en un lieu désigné, les parties ou leurs procureurs, et si les avis étaient partagés, le demandeur pourrait choisir dans les pays voisins, un *prud'homme*, déclaré non suspect, et qui se réunirait aux arbitres pour décider la difficulté.

Si la contestation était entre un sujet des Cantons et Ligues et le roi de France, les Cantons examineraient la demande, et s'ils la trouvaient fondée, ils l'appuyeraient auprès du roi;









France au mois de mai 1517 ; mais il ne fut transcrit sur les registres du parlement , que le 22 de mars 1518 , d'après les ordres réitérés du roi, et malgré les réclamations du parlement, qui le 24 de mars suivant, fit appel au concile général contre l'introduction du concordat. L'université de Paris en appela également le 27 de mars, à un concile général , et le roi se trouva obligé de déployer son autorité pour comprimer les ennemis nombreux du concordat ; tant ce traité avec le saint-siège était odieux , et jugé contraire aux intérêts de la France et aux droits du clergé.

Au mois de mars 1515 , l'archiduc Charles , <sup>1515 et 1516.</sup> souverain des Pays-Bas , envoya à François 1<sup>er</sup> <sup>Traité divers avec l'Espagne.</sup> une ambassade , à la tête de laquelle se trouvaient le comte de Nassau et Michel de Croy , chevaliers de la toison d'or , pour demander en mariage, Renée de France, fille de Louis XII, laquelle n'avait guère que quatre ans et demi.

Le chancelier Duprat, Jean d'Albret, comte de Rhétel, Odet de Foix, seigneur de Lautrec, le bâtard de Savoie, oncle du roi, et Imbert de Batarnai, seigneur du Bouchage, furent choisis pour traiter à Paris, avec les ambassadeurs de l'archiduc. Il fut convenu que le mariage serait effectué, quand la princesse aurait atteint l'âge de douze ans. Elle devait avoir une somme de six cent mille écus d'or au soleil, et le roi lui









chait à les balancer , en semant de l'argent avec profusion. Il envoya dans toutes les cours d'Allemagne des négociateurs et des émissaires qui sollicitaient en sa faveur la couronne impériale (1).

La diète d'élection s'ouvrit à Francfort , le 17 de juin 1519. L'électeur de Cologne s'était prononcé ouvertement pour le roi d'Espagne , et celui de Trèves pour François 1<sup>er</sup>. L'électeur de Saxe gardait la neutralité. L'électeur Palatin et celui de Brandebourg avaient reçu de l'argent des deux côtés , mais le premier penchait pour la France , tandis que ceux de Brandebourg et de Mayence étaient plus portés en faveur de Charles 1<sup>er</sup>, en reconnaissance de ce qu'il venait de faire épouser à leur frère , la veuve de Ferdinand-le-Catholique. Tous les électeurs se déclarèrent pour le roi d'Espagne , à l'exception du Palatin et de celui de Trèves , qui ne tardèrent pas à se réunir aux autres ; en sorte que Charles 1<sup>er</sup>

---

(1) On trouve dans le Trésor des Chartes , carton 14 , une liasse contenant des mémoires , lettres et instructions données par François 1<sup>er</sup> à ses envoyés auprès des électeurs de l'Empire , relativement au dessein qu'il avait formé de se faire élire roi des Romains. On y voit les promesses qu'il fait aux électeurs , de pensions et de sommes d'argent , s'il parvenait à l'Empire , et l'engagement de ces mêmes électeurs de lui donner leur voix ; ainsi que le bref que le pape Léon x adressa aux princes d'Allemagne , en faveur de François 1<sup>er</sup>.

fut élu roi des Romains le 28 de juin 1519. Nous ne parlerons plus de lui que sous le nom de Charles-Quint ou Charles v, comme faisant suite à l'empereur Charles iv (1).

La jalousie que François 1<sup>er</sup> conçut de ce succès de son rival, fut le principe des guerres qui éclatèrent bientôt entre les deux monarques, malgré ce que François 1<sup>er</sup> avait fait dire à Charles-Quint : « Qu'ils devaient se regarder » comme deux amans aspirant à la main de la » même maîtresse, et qui n'en devaient pas » moins continuer de vivre en bonne intelli- » gence, quand elle se serait décidée en faveur de » l'un ou de l'autre. » On peut parler ainsi tant que l'espérance existe ; mais quand le choix est fait, le cœur de l'ambitieux ou de l'amant repoussé, ne se soumet pas aussi facilement à une décision qui l'humilie.

François 1<sup>er</sup> commença à manifester son hu-  
meur contre Charles-Quint, en publiant contre  
lui, en 1521, un manifeste, sous prétexte qu'il  
n'avait pas, au sujet de la Navarre, satisfait au

1521.  
Traité de  
Madrid.

---

(1) Il convient pourtant d'observer que Charles-Quint, quoiqu'élu roi des Romains le 18 de juin, ne fut sacré roi d'Italie à Bologne, que le 22 de février 1530, et reconnu *empereur* que le 24 de février suivant, qualité alors attachée plus particulièrement à la possession de l'Italie. C'est donc par anticipation que les historiens l'appellent empereur, du moment où il fut élu roi des Romains.









Les plénipotentiaires français ayant été admis à l'audience de l'empereur, le président de Selve lui adressa le discours suivant, qui respire une noble franchise (1) :

« Sacrée majesté, si les hommes ne sont véritablement grands qu'autant qu'ils se montrent supérieurs à leur fortune, le ciel en vous plaçant sur le trône des Césars, et en vous élevant à un degré de puissance auquel nul monarque n'était parvenu depuis Charlemagne, vous impose la loi de donner à l'univers un grand exemple de justice et de modération.

» L'Europe, dont vous fixez les regards, connaît l'étendue de votre puissance; mais elle ne sait point encore si vous en êtes véritablement digne : elle attend pour prononcer sur votre compte, que vous ayez prononcé vous-même sur le sort d'un monarque, qui vous est uni par le sang, qui caressa votre enfance, et à qui vous donnâtes le nom de père et de frère.

» Si vous persistez à exiger des conditions qu'il ne dépend point de lui de vous accorder, et auxquelles les états du royaume ne consentiront jamais, vous allez rallumer une guerre sanglante, et jeter entre deux nations

---

(1) Manuscrits de Béthune. • •







Charles-Quint ne répondit rien ; et nomma pour chef de ses commissaires , Mercurin Gattimara , son chancelier. Ce ministre réveilla les prétentions surannées de l'Empire sur le royaume d'Arles , le duché de Narbonne , le comté de Toulouse , etc. se proposant d'égarer Selve dans ce dédale ; mais ce savant magistrat était encore plus versé que lui , dans l'histoire du droit public de l'Europe.

Cependant , la duchesse d'Alençon , Marguerite de France , sœur du roi , arriva dans le double dessein de voir son frère et de négocier. Elle était munie de pleins-pouvoirs de la régente , et espérait , à la faveur de ses charmes , car elle était fort belle , aplanir bien des difficultés ; mais elle n'eut point de succès , et s'en revint en France avant la fin des négociations.

Les conférences ne produisirent rien d'avantageux pour François 1<sup>er</sup> , l'empereur exigeant , qu'avant de recouvrer sa liberté , il lui fît remettre provisoirement entre les mains , le duché de Bourgogne , le Mâconnais , l'Auxerrois et autres terres provenant de la succession du duc de Bourgogne. François 1<sup>er</sup> désespérant de fléchir son vainqueur , voulut du moins l'intimider en feignant d'être décidé à abdiquer la couronne. Cette résolution , jointe à une maladie de langueur , qui menaçait de le conduire au tombeau , engagea Charles-Quint à se montrer plus trai-









douairière de Portugal , et le dauphin , Marie infante du Portugal , fille de la reine Eléonore ;

Que le roi s'emploierait de tout son pouvoir ( art. XX ) pour engager don Henri , seigneur d'Albret , à renoncer au titre et nom de *roi de Navarre* , en faveur de l'empereur ; et dans le cas qu'il s'y refuserait , le roi s'obligeait à ne lui donner aucune assistance directe ou indirecte ;

Que lorsque l'empereur ( art. XXIII ) passerait en Italie pour s'y faire couronner , non-seulement le roi lui fournirait pour l'accompagner des troupes de terre , mais lui prêterait seize galères et quatre gallions pourvus d'artillerie , de munitions et de matelots à ses dépens ; et cette flotte ne pourrait être montée que par des soldats de l'empereur qui ferait serment de la rendre , après trois mois de service ;

Que l'empereur et le roi ( art. XXVI ) écriraient , de concert , au pape , pour l'engager à former une croisade générale contre les Turcs et les hérétiques ; que l'empereur , commanderait l'armée en personne , et que le roi de France l'accompagnerait.

Que le roi ( art. XXVII ) rétablirait le duc de Bourbon dans tous ses biens , meubles et immeubles , ainsi que ceux qui l'avaient suivi , et qu'ils pourraient rentrer dans le royaume , etc.

Il existait plusieurs autres articles d'une moindre importance , relatifs soit à des sommes à



hâter de les assembler , et ferait parvenir à l'empereur leurs résolutions. Les ambassadeurs comprirent le but de ce délai , et reprirent la route de Madrid, emmenant les deux fils de François 1<sup>er</sup>.

Cependant les princes et notables du royaume extraordinairement assemblés à Cognac, en 1526, déclarèrent au roi , qu'ils ne pouvaient approuver l'aliénation de la Bourgogne (1).

Les députés de cette province étant arrivés eux-mêmes, au mois de juin à Cognac, manifestèrent au roi avec énergie , la résolution des Bourguignons , de ne point passer sous la domination de l'empereur. Le roi feignit de vouloir les ébranler , en leur rappelant les engagements qu'il avait pris , et l'obligation d'honneur où était un prince de tenir sa parole ; mais les députés réitérèrent l'intention de leurs concitoyens de périr tous les armes à la main , plutôt que de se soumettre au traité.

Le vice-roi de Naples qui était resté avec le roi, lui dit alors, que puisqu'il ne pouvait pas remplir la condition qui lui procurait sa liberté, il devait se reconstituer prisonnier ; que c'était ainsi qu'en avait usé Jean II , pour réparer des infractions bien moins importantes , faites par un prince de son sang au traité de Bretigny.

---

(1) Arnoldus Ferronus , de rebus Gallorum , lib. 8.



jamais son ami , et de concourir à l'accroissement d'une gloire déjà trop odieuse.

Si maintenant on réfléchit sur la conduite de François 1<sup>er</sup> , et si on le juge suivant les principes de l'honneur et de la foi publique , on ne peut se dissimuler qu'il les viola. Les conditions du traité de Madrid étaient dures , sans doute ; mais la captivité , ce dernier malheur pour un roi , l'ayant mis dans la dépendance de son rival , celui-ci , pour assurer le repos de son règne , et avoir plus de loisir contre ses autres ennemis , ne pouvait-il pas , en bonne politique , mettre François 1<sup>er</sup> dans l'impossibilité de lui nuire , en le liant par des stipulations sévères ? On trouvera qu'elles n'étaient pas généreuses ; mais la générosité est un beau sentiment , et non un devoir.

François 1<sup>er</sup> prétendait qu'il n'était pas libre , quand il signa le traité de Madrid ; pourquoi le signait-il ? Louis ix observa les traités conclus avec les Sarrasins qui , chaque jour , venaient dans sa prison faire étinceler le glaive sur sa tête. Jean II remplit scrupuleusement le traité de Bretigny , bien plus funeste à la France , que celui de Madrid ; et l'histoire fermant les yeux sur ses fautes , a immortalisé sa bonne foi , tandis que pour justifier François 1<sup>er</sup> , elle est réduite à des excuses insuffisantes , qu'une politique peu délicate peut admettre , mais que











## APPENDIX

[illegible]

1. Die erste Aufgabe ist die, die  
 2. Die zweite Aufgabe ist die, die  
 3. Die dritte Aufgabe ist die, die  
 4. Die vierte Aufgabe ist die, die  
 5. Die fünfte Aufgabe ist die, die  
 6. Die sechste Aufgabe ist die, die  
 7. Die siebte Aufgabe ist die, die  
 8. Die achte Aufgabe ist die, die  
 9. Die neunte Aufgabe ist die, die  
 10. Die zehnte Aufgabe ist die, die

de la France ; ce qui indique la modicité de leurs ressourcés pécuniaires dans le moyen âge. En effet , l'Angleterre alors couverte de bois , peu riche de son sol , et n'ayant encore aucune des colonies qui ont si fort accru ses trésors , ne faisait qu'un commerce presque borné à la pêche , et à la vente de ses laines aux Flamands.

Les relations d'amitié entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII , princes faits pour s'estimer et se ménager réciproquement , eussent été peut-être encore long - temps prolongées par tant de traités étroits , sans la brouillerie de Charles-Quint et de François 1<sup>er</sup>. Henri VIII se décida pour le premier , avec lequel il conclut en 1522 , un traité d'alliance offensive. C'est par suite des engagements pris alors , qu'il fit en 1522 et 1523 , des descentes en Picardie , qui , du reste , ne furent signalées par rien de mémorable.

Henri VIII , à la première nouvelle des succès de Charles-Quint , croyant le moment favorable pour porter quelque coup à la France , avait envoyé à l'empereur des ambassadeurs , pour arrêter avec lui un plan offensif , et convenir de la part qu'il aurait dans les conquêtes. Mais Charles-Quint , enflé de sa gloire , et se croyant supérieur aux secours de Henri , reçut avec froideur ces ouvertures , et se contenta d'exhorter vaguement ce prince à profiter des circonstances.



arrérages de sommes dues, la somme de deux millions d'écus.

On donnait à Henri VIII pour cautions, le cardinal de Bourbon, les ducs de Vendôme et de Longueville, les comtes de Saint-Paul, de Maulevrier, de Brienne, le sire de Montmorenci, les seigneurs de Lautrec et de Brezé, et les villes de Paris, de Lyon, d'Orléans, de Toulouse, d'Amiens, de Bordeaux, de Tours et Rheims (1).

Il y avait un troisième traité relatif au paiement des arrérages dus à la reine douairière de France, Marie, duchesse de Suffolck.

Le quatrième traité réglait les différends qui étaient survenus entre les sujets des deux souverains pour les déprédations et pirateries faites tant sur terre que sur mer jusqu'à la paix.

Le cinquième traité portait, que le roi d'Ecosse ne serait censé compris au nombre des alliés de la France, qu'en cas que les Ecossais ne commettraient aucune hostilité contre l'Angleterre, avant le 25 de décembre suivant.

Enfin, par un sixième traité, il était convenu que la cour de France ne permettrait, ni directement ni indirectement, que le duc d'Albanie

---

(1) Ces seigneurs et villes devenaient garans pour les deux millions d'écus, et ils devaient sous trois mois, envoyer une obligation, souscrite et scellée par eux.





position délicate où se trouvait le premier , vivement pressé par Charles-Quint. Ce monarque envoya à Londres pour négocier , Gabriel de Gramont , évêque de Tarbes , le vicomte de Turenne , le Viste , premier président du parlement de Paris , et Passano , sieur de Vaux.

Ces ambassadeurs conclurent avec les ministres de Henri VIII , trois traités qui furent signés le 30 d'avril 1527. Le premier et le plus important portait :

« Que les deux rois enverraient conjointement  
» des ambassadeurs à l'empereur , pour lui faire  
» des offres touchant la délivrance des deux  
» fils de François 1<sup>er</sup> , qu'il détenait comme  
» otages ;

» Que si l'empereur rejetait ces offres , ou  
» ne donnât pas une réponse positive dans  
» vingt jours , les deux rois lui déclareraient  
» la guerre ;

» Que Marie , fille de Henri VIII , serait mariée  
» avec François 1<sup>er</sup> , ou avec le duc d'Orléans ,  
» son fils , au choix du roi , etc. »

La nouvelle de la captivité du pape Clément VII et de la prise de Rome par les troupes de l'empereur , amenèrent un nouveau traité , conclu à Westminster le 29 mai 1527 , par lequel le roi de France se chargeait d'entretenir en Italie , contre l'empereur , un corps de trente mille hommes de pied et de mille hommes d'armes ,



18 d'août (1), relatif à une *paix perpétuelle* entre la France et l'Angleterre.

Par ce traité, Henri VIII renonçait à tous les droits que ses prédécesseurs avaient eus sur la France, moyennant une pension perpétuelle de cinquante mille écus d'or, que les rois de France payeraient à ceux d'Angleterre (*perpetuis seculis futuris*), en deux termes : l'un au 1<sup>er</sup> mars, et l'autre au 1<sup>er</sup> novembre. De plus, François 1<sup>er</sup> s'engageait, tant pour lui que pour ses successeurs, à livrer au roi d'Angleterre, et à ses successeurs, à perpétuité, une quantité de sel de Brouage et Saintonge, de la valeur de quinze mille écus d'or. Le roi de France promettait encore pour lui et ses successeurs, de ne pas troubler le roi d'Angleterre dans la possession de ses domaines au-delà de la mer.

Ce traité devait être publié en forme de *loi perpétuelle*. De plus, tous les principaux prélats, les grands et les premières villes de France et d'Angleterre s'obligeaient sous l'hypothèque de tous leurs biens et par serment, à en maintenir l'exécution.

---

(1) Rymer place ce traité au 18 août 1527, tandis que Léonard le met au 18 septembre ; je pense que la date de Rymer doit être préférée, et que celle donnée par Léonard se rapporte à la ratification du roi d'Angleterre Henri VIII.



Ceux d'Angleterre furent le duc de Norfolck , le duc de Suffolck , Thomas Bolen , vicomte de Rochefort , Guillaume Fitz-Villiam et Thomas Morus.

La position difficile de François 1<sup>er</sup> , qui par son refus d'exécuter le traité de Madrid , se trouvait exposé à toute la colère de Charles-Quint , le porta sans doute à accepter la condition si humiliante et si onéreuse d'un subside perpétuel ; mais il ne croyait pas pouvoir acheter trop cher dans ce moment, l'alliance de l'Angleterre.

François 1<sup>er</sup> , pour resserrer les nœuds que tant de traités semblaient former avec le roi d'Angleterre , lui envoya l'ordre de Saint-Michel , par Anne de Montmorenci , grand-maître de sa maison et depuis connétable de France. Ce seigneur arriva à Londres , le 20 de décembre 1527 , avec une suite de six cents personnes et de beaucoup de seigneurs et gentilshommes. Henri VIII , après l'avoir admis à son audience , lui donna , ainsi qu'à sa suite , un festin splendide , suivi d'une comédie dans laquelle la princesse Marie , sa fille , jouait un rôle.

François 1<sup>er</sup> et Henri VIII , par suite de leur alliance , envoyèrent des ambassadeurs à Charles-Quint , pour réclamer la liberté du pape Clément VII , détenu dans le château Saint-Ange , ainsi que la mise en liberté du dauphin

1528.  
Arrestation  
des ambassa-  
deurs de Fran-  
çois I en Es-  
pagne.

















rejailli sur la mémoire de ces deux femmes.

Au mois d'août 1529, mourut le président de Selve, célèbre par sa négociation de Madrid, et révérend de tous ses contemporains, pour sa réputation de vertu incorruptible, sa science universelle et son habileté dans le maniement des affaires d'état. Il laissa six enfans (1), dont cinq coururent la carrière des ambassades avec honneur, comme s'ils eussent tous hérité des talens de leur père. L'aîné, Lazare de Selve, fut ambassadeur en Suisse; Jean-François de Selve le fut en Turquie; Georges, évêque de Lavaur, fut envoyé en ambassade à Rome, à Venise et auprès de l'empereur, en 1539 et 1549; Jean-Paul et Odet de Selve lui succédèrent dans les ambassades de Venise et de Rome, et tous obtinrent l'estime publique. Telle fut la glorieuse destinée de cette famille.

Le roi envoya en Angleterre le sieur de Langey, pour traiter avec Henri VIII, des sommes qu'il lui devait payer à la décharge de l'empereur, d'après le traité de Cambrai.

Le roi d'Angleterre était mécontent de n'avoir pas été appelé à la conclusion du traité de Cambrai; néanmoins, comme ce prince voulait répudier Catherine, son épouse, tante de l'empereur, qui s'opposait à ce que Rome approu-

Mort du président de Selve.

Mission de Langey en Angleterre.

---

(1) Ribier, Mém. d'état.





1532 , et fit exposer son corps dans la place publique , à la vue de tout le peuple.

François 1<sup>er</sup> fut très irrité de ce violent procédé , prétendant que de Merveilles ayant été reconnu par le duc de Milan , celui-ci avait blessé le droit des gens à son égard , de la manière la plus odieuse. Ayant fait demander une réparation éclatante , le duc lui répondit « qu'il » n'avait pas cru que la conduite qu'on avait » tenue à l'égard de Merveilles pût intéresser le » roi , à qui il savait bien qu'il devait toutes » sortes d'égards et de respects. »

Le roi adressa ses plaintes à tous les princes chrétiens , et Velli , son ambassadeur près de l'empereur , lui remit à ce sujet une lettre très énergique.

Charles-Quint , après l'avoir lue , lui répondit , d'un air assez méprisant , « que Merveilles n'était » qu'un particulier sujet du duc , et qu'il avait » été justement puni. »

Il semble que Merveilles n'ayant point de caractère public , et étant auteur , ou au moins complice d'un meurtre sur un homme de qualité , François 1<sup>er</sup> eût mieux fait de ne pas l'avouer pour son ministre.

L'événement dont on vient de rendre compte , indique une méintelligence constante entre François 1<sup>er</sup> et Charles-Quint , laquelle avait son point de départ dans la rupture avec Henri VIII ,







Déjà sous le règne des soudans d'Egypte , les marchands français trafiquaient à Alexandrie , au Caire et dans toute l'Egypte.

En 1508, Jean et Rierre Benette, consuls des nations française et catalane à Alexandrie , ayant présenté au sultan Bajazet II , une requête (1) contenant certaines demandes relatives à la liberté du commerce dans l'empire ottoman , et à différentes circonstances où pouvaient se trouver les négocians français et catalans; ils avaient obtenu un *commandement* ou ordre de sa hauteesse, favorable à leurs demandes. Le sultan Sélim 1<sup>er</sup> ayant conquis l'Egypte , y confirma les privilèges des Français, avec des ampliations.

La Foret , chevalier de l'ordre de Malte , étant arrivé à Constantinople , en qualité d'ambassadeur de François 1<sup>er</sup>, non-seulement eut pour instruction de tenir la main aux anciennes *capitulations* ou lettres-patentes données en faveur des Français et des Catalans par les soudans d'Egypte ; mais de plus, il eut ordre de traiter avec le grand-seigneur Soliman , et d'obtenir des concessions encore plus favorables. Il fut donc conclu un traité à Constantinople , au

---

(1) Manuscrit de la Bibliothèque de l'Arsenal , intitulé : *Traités faits avec le Turc*, in-fol.



» portée par les cadis entre marchands français,  
» devant d'ailleurs être nulle.

» Qu'en cas de contestations au civil entre  
» les sujets turcs et les Français, la plainte des  
» premiers ne pourrait être reçue par les cadis,  
» à moins qu'ils n'apportassent une preuve par  
» écrit, de la main de l'adversaire, ou de celle  
» du consul, et que dans aucun cas, les sujets  
» du roi ne pourraient être jugés sans la pré-  
» sence de leur drogman.

» 4°. Qu'en matière criminelle, les sujets du  
» roi ne pourraient être amenés devant le cadi  
» ou juge ordinaire, ni être jugés sur l'heure ;  
» mais qu'ils seraient conduits devant la sublime  
» Porte, et en l'absence du grand-visir, devant  
» son substitut, pour que l'on discutât le té-  
» moignage du sujet turc contre le sujet du roi.

» 6°. Qu'on ne pourrait se servir des navires  
» marchands appartenant aux sujets du roi, ni  
» de leur artillerie, munitions et équipage contre  
» leur gré, même pour le service du grand-sei-  
» gneur.

» 7°. Que si quelque sujet du roi quittait les  
» états du grand-seigneur, sans avoir satisfait  
» à ses dettes, le consul, ni aucun français n'en  
» seraient responsables ; mais que le roi ferait  
» satisfaire le demandeur sur les biens de la  
» personne du débiteur, s'il se trouvait en son  
» royaume.



coup d'historiens l'ont nommé *traité d'alliance*.

Il paraît pourtant qu'il fut conclu vers ce temps, un traité secret d'alliance (1) offensive entre François 1<sup>er</sup> et Soliman, par suite duquel les troupes de ce dernier prince, sous le commandement de Barberousse, un de ses plus fameux amiraux, firent une descente dans le royaume de Naples, et y portèrent le ravage; mais les troupes ottomanes n'ayant pas été secondées par l'armée que François 1<sup>er</sup> avait promis de faire agir du côté du Milanais, elles se retirèrent; et Soliman en conçut beaucoup d'humeur contre la France, dont la conduite lui paraissait une infidélité.

1537.  
Traité d'alliance entre François 1 et la Porte.

François 1<sup>er</sup> cherchait des prétextes pour renouveler la guerre avec Charles-Quint; la mort du duc de Milan, François Sforce, lui en fournit un. Ce souverain étant mort sans enfans, le 24 d'octobre 1535, Charles-Quint, d'après la loi des fiefs, s'empara aussitôt du duché de Milan. François 1<sup>er</sup> le réclamait pour son fils, le duc d'Orléans, s'appuyant d'une promesse privée de l'empereur; mais Charles-Quint refusait de la tenir dans la crainte de donner un appui à François 1<sup>er</sup> en Italie. Alors celui-ci, à la tête de trente mille hommes, se présenta sur la

Négociations au sujet du Milanais.

---

(1) On n'a point l'instrument ou la minute de ce traité, qui n'est connu que par ses effets.

















» dans la pratique , à cause des difficultés sans  
» nombre qui se présenteraient sur le choix et  
» du lieu et des armes, je réponds qu'ils est peut-  
» être moins difficile de convenir du lieu d'un  
» pareil combat , que de celui d'un congrès :  
» mille endroits y sont propres , un pont , une  
» île , un bateau ancré au milieu d'une rivière.  
» Quant aux armes , je lui en laisse le choix , à  
» l'épée , au poignard , en chemise. J'exige seu-  
» lement qu'il dépose en main tierce , pour prix  
» du combat , le duché de Bourgogne , comme  
» je déposerai celui de Milan , et qu'il jure entre  
» les mains de sa sainteté , comme j'en fais au-  
» jourd'hui le serment solennel , que s'il sort  
» victorieux du combat , il tournera toutes  
» ses forces contre les hérétiques et les infi-  
» dèles.

» Enfin , s'il faut en venir à une guerre , et  
» je proteste de nouveau , que c'est avec une ex-  
» trême répugnance , que je propose ce troisième  
» parti , il convient du moins que ce soit la der-  
» nière ; et que l'issue en soit telle , que l'un de  
» nous deux se trouve réduit à n'être désormais  
» que le plus pauvre gentilhomme de l'Europe.  
» Autant qu'il est donné à la prudence humaine  
» de prévoir les événemens , ce malheur ne me  
» regarde pas : après nous être mesurés si sou-  
» vent , nous devons avoir appris à nous con-  
» naître : quoique j'aie été pris plusieurs fois au







» tien. Si de même j'ai assigné vingt jours pour  
» répondre, ce n'était non plus qu'une simple  
» précaution ; car j'ai calculé qu'après ce terme,  
» nos armées seraient si proches l'une de l'autre,  
» qu'il serait bien difficile de les séparer sans en  
» venir aux mains. »

Le pape applaudit à cette déclaration. Les ambassadeurs eux-mêmes parurent s'en contenter.  
« Sacrée majesté, dit Velli, il ne m'appartient  
» pas de décider quel parti prendra mon maître  
» sur la proposition du duel, il me suffit de  
» pouvoir lui mander qu'il n'est point défié, et  
» qu'il peut à son choix, l'accepter ou la rejeter, sans que son honneur soit compromis.  
» Oserais-je faire encore une prière à votre majesté ? Vous devez la justice aux particuliers  
» comme aux rois : m'avez-vous promis ou non,  
» l'investiture du duché de Milan pour le duc  
» d'Orléans ? J'ai mandé au roi, mon maître,  
» que vous me l'aviez promise : si le fait est faux,  
» je mérite une punition exemplaire. »

« Je l'ai promise, répondit Charles d'un air  
» embarrassé ; mais à des conditions qu'il est  
» impossible de remplir. »

« Si vous jugiez ces conditions impossibles,  
» repartit Velli, pourquoi donc promettiez-vous  
» ce que vous ne pouviez accorder ? »

« Une de ces conditions, dit l'empereur, était  
» le consentement de mes alliés, qui n'adopte-

• ront jamais un arrangement si préjudiciable  
• à l'Italie. »

Velli nia fermement qu'il eût jamais été question de ce prétendu consentement, et il allait développer toutes les circonstances de la négociation, lorsque l'empereur l'interrompit brusquement pour s'exhaler en reproches sur le traitement fait au duc de Savoie ; puis baissant un peu la voix, et s'adressant à l'assemblée avec un ris moqueur : « N'est-il pas bien plaisant, » dit-il, qu'il faille que ce soit moi qui prie le » roi de France de vouloir bien recevoir le Mi- » lanais pour un de ses enfans, qui, après tout, » ne me sont rien ; car quand bien même ils » seraient mes neveux, fils de ma sœur Eléo- » nore, il semble qu'on ne pourrait encore rai- » sonnablement me contester le choix de celui à » qui je voudrais donner un établissement ? »

Charles-Quint partit de Rome, peu disposé à la paix. Le cardinal Jean de Lorraine, qui traversait le Piémont, chargé des pleins pouvoirs du roi, et avait même fait consentir les généraux à une suspension d'armes, ayant joint l'empereur à Sienne, tâcha de lui faire agréer le duc d'Orléans au lieu du duc d'Angoulême ; mais Charles-Quint s'y refusa obstinément.

Cependant le cardinal Dubellay, (1) qui se

---

(1) Mém. de Dubellay.



en Provence, le 18 de juin 1538, sous la médiation du pape Paul III (1).

Ce pontife s'était rendu par mer à Nice, le 17 de mai, supportant avec courage, malgré ses vieux ans, les fatigues du voyage, dans l'espoir généreux de réconcilier les deux premiers monarques de la chrétienté. L'empereur se rendit à Villefranche, et François I<sup>er</sup> arriva à Villeneuve, le 31 de mai. Celui-ci montra de la méfiance, et dans la première entrevue qu'il eut avec le pape, il se fit escorter par un gros corps de cavalerie et six mille lansquenets. Les ambassadeurs du sénat de Venise, Cornaro et Tiepolo se portèrent auprès des deux monarques, pour faciliter l'accommodement; mais le pape y mit une activité particulière, allant visiter souvent l'empereur et le roi, et faisant aboucher en sa présence leurs ministres, pour discuter les prétentions de leurs maîtres. La reine de France, sœur de l'empereur, alla trouver celui-ci; et chacun semblait faire à l'envi, tout ce qui était nécessaire pour atteindre le but désiré, entravé par beaucoup de difficultés; car indépendamment de la principale, qui était au sujet de l'état de Milan, dont le roi demandait la remise, en ca,

---

(1) Relatione di Nicolo Tiepolo. Dumont, Corps dipl. t. IV.









La trêve fut signée de la part du roi, par le cardinal Jean de Lorraine, et le connétable Anne de Montmorenci.

Charles-Quint et François 1<sup>er</sup> eurent ensuite, le 15 de juillet, une entrevue à Aigues-Mortes en Provence. Elle se passa dans une galère. L'empereur, à la suite d'un long entretien, dit au roi : « Monsieur, les serviteurs sont bien souvent » cause que les maîtres ne s'entendent pas. Il y » a long-temps que nous serions d'accord, si » nous eussions nous-mêmes traité nos affaires » ensemble, mais vaut mieux tard que jamais. »

---



## TABLE DES TRAITÉS. 391

dre place dans le corps de l'histoire de la diplomatie, j'en indiquerai l'objet principal d'une manière succincte.

### PREMIÈRE DYNASTIE.

499. Traité d'alliance entre Clovis 1<sup>er</sup>, roi de France, et Godégisile, roi de Bourgogne, contre Gondebaud, son frère, autre roi de Bourgogne.

*Voyez Grégoire de Tours. Historia Francorum, lib. 2, cap. 32.*

500. Traité de paix entre Clovis 1<sup>er</sup> et Gondebaud, roi de Bourgogne.

*Idem.*

506. Traité d'alliance offensive entre Clovis 1<sup>er</sup> et Gondebaud, contre Alaric, roi des Wisigoths.

*Voy. Isidore de Séville. Chronica Gothorum.*

509. Traité de paix entre Clovis 1<sup>er</sup> et Théodoric, roi d'Italie.

*Voy. Procope, de Bello gotthico, lib. 1, cap. 12.*

511. Traité de partage du royaume de France entre Thierry, Clodomir, Childebert et Clotaire 1<sup>er</sup>, enfans de Clovis.

*Voy. Grégoire de Tours, lib. 3, cap. 1.*

516. Traité d'alliance entre Thierry, roi d'Aus-



565. Traité d'alliance entre Charles-le-Chauve et Lothaire , roi de Lorraine.

*Voy. Annales Bertiniani.*

568. Traité de paix et d'alliance entre Sigebert , roi d'Austrasie et les Abares.

*Voy. Grégoire de Tours , lib. 4 , cap. 29.*

568. Traité de partage des états de Caribert , roi de Paris , entre Chilperic 1<sup>er</sup> , Sigebert et Gontran , roi de Bourgogne.

*Idem , lib. 4 , 6 et 9.*

570. Traité de paix entre Sigebert et Gontran.

*Idem , lib. 4 , cap. 30.*

570. Traité de paix entre Chilperic 1<sup>er</sup> et Sigebert.

*Idem , lib. 4 , cap. 44.*

578. Traité de paix entre Chilperic 1<sup>er</sup> et Waroc , roi de la Bretagne.

*Idem , lib. 5 , cap. 27.*

581. Traité d'alliance entre Chilperic 1<sup>er</sup> et Childebert II , roi d'Austrasie.

*Idem , lib. 6 , cap. 1 et 3.*

584. Traité de paix entre Chilperic 1<sup>er</sup> , roi de Soissons , Childebert II , et Gontran , roi de Bourgogne.

*Idem , lib. 6 , cap. 32.*

584. Traité d'alliance entre Childebert II et l'empereur Maurice , contre les Lombards.

*Voy. Paul Warnefride , de Gestis Longobard. lib. 2 , cap. 32.*



*Voy.* Paul Warnefride, lib. 5, cap. 12.

597. Traité de paix perpétuelle entre Thierri II, roi de Bourgogne, et Agilulfe, roi des Lombards.

*Idem*, cap. 14.

600. Traité de paix entre Clotaire II, roi de Soissons, Théodebert II, roi d'Austrasie, et Thierri II, roi de Bourgogne.

*Voy.* Fredegair, *Chron. contin.* cap. 20.

617. Traité pour le renouvellement de la paix entre Clotaire II, seul roi de France, et Adolode, roi des Lombards, contenant rachat d'un tribut annuel payable par celui-ci.

*Idem*, cap. 45.

625. Traité de partage entre Clotaire II, et Dagobert I<sup>er</sup>, son fils, roi d'Austrasie.

*Idem*, cap. 47.

628. Traité de partage entre Dagobert I<sup>er</sup>, devenu roi de France, et Charibert, son frère.

*Idem*, cap. 57.

629. Renouvellement de paix entre Dagobert I<sup>er</sup> et l'empereur Héraclius.

*Idem*, cap. 62.

630. Traité d'accommodement entre Dagobert I<sup>er</sup> et Sisenade, roi des Wisigoths en Espagne.

*Idem*, cap. 73.

631. Traité entre Dagobert I<sup>er</sup> et les Saxons, qui sont exemptés du tribut de 500 vaches.

*Idem*, cap. 74.

639. Traité de partage des trésors de Dagobert I<sup>er</sup>,





*Voy. Frédégaire, Chron. contin. cap. 110.*

742. Traité de partage entre Carloman et Pépin, fils de Charles-Martel.

*Voy. Annales metenses.*

743. Traité de paix entre Carloman et Théodoric, duc des Saxons.

*Voy. Regino, Chron.*

747. Traité de paix entre Pépin, régent de France, et les Saxons.

*Voy. Fredeg. Chron. contin. cap. 110.*

## SECONDE DYNASTIE.

753. Traité de paix entre Pépin, roi de France, et les Saxons.

*Idem, cap. 118.*

754. Traité entre Pépin et le pape Etienne III, contre Astolphe, roi des Lombards.

*Idem, cap. 119.*

754. Traité de paix entre Pépin et Astolphe.

*Idem, cap. 120.*

760. Traité de paix entre Pépin et Waifare, duc d'Aquitaine.

*Idem, cap. 124.*

## *Sous Charlemagne.*

769. Traité d'alliance entre Charlemagne et Alcred, roi de Northumberland en Angleterre.

*Voy. Bonifac. epist. 90.*

772. Traité de paix entre Charlemagne et les Saxons.

*Voy. Annales Eginhardi.*

775. Traité de paix entre les mêmes.

*Idem.*

779. Capitulation accordée par Charlemagne aux Saxons.

*Idem.*

781. Traité entre Charlemagne et l'impératrice Irène, relativement à une promesse de mariage entre Constantin, fils de la première, et Rotrude, fille du second.

*Voy. Théophane.*

782. Traité de paix entre Charlemagne et Sigefride, roi des Danois.

*Voy. Annales Eginhardi.*

787. Traité de paix entre Charlemagne et Tassilon, duc de Bavière, qui se reconnaît pour feudataire de la France.

*Idem.*

790. Traité de paix entre Louis, roi d'Aquitaine, fils de Charlemagne, et les Sarrasins d'Espagne.

*Voy. Anonym. in vitâ Ludov. pii ; et Duchesne, Historiæ Francorum scriptores coæanei, t. II.*

795. Traité de paix entre Charlemagne et les Huns.

*Voy. Annal. Egink.*



*Sous Louis-le-Débonnaire.*

812. Nouveau traité de paix entre Charlemagne et Abulaz, calife de Cordoue.

*Voy. Eginh. annal.*

817. Diplôme de Louis-le-Débonnaire, par lequel il règle la manière dont le peuple de Rome élira son évêque ou le pape.

*Idem.*

817. Acte de partage de Louis-le-Débonnaire entre ses fils.

*Voy. Baluze, Capit. reg. franc.*

837. Nouvelle disposition de Louis-le-Débonnaire, pour le partage de ses états entre ses fils.

A Quierzi.

*Idem, t. II, et Annal. Bertin.*

*Sous Charles-le-Chauve.*

842. Traité d'alliance entre Charles II, dit le Chauve, roi de France, et Louis, roi de Germanie, contre l'empereur Lothaire.

A Strasbourg, 14 février.

*Voy. Nithard, de dissentionibus filior.*

*Ludov. pii.*

843. Traité de paix entre Charles-le-Chauve, Louis de Germanie, et l'empereur Lothaire.

A Verdun, le 15 juin.

*Idem.*

845. Traité de paix entre Charles-le-Chauve et les Normands, qui reçoivent une somme de cinq mille livres d'argent.

*Voy. Annal. Bertin.*

846. Traité de paix entre Charles-le-Chauve et Nomenoi, duc de Bretagne.

*Idem.*

847. Traité de paix entre Charles-le-Chauve, Louis de Germanie, et l'empereur Lothaire.

*Voy. Baluze, Capit. reg. franc.*

847. Traité de paix entre Charles-le-Chauve et Abdirham, roi des Sarrasins de Cordoue en Espagne.

*Voy. Annal. Bertin.*

851. Assemblée dans laquelle Charles-le-Chauve, Lothaire et Louis-le-Germanique règlent la forme de gouvernement de leurs états.

A Marsne, près Maestricht.

*Idem.*

860. Formule de la paix entre Charles-le-Chauve, Louis de Germanie, Lothaire, roi de Lorraine, et Charles, duc de Bourgogne et de Provence.

*Voy. Goldast. Constit. imper.*

867. Traité d'accommodement entre Charles-le-Chauve et Salomon, duc de Bretagne.

*Idem.*

870. Traité de paix entre Charles-le-Chauve et Louis de Germanie.

A Aix-la-Chapelle, 6 de mars.

*Idem.*

870. Traité entre les mêmes, pour le partage du royaume de Lorraine.

*Idem.*

*Sous Louis-le-Bègue.*

879. Traité de paix entre Louis-le-Bègue, roi de France, et Louis, roi de Germanie.

A Foron, entre Aix-la-Chapelle et Maestricht.

*Voy. Goldast., Constit. imper.*

880. Traité de paix entre les rois Louis et Carloman, et le roi de Germanie.

*Voy. Annal. Bertin.*

880. Traité de partage entre les rois Louis et Carloman.

*Idem.*

884. Traité de paix entre Carloman et les Normands.

*Voy. Annal. metens.*

884. Traité de paix entre Charles III, dit le Gros, et les Normands.

*Idem.*

887. Traité de paix entre Charles-le-Gros et les Normands.

*Voy. Gesta Normann. Duchesne, t. II.*

889. Traité de paix entre le roi Eudes et les Normands.

*Voy. Annales fuldenses.*

899. Traité de paix entre Charles IV, dit le Simple, et les Normands.

*Voy. Dudo, de morib. et actis. Norman-  
nor., lib. 2.*

912. Traité de paix entre Charles-le-Simple et Rollon, chef des Normands.

A Saint-Clair-sur-Epte.

*Voy. Gesta Normann., Duchesne, t. II.*

926. Traité de paix entre Charles-le-Simple et l'empereur Henri I<sup>er</sup>, dit l'Oiseleur.

*Voy. Aubert Lemire, Cod. donat. piar.,  
cap. 27.*

933. Traité de paix entre le roi Raoul et le comte de Vermandois.

*Voy. Frodoard. Chronic.*

942. Traité de paix entre Louis-d'Outremer et Hugues-le-Grand, duc de France.

*Idem.*

945. Traité de paix entre Louis-d'Outremer et le duc de Normandie.

*Voy. Dudo, lib. 3.*

950. Traité de paix entre Louis d'Outremer et Hugues-le-Grand.

*Voy. Frodoard. Chronic.*

## TROISIÈME DYNASTIE.

1047. Traité entre Henri 1<sup>er</sup> et Guillaume-le-Bâtard, duc de Normandie.

*Voy.* Guillaume de Jumieges, *hist. Normann.*, lib. 6. et Duchesne, *script. Normann.*

1059. Traité de paix entre les mêmes.

*Idem.*

1097. Traité de paix entre Philippe 1<sup>er</sup> et Guillaume, roi d'Angleterre.

*Voy.* Ordericus, lib. 10.

*Sous Louis-le-Gros. .*

1109. Traité de paix entre Louis-le-Gros et Henri 1<sup>er</sup>, roi d'Angleterre.

*Voy.* Joann. Bromton, *Chronic.*

1113. Traité de paix entre les mêmes.

*Voy.* Guillel. Malmesb.

1120. Traité de paix entre les mêmes.

*Voy.* Suger. *vit. Ludov. Grossi.*

1124. Traité de paix entre les mêmes.

*Idem.*

1129. Traité de paix entre les mêmes.

*Voy.* Joann. Bromton, *Chronic.*



*Sous Louis-le-Jeune.*

1147. Traité d'amitié entre Louis-le-Jeune et Giesla, roi de Hongrie.

*Voy.* Odo de Diog., lib. 2.

1153. Traité de paix entre Louis-le-Jeune et Etienne, roi d'Angleterre.

*Voy.* Guill. de Nangis, *Chronic.*

1159. Traité de paix entre Louis-le-Jeune et Henri II, roi d'Angleterre.

*Voy.* Roger de Hoveden.

1166. Renouvellement des traités de paix et d'amitié entre Louis-le-Jeune et Henri II, roi d'Angleterre. •

*Voy.* Roger de Hoveden.

1169. Traité de paix entre les mêmes.

*Voy.* Robert de Monte, *Chronic.*

1177. Traité de paix entre Louis-le-Jeune et Henri II, roi d'Angleterre.

A Nonancourt, 25 de septembre.

*Voy.* Roger de Hoveden.

1174. Traité de paix entre Louis VII, dit le jeune, et Henri II. •

Près de Tours, 11 d'octobre.

*Voy. Angl. hist. script.* de Roger Twisden.

1177. Traité d'alliance entre les mêmes, en vue de se croiser pour la Terre-Sainte.

25 de septembre.

*Idem.*

*Sous Philippe-Auguste.*

1180. Traité d'amitié entre Philippe II, dit Auguste, et Henri II, roi d'Angleterre.

Entre Trie et Gisors.

*Voy.* Rymer, *Fædera, convent.*, t. I.

1189. Convention entre Philippe-Auguste et Richard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, par laquelle celui-ci est dégagé de la promesse d'épouser Alix de France.

*Idem.* •

1189. Convention entre les mêmes, touchant l'expédition de la Terre-Sainte, à entreprendre en commun.

*Idem.*

1191. Traité entre les mêmes, pour être exécuté après leur retour de la Terre-Sainte.

A Messine . . . . . mars.

*Idem.*

1193. Convention entre Philippe-Auguste et Jean, frère du roi d'Angleterre, pour le partage de plusieurs terres.

*Voy.* Leibnitz, *Codex juris gent. dipl.*

1195. Traité de paix entre les mêmes.

A Issoudun, 5 de décembre.

*Voy.* Rymer, t. I.

1198. Trêve de cinq ans entre les mêmes.

*Voy.* Roger de Hoveden.

1198. Traité d'alliance entre Philippe-Auguste et Philippe, roi des Romains.

*Voy. Leibnitz, Cod. diplom.*

1199. Traité de paix entre Philippe-Auguste et Baudoin, comte de Flandre.

A Péronne . . . . . janvier.

*Voy. Leibnitz, Mantis. cod. jur. gent.*

1200. Traité de paix entre Philippe-Auguste et Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, par lequel celui-ci cède à Philippe le comté d'Evreux, et à Louis, fils de Philippe, plusieurs fiefs, en considération de son prochain mariage avec Blanche de Castille, sa nièce.

A Galetton, 22 de mai.

*Voy. Rymer, t. I.*

1206. Trêve entre Philippe-Auguste et Jean-sans Terre, roi d'Angleterre.

A Thouars, 26 d'octobre.

*Idem.*

1211. Traité entre Louis, fils de Philippe-Auguste, et Ferrand, comte de Flandre, par lequel celui-ci remet au premier, Saint-Omer et Aire.

*Voy. Oudergeest, chron. de Flandre.*

1214. Trêve de cinq ans entre la France et l'Angleterre.

A Chinon, 18 de septembre.

*Voy. Rymer, t. I.*

1217. Traité de paix entre Louis, fils de Philippe-Auguste, et Henri III, roi d'Angle-



promet de réparer les pertes occasionnées aux églises, et consent à donner sa fille à un des frères du roi, pour être son héritier, etc.

A Paris, 12 d'avril.

*Voy.* Hist. génér. du Languedoc, t. III.

1231. Trêve de trois ans entre Louis ix et le duc de Bretagne.

A Saint-Aubin, . . . . . juillet.

1232. Traité d'alliance entre Louis ix et l'empereur Frédéric II, par lequel celui-ci s'engage à ne point faire d'alliance avec le roi d'Angleterre, sans le consentement du roi de France.

A Portenau, . . . . . mai.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. dipl.*

1234. Traité de paix entre Louis ix et Pierre, duc de Bretagne.

*Voy.* Matth. Paris.

1235. Trêve pour cinq ans entre les rois de France et d'Angleterre.

. . . . . 3 de février.

*Voy.* Rymer, t. I.

1237. Confirmation par Louis ix, de la cession faite de l'Artois à Robert son frère, par Louis VIII, son père.

A Compiègne, . . . . . juin.

*Voy.* Aubert le Mire, *Cod. donat. piarum*, cap 4.

1243. Trêve de cinq années entre Louis ix et Henri III.

..... 12 de mars.

*Voy.* Rymer, t. I.

1255. Renouvellement de la trêve entre la France et l'Angleterre.

..... juillet.

*Voy.* Rymer, t. I.

1256. Traité de paix entre Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainault, et Florent, régent de Hollande, par l'entremise de Louis ix.

• *Voy.* Ondergheest, chroniq. de Flandre.

1258. Traité entre Louis ix et Jacques 1<sup>er</sup>, roi d'Arragon, par lequel le premier renonce à ses droits sur le comté de Barcelonne, et le second à ceux qu'il avait sur Carcassonne, Albi, Béziers, Toulouse, etc. (1).

A Barcelonne, 15 d'avril.

*Voy.* Rousset, supplém., t. I.

1258. Traité de paix entre Louis ix et Richard, roi des Romains, au sujet des domaines qui appartenaient à Richard, en vertu de la succession de son père, Henri III, roi d'Angleterre.

*Voy.* Supplém. au corps diplom., par Rousset, t. I.

---

(1) *Nota.* Rousset met ce traité, par erreur, en 1280.

1259. Traité de paix entre Louis ix et Henri iii, roi d'Angleterre, concernant la restitution par le premier, de plusieurs provinces, et diverses renonciations par le second.

A Paris, .13 d'octobre.

*Voy. Leibnitz, Cod. dipl.*

1268. Convention entre Louis xi et la république de Venise, pour le transport de l'armée du roi, par mer, à Tunis.

*Voy. Leibnitz, Cod. diplom.*

1269. Donation du comté de Clermont et autres terres, faite par Louis ix à son fils Robert, pour les tenir en fief de la couronne, et à charge de reversion, en cas d'extinction de la ligne directe.

A Paris, . . . . . mars.

*Voy. Martenes, Thesaurus novus anecdotorum, t. I.*

*Sous Philippe-le-Hardi.*

1270. Trêve entre Philippe-le-Hardi et le roi de Tunis.

*Voy. Guillaume de Nangis.*

1277. Transaction passée par la médiation de Philippe-le-Hardi, entre Robert, duc de Bourgogne, d'une part, et le comte et la comtesse de Nevers, pour les prétentions de ceux-ci sur le duché de Bourgogne.

A Paris, . . . . . février.

*Voy. Dumont, t. I.*





Sanche iv, roi de Castille, contre le roi d'Arragon.

*Voy.* Mariana, histoire d'Espagne, t. III.

1294. Traité entre Philippe-le-Bel et Sanche iv, roi de Castille, concernant le mariage de Ferdinand, fils du second avec Marguerite, fille de Philippe-le-Bel.

*Voy.* Trésor des Chartes, suppl., mél.

1295. Traité d'alliance entre Philippe-le-Bel et Jean Baillol, roi d'Ecosse, contre le roi d'Angleterre,

..... 5 de juillet.

*Voy.* Roger Twisden, *Histor. anglie. script.*

1295. Alliance perpétuelle entre Philippe-le-Bel et Henri d'Avesnes, comte de Hainault, contre le comte de Flandre.

..... mai.

*Voy.* Dumont, t. I.

1295. Traité d'alliance offensive entre Philippe-le-Bel et Florent v, comte de Hollande

..... décembre.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. diplom.*

1295. Traité d'alliance entre Philippe-le-Bel et Eric viii, roi de Norwège, par lequel celui-ci promet de fournir contre l'Angleterre, moyennant un subside de trente mille liv. sterl., deux cents galères, et cent

grands navires équipés, portant cinquante mille soldats (1).

A Paris, 22 d'octobre.

*Voy.* Trésor des Chartes, t. VII, carton Norwège.

1295. Traité d'alliance et de subside entre Philippe-le-Bel et Albert, duc d'Autriche, fils de Rodolphe, roi des Romains.

*Voy.* Daniel, hist. de France, t. V.

1296. Lettres de Boniface VIII à Philippe-le-Bel, où il lui dit qu'il consent à ce que la paix se traite à Rome sous ses yeux.

*Voy.* Dumont, t. I.

1296. Autre lettre de Boniface à Philippe-le-Bel, pour le même objet.

A Anagni, 17 de novembre.

*Idem,*

1296. Bulle de Boniface VIII, adressée à Philippe-le-Bel, dans laquelle il élève une multitude de prétentions contre l'autorité du roi, sur les gens d'église et leurs biens, menaçant ce prince de le punir s'il ne se soumet à ses volontés.

A Anagni, 21 de septembre.

(1) Il paraît, par une quittance qui est au Trésor des Chartes, qu'il fut payé par Philippe-le-Bel un premier terme de 6000 marcs, en acquittement du subside; néanmoins aucun fait historique n'indique que ce traité ait eu son effet de la part du roi de Norwège.

1296. Réponse de Philippe-le-Bel à cette bulle.

*Voy.* Bailly, hist. du différend de Boniface VIII.

1297. Alliance perpétuelle entre Philippe-le-Bel et Henri d'Avesnes, comte de Hainault, contre le comte de Flandre.

A Pont-Saint-Maixent.

*Voy.* Martenes, *Thesaur. novus anecdotor.*, t. I<sup>er</sup>.

1297. Lettre des légats de Boniface VIII, concernant la trêve prescrite par Boniface VIII, entre Philippe-le-Bel et le roi d'Angleterre, et protestation de Philippe-le-Bel contre cette injonction.

..... mai.

*Voy.* Leihnitz, *Cod. dipl.*

1297. Lettre de Boniface VIII à Philippe-le-Bel, dans laquelle il dit que, puisque ses légats n'ont pas pu parvenir à la paix entre les rois de France et d'Angleterre, il entend qu'ils lui envoient des ambassadeurs pour traiter à Rome sous ses yeux.

..... 17 de novembre.

*Voy.* Dumont, t. I.

1297. Trêve entre Philippe-le-Bel et Edouard IV.

A Tournai, ..... janvier.

*Idem.* .....

1298. Acte de ratification de Philippe-le-Bel et de son frère Charles, comte de Valois, du



commençant par ces mots : *Sciat tua maxima fatuitas*, etc.

A Paris.....

*Idem.*

1302. Prolongation de la trêve entre Philippe-le-Bel et Edouard iv.

A Paris, le 5 de mars.

*Voy.* Dumont t, t. I.

1302. Lettres par lesquelles Philippe-le-Bel rejette l'intervention de Boniface viii comme suspecte, et s'oppose à ce que ce pape concoure à l'œuvre de la paix.

A Vincennes, le 8 de novembre.

*Idem.*

1303. Traité de paix entre Philippe-le-Bel et Edouard, roi d'Angleterre, par lequel celui-ci est reçu duc de Guyenne et pair de France, à la charge d'hommage envers le roi, par lui-même ou par son fils.

A Paris, le 20 de mai.

*Voy.* Dumont, t. I.

1303. Alliance défensive entre Philippe-le-Bel et Edouard, roi d'Angleterre, excepté contre l'église, Albert, roi d'Allemagne, et le comte de Hainault.

Paris, le 20 de mai.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. diplom.*

1303. Bulle d'excommunication lancée par Boniface viii contre Philippe-le-Bel, par la-

quelle il délie les sujets du roi du serment de fidélité.

A Rome, le 8 de septembre.

*Idem.*

1304. Révocation par le pape Benoît xi, de tout ce qui a été fait par Boniface viii contre Philippe-le-Bel et son royaume.

*Voy.* Dumont, t. I.

1304. Traité de paix entre Philippe-le-Bel et les Flamands.

*Idem.*

1305. Traité de paix entre Philippe-le-Bel et Robert de Béthune, comte de Flandre.

..... Juin.

*Idem.*

1309. Traité entre Philippe de Béthune et Robert, comte de Flandre, par lequel quelques articles du précédent traité sont modifiés.

..... Mai.

*Idem.*

1310. Traité d'alliance perpétuelle entre Philippe le-Bel et Henri vii, roi des Romains, par lequel ils conviennent, qu'en cas qu'il survienne entr'eux quelque différend, ils nommeront chacun six seigneurs de leurs états, et six prud'hommes pour examiner ces différends.

A Livri, le 23 de janvier.

*Voy.* Trésor des Chartes, Inv., t. VII.

1314. Lettre de Philippe-le-Bel à Edouard II, touchant la marque (*stapula*) des étoffes.

..... Juin.

*Voy.* Rymer, t. III.

*Sous Louis X.*

1315. Arrêt donné par Louis X, surnommé le *Hutin*, contre Robert, comte de Flandre, pour délits contre le roi et sa justice.

..... le 23 de juin.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. dipl.*

1315. Second arrêt de Louis X contre Robert, comte de Flandre.

..... le 14 de juillet.

*Idem.*

1315. Lettres de Louis X à Edouard II, roi d'Angleterre, par laquelle il le prie de faire arrêter tous les Flamands qui se trouveraient dans ses états, avec saisie de leurs biens.

A Créci, le 18 de juillet.

*Voy.* Rymer, t. III.

1315. Traité entre Louis X et la noblesse d'Artois.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. dipl.*

1315. Traité par l'entremise de Louis X, entre Mahaud, comtesse d'Artois, et la noblesse de ce pays.

..... Décembre.

*Idem.*

LE DUC DE BOURGOGNE

1. Le duc de Bourgogne, Philippe le Long, a été élu roi de France en 1316, après la mort de Louis X, sans héritier mâle. Il a régné pendant six ans, jusqu'à sa mort en 1322.

LE DUC DE BOURGOGNE

2. Le duc de Bourgogne, Philippe le Long, a été élu roi de France en 1316, après la mort de Louis X, sans héritier mâle. Il a régné pendant six ans, jusqu'à sa mort en 1322.

LE DUC DE BOURGOGNE

1316

3. Le duc de Bourgogne, Philippe le Long, a été élu roi de France en 1316, après la mort de Louis X, sans héritier mâle. Il a régné pendant six ans, jusqu'à sa mort en 1322.

1316

4. Le duc de Bourgogne, Philippe le Long, a été élu roi de France en 1316, après la mort de Louis X, sans héritier mâle. Il a régné pendant six ans, jusqu'à sa mort en 1322.

... de la suite.

1316

5. Le duc de Bourgogne, Philippe le Long, a été élu roi de France en 1316, après la mort de Louis X, sans héritier mâle. Il a régné pendant six ans, jusqu'à sa mort en 1322.



an , une somme de trente mille livres pour servir de dot à Marguerite ;

Les Flamands s'engageaient aussi à ne point secourir Robert , ni ses successeurs , dans le cas qu'ils violeraient la paix ; et le comte de Flandre à remettre au roi , Lille , Douai et Béthune.

A Paris , le 5 de mai.

*Voy.* Oudergeesth , Chron. de Flandre.

*Sous Charles-le-Bel.*

1324. Prorogation de la trêve entre Charles-le-Bel et le roi d'Angleterre , Edouard II , jusqu'après la quinzaine de Pentecôte.

A Poissy , le 31 de mars.

*Voy.* Dumont , t. I.

1324. Trêve entre Charles-le-Bel et Edouard II.

A la Réole , le 22 de septembre.

*Idem.*

1325. Prorogation de la trêve entre les mêmes , pour un mois.

A Fontainebleau , le 26 de mai.

*Voy.* Leibnitz , *Cod. dipl.*

1325. Traité de paix entre Charles-le-Bel et Edouard II.

A Paris , le 31 de mai.

*Voy.* Rymer , t. IV,

1325. Lettres-patentes de Charles-le-Bel , par lesquelles il déclare se prêter a recevoir



1330. Traité d'accommodement entre Philippe de Valois et Edouard III.

A Vincennes, le 1<sup>er</sup> de mai.

*Voy.* Rymer, t. IV.

1331. Second traité d'accommodement entre Philippe de Valois et Edouard III.

*Voy.* Rapin-Thoyras, t. III.

1331. Lettres de Philippe de Valois à Edouard III, touchant la forme de l'hommage que celui-ci doit lui rendre.

A Saint-Christophe, le 13 d'avril.

*Voy.* Dumont, t. I.

1332. Compromis entre l'archevêque de Cologne, l'évêque de Liège, les comtes de Luxembourg, de Gueldre, de Juliers et de Namur, d'une part, et le duc de Brabant, d'autre part, par lequel ils soumettent leurs différends à Philippe de Valois.

A Compiègne, le 20 de juin.

*Idem.*

1334. Traité de paix sous la médiation de Philippe de Valois, entre le roi de Bohême, l'archevêque de Cologne, l'évêque de Liège, les comtes de Flandre, de Hainault, de Gueldre, de Juliers, de Soissons, de Looz, de Zélande, de Namur, et autres, d'une part, et le duc de Brabant, de l'autre.

A Amiens, le 27 d'août.

*Idem.*

1334. Cession à Philippe de Valois de la ville et comté de Lucques , par Jean , roi de Bohême et de Pologne , pour 1,800,000 florins.

A Vincennes. . . . . octobre.

*Voy. Leibnitz, Cod. dipl.*

1335. Traité entre Philippe de Valois et le roi et la reine de Navarre , par lequel ceux-ci remettent à Philippe de Valois leurs droits sur les comtés de Champagne et de Brie , en échange des comtés de Mortain et d'Angoulême.

*Voy. Invent. du Trésor des Chartes, t. II.*

1336. Traité d'alliance entre Philippe de Valois et l'empereur Louis de Bavière.

A Louvres près Paris, le 23 de décembre.

*Voy. Leibnitz, Cod. dipl.*

1337. Trêve entre Philippe de Valois et Edouard, depuis le 24 décembre jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1338, par l'entremise des légats du pape.

*Voy. Rymer, t. IV.*

1338. Traité de prolongation de trêve entre les mêmes, par l'entremise du roi de Bohême, de l'évêque de Liège , du duc de Lorraine et du comte de Savoie , jusqu'au 24 de juin.

*Voy. Dumont, t. I.*

1338. Sentence arbitrale de Philippe de Valois,

qui rétablit la paix entre Raoul , duc de Lorraine , et Henri , comte de Bar.

..... le 15 de juin.

*Idem.*

1340. Lettre d'Edouard III à Philippe de Valois , par laquelle il l'appelle à un combat singulier.

A Chyn , le 26 de juillet.

*Voy.* Rymer , t. V.

1340. Réponse de Philippe de Valois à ce défi.

Au camp de St.-André , le 30 de juillet.

*Idem.*

1340. Traité de trêve d'un an entre Edouard III et Philippe de Valois.

..... le 20 de septembre.

*Idem.*

1341. Promesse de l'empereur Louis de Bavière à Philippe de Valois.

• A Wilsfosen , le 24 de janvier.

*Voy.* Dumont , t. I.

1343. Traité et pacte de succession entre Philippe de Valois et Humbert , dauphin viennois , par lequel celui-ci cède au premier , par donation entre-vifs et irrévocable , ses états de Dauphiné , avec le duché de Champ-sour , le Briançonnais , le marquisat de Césane , le Viennois , etc.

A Vincennes , le 23 d'avril.

*Voy.* Trésor des Chartes , Invent. t. III.



Valois et Edouard III, par la médiation du pape.

A Calais, le 28 de septembre.

*Voy.* Rymer, t. V.

1348. Trêve entre les mêmes.

Près de Calais, le 8 de novembre.

*Idem.*

1250. Trêve entre les mêmes.

Au camp près de Calais, le 13 de juin.

*Voy.* Dumont, t. I.

*Sous le règne de Jean II.*

1351. Traité entre Jean II, roi de France, et Pierre, roi de Castille, pour le mariage de ce dernier avec Blanche de Bourbon, cousine du roi Jean.

..... le 10 de juin.

*Voy.* Trésor des Chartes. Supplément, Mélanges.

1351. Traité entre Jean II, au nom du dauphin, son fils, et Amé VI, comte de Savoie, lequel porte, que le roi de France, ni le dauphin et leurs successeurs; ne pourront acquérir aucune terre en Savoie, ni le comte de Savoie en Dauphiné.

A Villeneuve-les-Avignon, le 27 d'octobre.

*Voy.* Guichenon, Hist. gén. de Savoie.

1353. Traité d'accommodement entre Jean II

et Charles-le-Mauvais , roi de Navarre.  
A Mantes , le 22 de février.

*Voy.* Froissard.

1355. Traité entre Jean II et l'empereur Charles IV comme roi de Bohême , par lequel ce dernier promet au roi de France , secours contre ses ennemis.

A Paris , . . . . mai.

*Voy.* Dumont , t. I.

1355. Traité entre Jean II et l'empereur Charles IV , roi de Bohême , par lequel les villes de Vienne et de Cambrai , le Dauphiné et le comté de Bourgogne sont reconnus fiefs de l'Empire.

*Idem.*

1356. Traité et échanges faits entre Jean II , le dauphin , son fils , et Amé VI , comte de Savoie.

A Paris , le 5 de janvier.

*Voy.* Guichenon , Hist. gén. de Savoie.

1356. Traité entre Jean II et l'empereur Charles IV , roi de Bohême , par lequel le premier promet au second , amitié et secours contre tous ses ennemis.

A Metz , . . . . décembre.

*Voy.* Dumont , t. I.

1360. Trêve entre la France et l'Angleterre.

A Chartres , le 7 de mai.

*Voy.* Rymer , t. VI.



1360. Traité de paix (1) entre les mêmes.

A Brétigny, le 8 de mai.

*Idem.*

*Voy.* Rymer, t. VI.

1360. Traité d'alliance entre Jean II et Edouard III.

A Boulogne, le 26 d'octobre.

*Idem.*

1360. Traité de paix entre Jean II et Charles II,  
dit le Mauvais, roi de Navarre

A Saint-Denis, le 12 de décembre.

*Voy.* Martenes, *Thesaurus anecdotorum*, t. I.

1363. Donation du duché de Bourgogne par  
Jean II, à Philippe, son quatrième fils,  
créé pair de France.

..... le 6 de septembre.

*Voy.* Dumont, t. II. •

*Sous Charles V.*

1365. Traité de paix entre Charles V et Charles  
le-Mauvais, roi de Navarre.

A Saint-Denis, le 6 de mars.

*Voy.* Trésor des Chartes.

1365. Traité de paix sous la médiation de Char-

---

(1) *Nota.* Il fut fait divers actes, et délivré plusieurs lettres à la suite de ce traité, lesquels sont datés soit de Calais, soit de Boulogne, et qui en sont la confirmation; mais ces pièces sont trop peu importantes pour être rapportées ici.

les v, entre le comte de Montfort et la comtesse de Blois.

A Guérande, la veille de Pâques.

*Voy.* d'Argentré, *Hist.* de Bretagne.

1366. Convention entre la France et l'Angleterre, pour mettre l'affaire de Belleville en arbitrage.

..... le 30 de janvier.

*Voy.* Rymer, t. IV.

1368. Traité de ligue offensive entre Charles v et Henri II, dit le Magnifique, roi de Castille, contre l'Angleterre.

A Tolède, le 20 de novembre.

*Voy.* Rymer, t. VI.

1370. Déclaration de Charles v, confisquant sur Edouard III et sur le prince de Galles, le duché de Guyenne.

A Vincennes, le 14 de mai.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. dipl.*

1371. Traité d'alliance offensive entre Charles v et Robert Stuart, roi d'Ecosse, contre l'Angleterre.

A Edimbourg, le 28 d'octobre.

*Voy.* Rymer, t. VI.

1374. Traité de mariage entre Louis de France, fils de Charles v, et Catherine, fille de Louis I<sup>er</sup>, roi de Hongrie et de Pologne, avec promesse de la part de Charles v,

d'assister le roi de Hongrie pour recouvrer le royaume de Sicile.

A Bude , le 16 d'avril.

*Voy.* Trésor des Charles , Invent. , t. VI.

1375. Trêve d'un an entre Charles v et Edouard III.

A Bruges , le 27 de juin.

*Voy.* Rymer , t. VII.

1376. Prolongation de la trêve jusqu'au 1<sup>er</sup> d'avril 1377.

*Idem.*

1379. Traité de mariage entre Catherine , fille de Charles v , et Robert , fils du duc de Bavière et comte Palatin.

A Francfort , le 20 de février.

Leibnitz , *Cod. dipl.*

1380. Traité de paix entre Charles v. et Jean IV , duc de Bretagne.

A Vincennes , le 15 de janvier.

*Voy.* Lobineau , Hist. de Bretagne , t. I.

1380. Renouvellement de l'alliance de 1310 , entre la France et l'empereur d'Allemagne.

*Voy.* Trésor des Chartes , Invent. , t. VI.

*Sous Charles VI.*

1380. Renouvellement d'alliance entre la France et la Castille.

A Paris . . . . .

Rymer , t. III.

1381. Traité de paix entre Charles v et Jean , duc de Bretagne.

A Vincennes, le 15 de janvier.

*Voy.* Trésor des Chartes. Invent., t. III.

1383. Trêve entre la France et l'Angleterre.

.....le 26 de janvier.

*Idem.*

1384. Trêve de six mois entre les mêmes.

A Lelingham.....

*Idem.*

1387. Traité d'alliance entre Charles vi et Jean, roi de Castille, pour que celui-ci arme contre les Anglais une flotte de galères, en acquittement des cent mille écus qu'il devait au roi de France.

A Noyon, le 11 de décembre.

*Voy.* Trésor des Chart. Suppl. Mélang.

1389. Trêve entre Charles vi et Richard II, roi d'Angleterre, depuis le 18 juin 1389, jusqu'en octobre 1392.

*Voy.* Rymer, t. III.

1391. Traité d'accommodement entre Charles vi et le duc de Bretagne.

A Tours.....

*Voy.* Chronique de Saint-Denis.

1395. Trêve d'un an entre la France et l'Angleterre.

A Lelingham.....

*Voy.* Rymer, t. III.

1395. Traité d'alliance entre Charles vi et Ga-  
leas, duc de Milan.

A Paris, le 31 d'août.

*Voy. Leibnitz, Cod. dipl.*

1396. Traité de trêve de 28 ans entre la France  
et l'Angleterre.

A Paris, le 9 de mars.

*Voy. Rymer, t. III.*

1396. Traité entre Charles vi et Richard II, pour  
le mariage de celui-ci avec Isabelle de  
France.

A Paris, le 11 de mars.

1403. Renouvellement de la trêve entre Char-  
les vi et Henri iv, roi d'Angleterre.

A Lelingham, le 27 de juin.

*Voy. Rymer, t. IV.*

1404. Traité entre Charles vi et le seigneur de  
Pise.

.....le 15 d'avril.

*Voy. Leibnitz, Cod. dipl.*

1408. Trêve par mer entre la France et l'Angle-  
terre.

*Voy. Rymer, t. IV.*

1408. Traité d'alliance entre Charles vi et le roi  
de Castille, contre l'Angleterre.

.....le 7 de décembre.

*Idem.*

1412. Traité d'alliance entre Henri iv, roi d'An-  
gleterre, et les princes français confédérés,



*Voy.* Rymer, t. IV.

1419. Convention pour une entrevue entre Charles vi, et Henri v.

A Vernon-sur-Seine, le 7 d'avril.

*Idem.*

1419. Traité de paix entre Charles, dauphin de France, et Jean, duc de Bourgogne.

A Ponceau près Poilly, le 11 de juillet.

*Voy.* Chronique de Monstrelet, t. I.

1419. Trêve entre Charles vi et Henri v.

A Rouen, le 24 de décembre.

*Voy.* Rymer, t. IV.

1420. Traité entre Charles vi et Henri v, contenant le mariage du second avec Catherine de France, et la translation du royaume de France au roi d'Angleterre.

A Troyes, le 21 de mai.

*Idem.*

*Sous Charles VII.*

1424. Traité d'alliance entre Charles vii et Philippe-Marie, duc de Milan.

le 17 de février.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. dipl.*

1428. Traité entre Charles vii et Jacques I<sup>er</sup>, roi d'Ecosse, pour le mariage de Marguerite, fille du second, avec Louis, dauphin.

A Chinon, le 30 d'octobre.

*Voy.* Dumont t. II.





1444. Traité d'alliance entre Charles VII et Frédéric, électeur de Saxe, et Guillaume, duc de Saxe.

A Nanci, le 28 de février.

*Voy.* Leibnitz, *Cod. dipl.*

1444. Lettres d'abolition accordées par Charles VII à la république de Gènes.

A Tours, . . . . . juillet.

*Voy.* Léonard, t. I.

1444. Sentence arbitrale rendue par Charles VII pour la paix entre René, duc d'Anjou, et de Bar, roi de Jérusalem et de Sicile, et Antoine, comte de Vaudemont, par laquelle le duché de Lorraine est adjugé au duc René, et le comté de Vaudemont au comte Antoine.

A Reims, le 28 de mars.

*Voy.* Dumont, t. III.

1444. Trêve de deux ans entre la France et l'Angleterre.

A Tours, le 28 de mai.

*Voy.* Rymer, t. XI.

1444. Traité de paix entre Louis, dauphin, et quelques Cantons suisses.

A Ensisheim, le 28 d'octobre.

*Voy.* Léonard, t. II.

1445. Traité entre Louis, dauphin, et Louis, duc de Savoie, touchant les comtés de

Valentinois et de Diois , et l'hommage du  
Faucigny.

A Bayonne , le 3 d'avril.

*Voy.* Dumont , t. III.

1445. Ratification du précédent traité , par  
Charles VII.

A Chinon , . . . . . avril.

*Idem.*

1446. Prorogation de la trêve entre la France et  
l'Angleterre.

*Voy.* Rymer , t. V.

1446. Transaction entre Charles VII et Henri VI,  
touchant leurs prétentions sur plusieurs  
terres.

A Jusiers entre Mantes et Meulan , le  
15 de décembre.

*Voy.* Léonard , t. I.

1448. Lettres de Charles VII , par lesquelles il  
accorde à Philippe-le-Bon , duc de Bour-  
gogne , la permission de prendre le titre  
de *par la grace de Dieu*.

A Tours , le 28 de janvier.

*Idem.*

1448. Prorogation pour deux ans , de la trêve  
entre la France et l'Angleterre.

. . . . . le 11 de mars.

*Voy.* Rymer , t. V.

1449. Traité d'alliance entre Charles VII et le

duc de Bretagne , contre l'Angleterre.

..... le 17 de juin.

*Voy.* Léonard , t. I.

1451. Contrat de mariage de Louis , dauphin , depuis Louis XI , avec Charlotte de Savoie.

A Genève , le 14 de janvier.

*Idem.*

1452. Acte de ratification donné par les Cantons suisses , de leur alliance avec Charles VII.

..... le 8 de novembre.

*Voy.* Dumont , t. III.

1453. Lettres de confirmation de cette alliance , données par Charles VII.

..... le 4 d'avril.

*Idem.*

1456. Traité d'alliance entre Charles VII et Christiern 1<sup>er</sup> , roi de Danemarck.

A Cologne , le 27 de mai.

*Idem.*

1456. Traité entre Charles VII et le duc de Bourgogne , au sujet du dauphin retiré sur ses terres.

..... juillet.

*Idem.*

1458. Convention entre les commissaires de Charles VII et la ville de Gènes , par laquelle la souveraineté de cette ville , précédemment



*Voy.* Collection des conciles de Labbe ,  
t. XIV.

1462. Traité d'alliance entre Louis XI et Jean II ,  
roi d'Arragon.

A Sauveterre , le 3 de mai.

*Voy.* Trésor des Chart. , Supplém. Mé-  
langes.

1462. Traité entre Louis XI et Jean II , roi d'Ar-  
ragon , par lequel celui-ci engage au pre-  
mier, la Cerdagne et le Roussillon , moyen-  
nant le prêt d'une somme de deux cent  
mille écus d'or.

A Saragosse , le 23 de mai.

*Voy.* Trésor des Chart. , Supplém. Mé-  
langes.

1463. Renouvellement du traité d'amitié entre  
la France et les Cantons suisses.

A Abbeville , le 27 de novembre,

*Voy.* Leibnitz, *Cod. diplom.*

1464. Acte d'investiture de la ville de Savone et  
du territoire de Gènes , au duc et à la du-  
chesse de Milan , au nom de Louis XI.

A Savone , le 7 de février.

*Voy.* Dumont, t. III.

1464. Renouvellement de l'alliance entre Louis XI  
et Georges , roi de Bohême.

..... le 18 de juillet.

*Idem.*

1465. Traité d'alliance entre Louis XI et le mar-

quis de Bade, régent du pays de Liège,  
contre le comte de Charolais.

A Tours, le 21 de juillet.

*Idem.*

1465. Traité de paix entre Louis XI et le comte  
de Charolais, et autres princes formant la  
ligue du bien public.

A Conflans, près Paris.

..... le 5 d'octobre.

*Voy.* Léonard, t. I.

1465. Traité de Paix fait entre Louis XI, d'une  
part, et les ducs de Normandie, de Bre-  
tagne, de Calabre, de Lorraine, de Bour-  
bon, d'Auvergne et de Nemours, les comtes  
de Charolais, d'Armagnac, de Saint-Pol,  
et autres seigneurs, d'autre part.

A Saint-Maur-les-Fossés, le 29 d'octobre.

*Idem.*

1465. Protestation de Louis XI faite au parlement  
de Paris, contre les traités de Conflans et  
de Saint-Maur.

..... octobre.

*Idem.*

1465. Traité d'alliance entre Louis XI et le duc  
de Bretagne.

A Caen, le 23 de décembre.

*Idem.*

1468. Traité de paix et de réconciliation entre  
Louis XI, d'une part, et le duc Charles,

son frère , et François, duc de Bretagne ,  
d'autre part.

A Ancenis , le 10 de septembre.

*Voy.* Léonard , t. I.

1468. Traité de paix entre Louis XI et Charles,  
duc de Bourgogne.

A Péronne , le 14 d'octobre.

*Idem.*

1469. Traité d'alliance entre Louis XI, et Henri ,  
roi de Castille et de Léon.

A Cordoue , le 19 de juin.

*Voy.* Dumont , t. III.

1470. Traité d'alliance entre Louis XI et les Can-  
tons suisses.

A Tours , le 20 de septembre.

*Idem.*

1470. Déclaration de Louis XI contre Charles ,  
duc de Bourgogne , par laquelle , sur l'avis  
des notables assemblés à Tours , il se fait  
déclarer quitte des promesses qu'il lui avait  
faites par le traité de Péronne.

A Amboise , le 3 de décembre.

*Idem.*

1471. Traité de trêve et de commerce entre  
Louis XI et Henri VI , roi d'Angleterre.

A Londres , le 16 de février.

*Voy.* Rymer , t. IV.

1471. Trêve entre Louis XI et le duc de Bourgo-





reur Frédéric III, et les électeurs, contre le duc de Bourgogne.

Mêmes lieu et date.

*Idem.*

1475. Projet de mariage entre Charles, dauphin de France, et Marie, héritière des Pays-Bas.

*Voy.* Observ. sur l'hist. de Charles VIII, par Godefroi.

1475. Trêve de sept ans entre Louis XI et Edouard IV, roi d'Angleterre.

A Amiens, le 29 d'août.

*Voy.* Rymer, t. V.

1475. Compromis entre les mêmes, par lesquels ils conviennent de terminer leurs différends par voie d'arbitres.

Même, lieu et date.

*Idem.*

1475. Acte par lequel Louis XI s'oblige à payer à Edouard IV, sa vie durant, une pension de cinquante mille écus.

Mêmes lieu et date.

*Idem.*

1475. Traité de trêve par terre et par mer, pour neuf ans, entre Louis XI et Charles, duc de Bourgogne.

A Soleure, le 13 de septembre.

*Voy.* Mémoires d'Olivier de la Marche, liv. 2.



reur Frédéric III, contre le comte Palatin.

A Paris, le 17 d'avril.

*Idem.*

1476. Traité d'alliance entre Louis XI et le duc de Milan.

..... le 9 d'août.

*Idem.*

1477. Traité de paix entre Louis XI et le duc de Bretagne.

A Arras, le 27 de juillet.

*Idem.*

1477. Trêve entre Louis XI et Maximilien d'Autriche.

A Lens, le 18 de septembre.

*Idem.*

1477. Prorogation de la trêve entre Louis XI et Edouard IV, pour sept ans, et un an après la mort de l'un ou de l'autre.

A Westminster, le 25 d'octobre.

*Voy.* Rymer, t. V.

1478. Traité d'alliance perpétuelle entre Louis XI et la république de Venise, dans lequel est comprise la seigneurie de Florence.

A Plessis-les-Tours, le 9 de janvier.

*Voy.* Dumont, t. III.

1478. Traité de trêve entre Louis XI et Edouard IV, roi d'Angleterre, durant leur vie, et cent ans après la mort de l'un ou de l'autre.

A Londres, le 13 de février.



tille, l'un de Valladolid, du 7 de décembre 1408; le second de Madrid, du 29 de janvier 1435; le troisième de Cordoue, du 10 de juillet 1455; et le quatrième de Cordoue, du 19 de juin 1469.

Saint-Jean-de-Luz, le 9 d'octobre.

*Idem.*

1480. Seconde cession faite à Louis xi et à ses héritiers par Marguerite, reine d'Angleterre, fille de René, roi de Sicile, des droits qu'elle avait sur les duchés de Bar et de Lorraine, les comtés de Provence, de Piémont, etc.

A Angers, le 19 d'octobre.

*Idem.*

1481. Testament de Charles d'Anjou, dernier comte de Provence, en faveur de Louis xi et de ses successeurs.

A Marseille, le 10 de décembre.

*Idem.*

1482. Traité de paix entre Louis xi, d'une part, et Maximilien, archiduc d'Autriche, l'archiduc Philippe, et Marguerite d'Autriche, d'autre part.

A Arras, le 23 de décembre.

*Idem.*

1483. Lettres-patentes accordées par Louis xi, en faveur des villes anséatiques.

A Monteils-lès-Tours..... août.

*Voy.* Observ. sur l'hist. de Charles VIII,  
par Godefroi.

*Sous Charles VIII.*

1484. Traité d'amitié entre Charles VIII et les  
Suisses.

..... le 4 d'août.

*Voy.* Dumont, t. III.

1484. Accommodement sous la médiation de  
Charles VIII, entre Jean de Foix, vicomte  
de Narbonne, et Catherine, sa nièce, au  
sujet du royaume de Navarre.

A Montargis, le 2 d'octobre.

*Idem.*

1484. Traité entre Charles VIII et les seigneurs  
et états de Bretagne.

A Montargis, le 22 d'octobre.

*Idem.*

1485. Lettres-patentes (1), données par Jean II,  
roi d'Aragon, en faveur des négocians  
français.

A Montemajor, le 7 de janvier.

*Idem.*

---

(1) *Nota.* Ces lettres-patentes ne sont point un traité,  
ainsi que ledit Dumont; car un traité est toujours entre  
deux contractans; mais ces lettres sont pourtant un acte  
diplomatique.

1485. Lettres de Charles VIII , par lesquelles il promet d'assister les Flamands.

A Paris , le 5 de février.

*Idem.*

1485. Traité entre Charles VIII et l'archiduc Philippe d'Autriche , duc de Bourgogne , comte de Flandre.

A Gand , le 26 de février.

*Idem.*

1485. Traité de paix entre Charles VIII et le duc de Bretagne.

A Bourges , le 2 de novembre.

*Idem.*

1485. Traité de trêve entre Charles VIII et Henri VII , roi d'Angleterre , pour trois ans.

A Melun , le 17 de janvier.

*Idem.*

1486. Lettres-patentes de Charles VIII , portant réunion à la couronne des comtés de Provence et de Forcalquier.

A Compiègne , . . . . . octobre.

*Idem.*

1487. Traité entre Charles VIII et les seigneurs de Rohan et de Rieux , et autres qui se réunissent à lui contre le duc de Bretagne.

A Châteaubriant.

*Voy.* Hist. de Bretagne , par D. Lobineau , t. I.

**1488. Traité de paix entre Charles VIII et le duc de Bretagne.**

Sablé, le 20 d'août.

*Voy. Dumont, t. III.*

**1489. Traité de paix entre Charles VII et Maximilien, roi des Romains.**

A Francfort, le 22 de juillet.

*Idem.*

**1489. Privilèges accordés aux villes anséatiques par Charles VIII.**

A Amboise, le 10 d'août.

*Idem.*

**1491. Traité de paix entre Charles VIII, et Anne, duchesse de Bretagne.**

A Rennes, le 15 de novembre.

*Idem.*

**1491. Traité de mariage entre Charles VIII et Anne, duchesse de Bretagne.**

A Langeais, le 6 de décembre.

*Idem.*

**1492. Traité de paix entre Charles VIII et Henri VII, roi d'Angleterre.**

A Etaples, le 3 de novembre.

*Idem.*

**1492. Acte par lequel Charles VIII se reconnaît débiteur envers Henri VIII, pour une somme de sept cent quarante-cinq mille couronnes d'or, dont il promet de lui payer annuellement cinquante mille li-**



vres , et cela sous peine de l'excommuni-  
cation prononcée contre lui par l'official  
de Tours.

A Amboise , le 13 de décembre.

*Idem.*

1493. Traité entre Charles VIII , et Ferdinand et  
Isabelle , roi de Castille et d'Arragon , par  
lequel le premier rend aux seconds , les  
comtés de Roussillon et de Cerdagné , qui  
avaient été engagés à Louis XI.

A Barcelone , le 19 de janvier.

*Voy.* Trésor des Chart. , Supplém. , Mé-  
langes.

1493. Traité de paix entre Charles VIII et Maxi-  
milien , roi des Romains , et Philippe ,  
archiduc d'Autriche.

Senlis , le 23 de mai.

*Voy.* Dumont , t. III.

1493. Acte de la délivrance de Marguerite d'Au-  
triche entre les mains des ambassadeurs  
du roi des Romains et de l'archiduc , et  
renonciation de cette princesse à son ma-  
riage avec Charles VIII.

Vandeuille , près Cambrai , le 12 de juin.

*Idem.*

1495. Traité entre Charles VIII et le pape Alexan-  
dre VI.

A Rome . . . janvier , ( 1494 , v. s. )

*Idem.*

1495. Traité d'amitié entre Charles VIII et Louis-Marie Sforce, duc de Milan, portant que celui-ci tiendra la ville et l'état de Gènes en fief dudit roi.

..... le 10 d'octobre.

*Idem.*

1497. Traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

A Boulogne, le 24 de mai.

*Idem.*

*Sous Louis XII.*

1498. Traité d'alliance et de commerce entre Louis XII et Jean, roi de Danemarck et de Suède, sous la médiation de Jacques, roi d'Ecosse.

A Nantes, le 17 de janvier.

*Voy.* Trésor des Chartes, Inventaire de Dupuy, t. VII.

1498. Traité entre Louis XII et l'archiduc Philippe, pour la foi et hommage du comté de Flandre.

A Paris, le 2 d'août.

*Voy.* Dumont, t. III.

1498. Traité d'alliance entre Louis XII, et Ferdinand et Isabelle, roi et reine de Castille et d'Arragon.

Aux Célestins de Marcoussi, le 5 d'août.

*Idem.*

1498. Traité de commerce et de navigation entre Louis XII et Henri VII, roi d'Angleterre.

A Westminster, le 24 d'août.

*Idem*

1498. Divorce prononcé par les commissaires du pape, entre Louis XII et la reine Jeanne, son épouse.

A Blois, le 17 de décembre.

*Idem.*

1499. Convention entre Louis XII et la reine Anne de Bretagne, veuve de Charles VIII, pour le maintien des franchises de la Bretagne.

A Nantes, le 1<sup>er</sup> de janvier.

*Voy.* Rousset, suppl. au Corps dipl., t. I.

1499. Contrat de mariage de Louis XII avec la reine Anne de Bretagne.

A Nantes, le 7 de janvier.

*Voy.* Dumont, t. III.

1499. Traité d'alliance entre Louis XII et les Vénitiens.

A Blois, le 15 d'avril.

*Idem.*

1499. Traité d'alliance entre Louis XII et les Suisses.

A Lucerne, le 16 de mars.

*Idem.*

1499. Traité d'alliance entre Louis XII et Philibert, duc de Savoie.

A Genève, le 13 de mai.

*Idem.*

1500. Traité d'alliance contre les Turcs, entre Louis XII, Uladislas, roi de Hongrie et de Bohême, et Jean Albert, roi de Pologne.

A Bude, le 14 de juillet.

*Idem.*

1500. Traité d'alliance entre Louis XII, et Ferdinand et Isabelle, roi de Castille et d'Arragon.

A Grenade, le 11 de novembre.

*Idem.*

1501. Traité d'alliance entre Louis XII et Maximilien, roi des Romains, en vertu duquel ils conviennent que Charles, fils de l'archiduc Philippe, épousera madame Claude, fille aînée du roi de France, que le dauphin épousera une des filles de l'archiduc, que l'empereur donnera à Louis XII l'investiture du duché de Milan, et que celui-ci secourra l'empereur contre les Turcs.

A Trente, le 13 d'octobre.

*Idem.*

1501. Déclaration en interprétation de plusieurs articles du précédent traité.

A Blois, le 13 de décembre.

*Idem.*

1503. Traité de paix entre Louis XII, et Ferdinand et Isabelle, non ratifié par ceux-ci.

A Lyon, le 5 d'avril.

*Voy.* Herrera, Hist. d'Espagne, t. VIII.

1503. Traité de paix entre Louis XII et les Cantons d'Uri, de Schwitz et d'Undervald, par lequel le roi leur cède le comté de Bellinzone, en toute souveraineté.

Au camp devant Lucerne, le 11 d'avril.

*Voy.* Léonard, t. IV.

1504. Trêve de trois ans entre Louis XII, et Ferdinand et Isabelle, roi et reine de Castille.

En l'abbaye de N. D. de la Méjorade, le 31 de mars.

*Voy.* Léonard, t. II.

1504. Traité d'accommodement entre Louis XII et Maximilien 1<sup>er</sup>, roi des Romains, et Philippe 1<sup>er</sup>, roi de Castille (1), au sujet du Milanais principalement.

A Blois, le 22 de septembre.

*Idem.*

1504. Traité entre Louis XII et Maximilien 1<sup>er</sup>, roi des Romains, pour le mariage de

---

(1) On ne voit pas pourquoi Philippe 1<sup>er</sup> est nommé roi de Castille et même d'Espagne, dès le mois de septembre 1504, puisqu'il n'hérita du trône de Castille que par la mort d'Isabelle, arrivée le 26 de novembre 1504.



on stipule le mariage de Germaine de Foix, nièce du roi Louis xii, avec Ferdinand.

A Blois, le 12 d'octobre.

*Voy.* Léonard, t. II.

1506. Contrat de mariage de François de Valois, comte d'Angoulême, avec madame Claude, fille de Louis xii.

Aux Montells-les-Tours, le 22 de mai.

*Idem.*

1508. Traité de paix et d'alliance entre Louis xii et Charles d'Égmond, duc de Gueldre, d'une part, et l'empereur Maximilien 1<sup>er</sup> et Charles, son petit-fils, de l'autre.

A Cambrai, le 10 de décembre.

*Voy.* Léonard, t. II.

1508. Ligue contre les Vénitiens, entre Louis xii, Maximilien 1<sup>er</sup>, le pape Jules II et Ferdinand, roi d'Arragon.

A Cambrai, le 10 de décembre.

*Idem.*

1509. Déclaration de Louis xii, par laquelle il comprend le duc de Savoie dans la ligue faite contre les Vénitiens,

Au camp près de Pontolio, le 19 de mai.

*Idem.*

1509. Investiture du duché de Milan, en exécution du traité de Cambrai de 1508, donné

par l'empereur Maximilien 1<sup>er</sup> à Louis XII  
et à ses descendants mâles et femelles.

A Trente, le 14 de juin.

*Idem.*

1509. Articles de la ligue faite entre Louis XII  
et les Grisons.

*Voy.* Dumont, t. IV.

1510. Traité d'amitié entre Louis XII et Henri VIII.

A Londres, le 23 de mars.

*Idem.*

1510. Traité entre Louis XII et Maximilien 1<sup>er</sup>,  
pour la prorogation du traité de Cambrai  
de 1508.

A Blois, le 7 de novembre.

*Idem.*

1512. Traité d'alliance entre Louis XII et Jean et  
Catherine, roi et reine de Navarre.

A Blois, le 17 de juillet.

*Idem.*

1513. Ligue entre le pape Léon X, Maximilien 1<sup>er</sup>,  
Henri VIII et Ferdinand d'Arragon, contre  
Louis XII, pour la défense du saint-siège.

A Malines, le 5 d'avril.

*Voy.* Lunig, *Cod. Ital. dipl.*, t. I.

1513. Traité entre le roi et la république de  
Valais, pour arrérages d'une rente due  
par la France à cette république.

A Dijon, le 25 de juillet.

*Voy.* Trésor des Chartes, Invent. t. VII.



1513. Traité de paix entre Louis XII et les Suisses.

A Dijon, le 13 de septembre.

*Voy.* Dumont, t. IV.

1513. Traité entre Louis XII et le pape Léon X, par lequel le roi adhère au concile de Latran.

A Corbie, le 6 d'octobre.

*Idem.*

1513. Trêve d'un an entre Louis XII et Ferdinand le Catholique, l'empereur et Henri VIII.

A Orléans, le 13 de mars.

*Idem.*

1513. Donation faite par Louis XII du duché de Milan à madame Renée, sa fille, et, par substitution, à son autre fille, madame Claude.

A Paris, le 16 de novembre.

*Idem.*

1514. Traité d'alliance offensive et défensive entre Louis XII et Jean d'Albret, roi de Navarre.

A Paris, le 20 de mars.

*Idem.*

1514. Traité de paix et d'alliance entre Louis XII et la république de Venise, pour la conquête et le partage du duché de Milan.

A Blois, le 23 de mars.

*Idem.*

1514. Traité de paix entre Louis XII et Henri VIII,  
roi d'Angleterre, et leurs alliés.

A Londres, le 7 d'août.

*Idem.*

1514. Traité de mariage entre Louis XII et Marie,  
sœur de Henri VIII.

A Londres, le 7 d'août.

*Idem.*

*Sous François 1<sup>er</sup>.*

1515. Traité entre François 1<sup>er</sup> et Charles d'Autriche, prince d'Espagne, pour le mariage de ce dernier avec madame Renée de France.

A Paris, le 24 de mars.

*Voy.* Dumont, t. IV.

1515. Convention entre les mêmes, pour terminer dans un an, à l'amiable ou par arbitre, les différends entre les rois d'Arragon et de Navarre.

.....le 31 de mars.

*Idem.*

1515. Traité d'amitié entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII.

A Londres, le 5 d'avril.

*Voy.* Trésor des Chartes, Supplément.

1515. Renouvellement de l'alliance entre la France et les Vénitiens.

.....le 27 de juin.

*Voy.* Léonard, t. IV.

**1515.** Donation faite par madame Claude de France , du duché de Milan au roi François 1<sup>er</sup>, son époux.

..... le 28 de juin.

*Voy.* Léonard, t. II.

**1515.** Traité d'alliance et de garantie entre François 1<sup>er</sup>, le pape Léon x, la république de Florence et le duc d'Urbain; lequel traité contient la restitution de Parme et de Plaisance au roi.

A Viterbe, le 13 d'octobre.

*Voy.* Léonard, t. II.

**1515.** Traité de paix entre François 1<sup>er</sup> et les Cantons suisses, par lequel ce roi s'engage à exécuter le traité de Dijon.

A Genève, le 7 de novembre.

*Voy.* Trésor des Chartes, Supplément.

**1516.** Traité entre François 1<sup>er</sup> et Charles 1<sup>er</sup>, roi d'Espagne, portant promesse de mariage de madame Louise de France avec ledit Charles 1<sup>er</sup>.

A Noyon, le 13 d'août.

*Voy.* Léonard, t. II.

**1516.** Traité ou *Concordat* entre François 1<sup>er</sup> et Léon x.

A Rome, le 18 d'août.

*Voy.* Trésor des Chartes, Supplément, Mélanges.

**1516.** Traité de paix perpétuelle et de subsides

entre la France et les Suisses et leurs alliés.

A Fribourg , 29 de novembre.

*Voy.* Dumont , t. IV.

1517. Traité de confédération contre les Turcs,  
entre François 1<sup>er</sup> , Charles 1<sup>er</sup> , roi d'Es-  
pagne , et l'empereur Maximilien 1<sup>er</sup>.

A Cambrai, le 11 de mars.

*Voy.* Dumont , t. IV.

1517. Renouvellement d'alliance entre Fran-  
çois 1<sup>er</sup> et la république de Venise.

..... le 8 d'octobre.

*Voy.* Léonard , t. II.

1518. Ligue contre les Turcs, entre François 1<sup>er</sup> ,  
Maximilien 1<sup>er</sup> , Charles 1<sup>er</sup> et Henri VIII,  
par l'entremise du pape Léon X.

A Londres, le 2 d'octobre.

*Voy.* Léonard , t. II.

1518. Traité entre François I<sup>er</sup> et Henri VIII ,  
pour la remise de Tournai , Mortagne et  
Saint-Amand au premier , moyennant  
600,000 écus d'or , et le mariage de Marie,  
fille de Henri VIII, avec le dauphin François.

A Londres, le 4 d'octobre.

*Voy.* Léonard , t. II ; et le Trésor des  
Chartes ; Supplément.

1518. Convention entre les mêmes pour pré-  
venir les déprédations des gens de mer.

A Londres, le 4 d'octobre.

*Voy.* Rymer , t. VI.

518. Convention entre les mêmes pour une entrevue entre Ardres et Calais.

A Londres, le 8 d'octobre.

*Idem.*

518. Lettres de Christiern II, roi de Danemarck, par lesquelles il renouvelle l'alliance conclue entre Louis XII et Jean, roi de Danemarck, laquelle devra avoir lieu principalement dans le cas de guerre entre la France et l'Angleterre, comme entre le Danemarck et la Suède, ou la ville de Lubbeck et ses alliés.

Au château de Copenhague, le 20 de novembre.

*Voy.* Léonard, t. II.

1520. Traité entre François I<sup>er</sup> et Henri VIII, par l'arbitrage du légat *a latere* et de la duchesse d'Angoulême, pour le paiement annuel au second, d'une somme de 100,000 francs, jusqu'au mariage du dauphin François avec la princesse Marie, et pour le rétablissement de la bonne harmonie entre l'Angleterre et l'Ecosse.

Entre Ardres et Guines, le 6 de juin.

*Voy.* Rymer, t. VI.

1521. Traité d'alliance défensive entre François I<sup>er</sup> et les Suisses.

A Lucerne, le 5 de mai.

*Voy.* Trésor des Chartes.

1521. Accord entre François 1<sup>er</sup> et Charles-Quint pour la liberté de la pêche du hareng.

A Calais , le 2 d'octobre.

*Voy.* Dumont , t. IV.

1522. Traité de neutralité de trois années , pour le duché et le comté de Bourgogne , entre François 1<sup>er</sup> et l'archiduchesse Marguerite.

A Saint-Jean-de-Lône , le 8 de juillet.

*Idem.*

1523. Traité d'alliance entre François 1<sup>er</sup> et les Suisses.

..... le 5 de février.

*Voy.* Trésor des Chartes, Supplément.

1523. Déclaration de François 1<sup>er</sup> par laquelle il se départ de tous les droits qu'il pouvait avoir contre la maison de Savoie.

A Lyon , le 10 de septembre.

*Voy.* Dumont , t. IV.

1523. Traité d'alliance entre François 1<sup>er</sup> et Henri II , roi de Navarre.

A Lyon , le 27 de septembre.

*Voy.* Léonard , t. II.

1525. Trêve pour six mois , entre la duchesse d'Angoulême , comme régente de France , et l'archiduchesse Marguerite , gouvernante des Pays-Bas.

A Breda , le 14 de juillet.

*Voy.* Léonard , t. II.

1525. Trêve entre François 1<sup>er</sup>, Charles-Quint et Henri VIII.

A Tolède, le 11 d'août.

*Idem.*

1525. Traité de paix et d'alliance entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII, dont l'objet était de faire recouvrer la liberté au roi de France.

A Moore, le 30 d'août.

*Idem.*

1525. Traité entre les mêmes pour les sommes dues à l'Angleterre.

Mêmes lieu et date.

*Voy.* Rymer, t. VI.

1525. Convention entre les mêmes pour le paiement du douaire de Marie, reine douairière de France, duchesse de Suffolk.

Mêmes lieu et date.

*Idem.*

1525. Traité entre les mêmes, touchant les déprédations par mer que leurs sujes respectifs pourraient commettre les uns contre les autres.

Mêmes lieu et date.

*Idem.*

1525. Traité entre les mêmes, relatif au roi d'Ecosse.

Mêmes lieu et date.

*Idem.*

1525. Traité entre les mêmes, relatif au duc d'Albanie.

Mêmes lieu et date.

*Idem.*

1525. (1) Protestation du roi François 1<sup>er</sup> avant la signature du traité de paix du même jour.

A Madrid, le 14 de janvier.

*Voy.* Léonard, t. II.

1525. Traité de paix entre François 1<sup>er</sup> et l'empereur Charles-Quint, contenant la mise en liberté du premier, la cession faite par lui de plusieurs provinces, et sa promesse de mariage avec madame Eléonore, reine douairière de Portugal, sœur de l'empereur.

A Madrid, le 14 de janvier.

*Voy.* Léonard, t. II.

1526. Traité d'alliance appelé *la ligue sainte*, entre le pape Clément VII, le roi François 1<sup>er</sup>, les républiques de Venise et de

---

(1) C'était l'année 1525, suivant le style français, d'après lequel l'année ne commençait encore qu'à Pâques, et c'était suivant le style espagnol, l'année 1526, parce qu'elle commençait au mois de janvier; différence qu'il ne faut pas perdre de vue, afin de concilier les contradictions apparentes de dates qui se rencontrent dans l'histoire du moyen âge.



Florence , et le duc de Milan , contre l'empereur Charles-Quint.

A Cognac , le 22 de mai.

*Voy.* Léonard , t. II.

1529. Traité entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII , par lequel ils conviennent de ne point assister l'empereur l'un contre l'autre ; et le roi d'Angleterre s'engage en particulier , à ne point conclure de traité ou convention avec l'empereur , qu'il n'ait consenti à mettre en liberté les enfans de François 1<sup>er</sup> , moyennant une rançon d'un million de couronnes d'or , etc.

A Hamptoncourt , le 8 d'août.

*Voy.* Léonard , t. II.

1527. Traité entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII , d'après lequel les deux rois enverront des ambassadeurs à l'empereur pour l'exhorter à la paix , à acquitter les sommes qu'il doit au roi d'Angleterre , à mettre en liberté les fils du roi de France ; et Marie , fille de Henri VIII , sera mariée avec François 1<sup>er</sup> , ou avec Henri , duc d'Orléans , second fils du roi.

A Westminster , le 30 d'avril.

*Voy.* Léonard , t. II.

1527. Traité entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII , pour l'entretien d'une armée de trente mille hommes de pied en Italie , et de

mille hommes d'armes pour contraindre l'empereur à la paix. ●

A Westminster, le 29 de mai.

*Voy.* Léonard, t. II.

1527. Traité entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII, par lequel ces deux princes conviennent de ne point approuver le concile général convoqué par le pape, tant qu'il sera prisonnier de l'empereur, etc.

A Amiens, le 18 d'août.

*Idem.*

1527. Traité entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII, confirmant le traité de Moore, du 30 d'août 1525, et en vertu duquel le roi d'Angleterre, pour une pension perpétuelle et annuelle de cinquante mille couronnes d'or, et une quantité de sel de Brouage équivalant à quinze mille écus d'or, renonce à tous les droits que ses ancêtres ou lui, pouvaient prétendre sur les terres et couronne de France.

A Amiens, le 18 d'août.

*Voy.* Rymer, Act. publ., t. VI.

1527. Offres d'accommodement faites par les ambassadeurs de François 1<sup>er</sup> et de Henri VIII à Charles-Quint, et réponse de celui-ci.

A Palencia, les 10, 15, 20 et 21 de sept.

*Voy.* Léonard, t. II.

1527. Ligue contre l'empereur Charles-Quint, en-

tre le pape Clément VII, les rois de France, d'Angleterre, les républiques de Venise et de Florence, les ducs de Milan et de Ferrare, et Frédéric de Gonzague, marquis de Mantoue.

A Mantoue, le 7 de décembre.

*Voy.* Dumont, t. IV.

1528. Déclaration de guerre de François I<sup>er</sup> et de Henri VIII à l'empereur Charles-Quint, et réponse de celui-ci.

A Burgos, le 22 de janvier.

*Voy.* Léonard, t. II.

1528. Traité de trêve de huit mois entre François I<sup>er</sup>, Henri VIII, Charles-Quint, et Marguerite d'Autriche, archiduchesse et gouvernante des Pays-Bas.

A Hamptoncourt, le 15 de juin.

*Idem.*

1528. Interprétation d'un article de la trêve précédente.

A Malines, le 30 de juillet.

*Idem.*

1529. Traité de paix entre François I<sup>er</sup> et Charles Quint, en rectification de celui de Madrid qui n'avait pas été exécuté.

A Cambrai, le 5 d'août.

*Idem.*

1529. Traité entre François I<sup>er</sup> et Henri VIII, dans lequel l'on convient des termes pour



l'empereur Charles-Quint, pour la délivrance des enfans de François 1<sup>er</sup>, conformément au traité de Cambrai.

..... le 26 de mai.

*Idem.*

1530. Traité entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII, par lequel le premier, en exécution du traité de 1527, promet de compenser par de l'argent, la quantité de sel de Brouage promise et non donnée à Henri VIII.

A Hamptoncourt, le 18 d'octobre.

*Idem.*

1532. Traité d'alliance défensive entre les mêmes.

A Londres, le 23 de juin.

*Idem.*

1532. Traité d'alliance entre François 1<sup>er</sup> et Henri VIII, en vue de s'opposer aux progrès du Turc, par la formation d'une armée de quatre-vingt mille hommes.

A Calais, le 28 d'octobre.

*Idem.*

1532. Déclaration des mêmes, stipulant ce que chacun d'eux paiera pour l'entretien des quatre-vingt mille hommes.

A Calais, le 28 d'octobre.

*Idem.*

1533. Contrat de mariage entre le duc d'Or-

léans, depuis Henri II, et Catherine de Médicis.

A Marseille, le 27 d'octobre.

*Idem.*

1535. Traité de commerce entre la France et la Porte.

A Constantinople.... février.

*Voy.* Manusc., bibl. de l'Arsenal.

1535. Traité d'alliance entre la France et la Porte, conclu peu après le précédent traité.

Sans date certaine.

1536. Contrat de mariage entre Magdeleine de France, fille de François I<sup>er</sup>, et Jacques V, roi d'Ecosse.

A Blois, le 26 de novembre.

*Voy.* Léonard, t. II.

1537. Privilèges accordés par François I<sup>er</sup> aux villes anséatiques.

..... le 20 de janvier.

*Voy.* Dumont, t. IV.

1537. Traité entre François I<sup>er</sup> et Jean-François des Ursins, comte de Pétigliane, par lequel on règle les conditions d'après lesquelles celui-ci entre au service du roi.

A Fontainebleau, le 28 de juin.

*Idem.*

1537. Traité de trêve de dix mois, entre François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, pour les Pays-

Bas, le territoire de la ville de Téroouane, et le comté de Saint-Pol.

A Bourg, comté de S.-Pol, le 30 de juillet.

*Voy.* Léonard, t. II.

1537. Articles entre François 1<sup>er</sup> et Charles Quint pour la meilleure exécution de la trêve précédente.

A Cambrai, le 3 de novembre.

*Voy.* Dumont, t. IV.

1537. Autres articles au sujet de la même trêve.

A Cambrai, le 5 de novembre.

*Idem.*

1537. Trêve de trois mois entre François 1<sup>er</sup> et Charles-Quint, pour le Piémont, la Lombardie, la Savoie, le Dauphiné, la Provence, Gènes et Nice.

A Monçon en Arragon, le 16 de novembre.

*Voy.* Léonard, t. II.

1537. Propositions et réponses pour la paix à conclure entre François 1<sup>er</sup> et Charles-Quint.

A Locate, le 15 de décembre 1537, et le 10 de janvier 1538.

*Idem.*

1538. Traité de trêve entre François 1<sup>er</sup> et l'empereur Charles-Quint pour tous leurs états.

Aux Cabanes de Fiton, le 11 de janvier.

*Idem.*

**476      TABLE DES TRAITÉS.**

**1538. Trêve de dix ans entre François 1<sup>er</sup> et Charles-Quint, pour tous leurs royaumes et états.**

**A Nice, le 18 de juin.**

*Idem.*

**FIN DE LA TABLE DES TRAITÉS.**



---

# TABLE DES MATIÈRES

## DU PREMIER VOLUME.

---

	Page
<b>A</b> VANT-PROPOS.....	j
Discours préliminaire.....	i

### PREMIÈRE PÉRIODE.

#### LIVRE PREMIER.

De la Celtique , des Gaules , des Francs , de Clovis....	51
De la politique de Clovis.....	62
Traité de partage entre les rois Childebert , Gontran et la reine Brunehaut.....	66
Considérations sur ce traité.....	71
De Pepin d'Héristel.....	<i>ib.</i>
De Charles-Martel.....	72
De Pepin-le-Bref.....	74
Considérations sur la donation de Pepin au saint-siège.	76
Politique de Pepin.....	77
Charlemagne couronné roi de Lombardie.....	78
Son élévation à la couronne impériale.....	<i>ib.</i>
Considérations sur cet événement.....	79
Relation de Charlemagne avec divers princes.....	81
Capitulation qu'il accorde aux Saxons.....	82
Traité de paix entre Charlemagne et Nicéphore.....	83
De l'étendue de l'empire de Charlemagne.....	84
Politique de Charlemagne.....	86
Politique de Louis-le-Débonnaire. ....	88

	Page
Traité de paix entre Lothaire, Charles-le-Chauve et Louis-le-Germanique .....	89
Traité de paix entre Charles-le-Chauve et Louis-le-Germanique .....	92
Traité de paix entre Charles-le-Chauve et les Normands.	93
Politique de Charles-le-Chauve .....	<i>ib.</i>
Traité de paix entre Charles-le-Simple et Rollon, chef des Normands .....	<i>ib.</i>

## L I V R E II.

Élévation de Hugues, comte de Paris, à la couronne.	97
Démêlé du roi Robert avec Grégoire v .....	<i>ib.</i>
Des croisades .....	98
De Louis-le-Gros .....	99
Traité de paix avec l'Angleterre .....	<i>ib.</i>
Querelle de Louis-le-Jeune avec Innocent II .....	101
Divorce de Louis-le-Jeune avec Éléonore de Guyenne.	102
Traité de paix avec Henri II, roi d'Angleterre .....	104
Politique de Louis-le-Jeune .....	105
Du ministre Suger .....	<i>ib.</i>
Traités entre Philippe-Auguste et Richard I .....	106
Traité de paix entre Philippe-Auguste et Jean-sans-Terre .....	108
Contestation de Philippe-Auguste avec Innocent III ..	110
Philippe et son fils appelés au trône d'Angleterre .....	<i>ib.</i>
Traité de paix entre le prince Louis et le roi d'Angleterre.	113
Politique de Philippe-Auguste .....	114
Traité d'alliance entre Louis VIII et l'empereur Frédéric III .....	<i>ib.</i>
Traité entre Louis VIII et Amauri de Montfort .....	115
Politique de Louis VIII .....	117
Traité de paix avec Raimond VII, comte de Toulouse ..	118
Traité de Louis IX avec le soudan d'Egypte .....	119

## DES MATIÈRES.

479

Page

Traité de paix avec Lusignan, comte de la Marche...	120
Traité d'accommodement avec Henri III, roi d'Angle- terre.....	121
Arbitrage de Louis IX entre le roi d'Angleterre et ses ba- rons.....	224
Pragmatique sanction de Louis, IX contre la cour de Rome.....	125
Politique de Louis IX .....	127
Trêve de dix ans entre Philippe - le - Hardi et le roi de Tunis.....	<i>ib.</i>
Remise au pape du comtat Venaissin.....	129
Donation de l'Arragon au fils de Philippe-le-Hardi... <i>Id.</i>	
Politique de Philippe-le-Hardi.....	130
Traité d'accommodement entre les rois Philippe-le-Bel et Edouard I <sup>er</sup> .....	131
Brouillerie entre la France et l'Angleterre.....	<i>ib.</i>
Traité de paix entre ces deux états.....	134
Traité d'alliance défensive entre Philippe et Edouard. .	135
Traité de paix entre Philippe-le-Bel et les Flamands..	136
Différend de Philippe-le-Bel avec Boniface VIII.....	138
Négociations pour l'abolition des templiers.....	142
Considérations sur le procès des templiers.....	148.
Politique de Philippe-le-Bel.....	149
De Louis-le-Hutin.....	150
De Philippe-le-Long.....	<i>ib.</i>
Traité de paix avec le comte de Flandre.....	151
Traité de paix avec l'Angleterre.....	<i>ib.</i>
Traité de paix entre Charles-le-Bel et Edouard III...	153
Coup-d'œil sur la première branche des Capétiens....	154
Contestation pour la couronne entre Philippe de Valois et Edouard III.....	155
Guerres et trêves diverses avec l'Angleterre.....	160
Traités pour la réunion du Dauphiné à la France....	161

	Page
Politique de Philippe de Valois.....	163
Traité de Bretigny.....	164
Rejet du traité entre les otages et Edouard.....	174
Politique de Jean II.....	177

## SECONDE PÉRIODE.

### LIVRE PREMIER.

Traité de paix avec le roi de Navarre. . . . .	180
Rupture du traité de Bretigny. . . . .	181
Politique de Charles V. . . . .	185
Traité de réunion de Gènes à la France. . . . .	186
Relations avec l'empereur Tamerlan. . . . .	188
Traité de paix entre Charles VI et Henri V. . . . .	190
Politique de Charles VI. . . . .	198
Le roi d'Angleterre proclamé roi de France. . . . .	199
Traité de paix entre Charles VII et le duc de Bourgogne. . . . .	200
Trêve entre la France et l'Angleterre. . . . .	205
Traité de paix avec les Cantons suisses. . . . .	<i>ib.</i>
Traité d'amitié avec les mêmes. . . . .	207
Politique de Charles VII. . . . .	208
Abolition de la pragmatique sanction par Louis XI. . . . .	211
Investiture de Gènes donnée au duc de Milan. . . . .	212
Traité de paix de Conflans. . . . .	213
Traité de paix de Saint-Maur. . . . .	216
Traité de paix avec le duc de Bretagne. . . . .	217
Traité de paix avec le duc de Bourgogne. . . . .	219
Trahison du ministre la Ballue. . . . .	221
Traités divers entre Louis XI et Edouard IV. . . . .	223
Voyage du roi de Portugal en France. . . . .	231
Traités d'alliance et de subsides avec les Suisses. . . . .	233
Réunion de la Bourgogne et autres pays à la France. . . . .	235

## DES MATIÈRES. 481

	Page
Refus de Louis XI de ratifier la trêve de cent ans. . . . .	237
Donation de la Provence à la France. . . . .	239
Traité de paix et d'alliance avec l'archiduc Maximilien. . . . .	240
Privilèges accordés à la Hanse teutonique. . . . .	244
Politique de Louis XI. . . . .	246

### LIVRE II.

Mission du cardinal la Ballue auprès de Charles VIII. . . . .	250
Traité de paix avec le duc de Bretagne. . . . .	252
Traité de paix avec Maximilien, roi des Romains. . . . .	255
Traités divers avec la duchesse de Bretagne. . . . .	256
Traité de paix avec Henri VII, roi d'Angleterre. . . . .	258
Traité d'accommodement avec Maximilien. . . . .	261
Traité d'alliance avec Ferdinand-le-Catholique. . . . .	263
Expédition de Charles VIII en Italie. . . . .	265
Traité avec le pape Alexandre VI. . . . .	266
Négociation infructueuse avec Venise. . . . .	270
Traité de paix avec le duc de Milan. . . . .	272
Politique de Charles VIII. . . . .	274
Du ministre Briçonnet. . . . .	275
Du ministre Georges d'Amboise. . . . .	276
Traité de mariage de Louis XII avec Anne de Bretagne. . . . .	277
Traités d'alliance avec plusieurs puissances d'Italie. . . . .	280
Traité avec Maximilien, au sujet de l'investiture du Mila- naïs. . . . .	284
Ligue de Cambrai contre la république de Venise . . . . .	286
Considérations sur la ligue de Cambrai. . . . .	290
Mort du cardinal d'Amboise. . . . .	293
Du secrétaire des finances Florimond Robertet. . . . .	294
Querelle de Louis XII avec Jules II. . . . .	295
Refus de ce prince de ratifier la paix avec les Suisses. . . . .	297
Trêve avec Ferdinand d'Arragon. . . . .	299



## DES MATIÈRES.

483

Trêve de dix ans avec Charles-Quint. . . . .	Page 384
Table chronologique des traités et actes diplomatiques de la France, depuis le commencement de la monarchie jusqu'à l'année 1539. . . . .	390

FIN DU PREMIER VOLUME.





---

## ERRATA.

Dans un ouvrage diplomatique , où il y a de fréquentes citations , ainsi que beaucoup de pièces originales , de dépêches et d'instructions confidentielles , on doit s'attendre à trouver des négligences de style , et même des fautes contre la grammaire , parce que souvent les négociateurs et les ministres les composaient rapidement , sans aucune prétention au style ; ne songeant pas que leurs correspondances seraient un jour imprimées et soumises au jugement des grammairiens. J'ai pensé qu'il était permis de corriger ou d'épurer les pièces antérieures à Henri IV , et même à Louis XIII , à raison de la vétusté du langage , laquelle répandrait une obscurité accompagnée de dégoût pour le lecteur ; mais il m'a semblé que , depuis ces princes , il ne convenait pas de changer les expressions des pièces du cabinet , ni des actes diplomatiques ; et que ce serait , en quelque sorte , porter atteinte à leur sincérité. Les taches légères de style qui s'y rencontrent , sans nuire au sens , seront bien balancées par la satisfaction d'assister , pour ainsi dire , à la conversation et aux conseils de ministres , tels que Dossat , Sancy , Jeanin , Lyonne , Pomponne , Torcy , de l'entraînant duc de Choiseul , et de plusieurs autres négociateurs même récents , plus occupés des choses que des mots , et de l'enchaînement des idées que de celui des phrases.

Il y a des fautes qui appartiennent à l'auteur : dans les morceaux d'une vaste composition , il se trouve lui-même conduit par le mouvement de la pensée , à des incorrections ou à des obscurités de narration , parce qu'il sait trop quelquefois ce que le lecteur ne sait pas assez.

Il est enfin des fautes qui appartiennent en *toute propriété* à l'imprimerie , soit par des oublis involontaires , soit par des déplacements ou des chutes de caractères , au moment de

la mise sous presse , soit même par le zèle excessif des Compositeurs , qui veulent quelquefois corriger l'auteur. Ainsi , dans la première édition très-négligée de cet ouvrage , on avait mis , avec une intention raisonnée , *échange d'officiers* pour *échange d'offices* ; *coups d'éclat* pour *coups d'état* ; *intérieur* pour *intérim* ; etc. etc. L'auteur , qui relit d'un œil prompt et fatigué , des fautes de ce genre , ne les soupçonne pas , et les laisse passer. Les erreurs DE DATE se glissent encore très-facilement dans un ouvrage basé comme celui-ci sur une chronologie d'années , de mois et de jours. Néanmoins , je me plais à rendre justice à la correction de cette seconde édition ; et le petit nombre de fautes qui s'y trouvent , en comparaison de la première , en est la meilleure preuve.

---

## ERRATA DU TOME I<sup>er</sup>.

- Page 3, ligne 1 , (DISCOURS PRÉLIMINAIRE), qu'elle la précéda en politique, *lisez*, que les premiers devancèrent ceux-ci en politique.
- 5, lig. 3, ceux conclus, *lisez*, ceux qui avaient été conclus.
- 36, 19, a donné quatre volumes, *lisez*, a donné dans quatre volumes.
- 39, 11, ne peut plus souvent, *lisez*, souvent ne peut plus.
- 43, 3, qui leur est nécessaire, *lisez*, qui est nécessaire à ceux-ci.
16. 10, ont de la singularité et de la précision, *lisez*, ont de singularité et de précision.
- 57, 19, remis, *lisez*, remises.
- 69, 21, iui, *lisez*, lui.

- Pag. 114, lig. 15, des jugemens, *lisez*, de jugemens.
- 118, 6, âgé de onze, *lisez*, à l'âge de onze ans.
- 123, 14, par le refus qu'il faisait, *lisez*, par le refus que celui-ci faisait.
- 219, 3, après Conflans, mettez un point, et *lisez*, Louis xi promettait.
- 256, 6, quant à la restitution, *lisez*, que pour ce qui était de la restitution.
- 288, 23, appartenantes, *lisez*, appartenant.
- 300, 25, pour, *lisez*, par.
- 321, 21 et 22, roi d'Es-gne, *lisez*, roi d'Espagne.
- 349, 17, ne donnât, *lisez*, ne donnait.
- 362, 21, c'était, *lisez*, était.
- 433, 12, ligues espagnoles, *lisez*, lignes espagnoles.  
etc. etc.









CARY

d on

---





